

UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

Les possibilités d'investissements dans une planification souple

THÈSE

présentée à la Section des sciences économiques, politiques et sociales
de la Faculté de droit et des sciences économiques
pour obtenir le grade de docteur ès sciences économiques

par

Antonio Homem de Mello

UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL

Monsieur Antonio Homem de Mello est autorisé à imprimer sa thèse de doctorat ès sciences économiques :

« Les possibilités d'investissements dans une planification souple ».

Il assume seul la responsabilité des opinions énoncées.

Neuchâtel, le 24 septembre 1965.

Le Directeur de la Section des sciences économiques.
P.-R. ROSSET.

**LES POSSIBILITÉS D'INVESTISSEMENTS
DANS UNE PLANIFICATION SOUPLE**

Avant-propos

Avant de présenter cette thèse, nous voulons exprimer ici notre remerciement à tous ceux qui nous ont aidé dans sa préparation.

Nous avons eu l'honneur d'être en contact avec quelques hautes personnalités du Commissariat au Plan qui nous ont permis de mieux saisir certains aspects de l'élaboration du Plan Français.

Nous remercions l'Université de Neuchâtel pour la formation que nous y avons reçue et spécialement le Professeur Rosset, Directeur de la Section des Sciences Economiques, Commerciales et Sociales qui, par son enseignement ainsi que par son expérience économique et politique, a toujours été présent au cours de la rédaction de cet ouvrage.

Possibilités d'investissement

I. Introduction

Avant même d'élaborer les constructions théoriques nécessaires à une prise de conscience de la réalité économique et une domination de cette même réalité, il faut situer ces constructions-possibilités, et surtout poser les conditions dans lesquelles l'homme peut les utiliser et les convertir en action efficiente. En parlant de la liberté, G. GURVITCH dit bien : « Elle présuppose des obstacles à surmonter, des résistances à vaincre, des barrières à renverser, des réalisations à dépasser, des situations à transformer. Elle est une liberté située, liberté encadrée dans le réel, liberté sans condition, liberté relative. Non seulement, elle est, comme le déterminisme, placée entre la contingence et la cohérence, le discontinu et le continu - la prééminence étant donnée au premier de ces termes - mais encore elle a besoin d'utiliser les déterminismes variés comme points de repère et instruments d'intervention. C'est en particulier des déterminismes sociaux, psychologiques et biologiques, que la liberté humaine se sert pour atteindre ses buts ». ¹

Toute politique économique doit donc connaître d'avance les limites qui lui sont propres et comprendre que la liberté d'agir, même en nous situant dans l'hypothèse d'une économie dirigée, dépend des conditions de structure et de conjoncture.

En cherchant à situer quelques-uns des points de cette étude, nous cherchons à comprendre l'organisation sous-jacente à l'empirisme apparemment incohérent de la vie économique. Alors, et seulement à ce moment, il nous sera possible d'agir d'une manière autre que celle de « l'homo economicus » ou autrement que par le comportement irrationnel des simples réflexes économiques. En plaçant l'homme au centre de notre étude et en voulant l'analyser sous l'angle de la science économique, on se défendra, dans la mesure de nos moyens, de nous attacher à des mécanismes et des modèles trop abstraits dont le seul mérite est d'être des élaborations logiques. Ces dernières peuvent nous satisfaire,

¹ G. Gurvitch, p. 82 « Déterminismes sociaux et liberté humaine ».

cela d'autant plus que certaines prémisses admises, toutes les subtilités dans les démonstrations futures sont permises. Une fois tout ce grand effort intellectuel réalisé, subsiste le danger du divorce imminent entre la Théorie et la Réalité. Nous approcher de la réalité, c'est donc prendre des précautions préliminaires, ne pas construire dans le vague. Mais si cette attitude est valable, elle n'explique pas encore grand chose. GURVITCH affirme : « Comme tout ce qui concerne la condition humaine, la liberté est ambiguë, ambivalente. Elle peut décomposer aussi bien que construire. »¹

Dans les déterminismes sociaux correspondant aux paliers en profondeur et aux temporalités différentes où ils se déroulent, G. GURVITCH a présenté la classification suivante :

- 1) Surface morphologique et écologique.
- 2) Les appareils organisés.
- 3) Les modèles sociaux, y compris les signaux et signes collectifs de même que les règles.
- 4) Les conduites collectives d'une certaine régularité, mais se déroulant en dehors des appareils organisés.
- 5) Les trames des rôles sociaux.
- 6) Les attitudes collectives.
- 7) Les symboles sociaux.
- 8) Les conduites collectives effervescentes, novatrices et créatrices.
- 9) Les idées et valeurs collectives.
- 10) Etats mentaux et actes psychiques collectifs.

Nous retiendrons les deux premiers, ayant le lien le plus étroit avec notre étude :

- 1. Déterminisme de la surface morphologique et écologique.
- 2. Déterminisme des superstructures organisées.

A propos du premier, « cette surface morphologique et écologique de la réalité sociale paraît se trouver non seulement dans les étendues concrètes, mais encore dans un espace conceptualisé, facile à manier. Plus que tout autre niveau de la réalité sociale, la surface morphologique semble donc admettre une expression adéquate par des chiffres, des équations, des mesures, des graphiques et des statistiques. »

Une analyse poussée se servant des études des historiens, tels que de TOYNBEE, de démographes tels que SAUVY, de sociologues comme M. MAUSS et GURVITCH etc. nous apporte un raisonnement de synthèse, l'explication que ce déterminisme unidimensionnel n'est pas

¹ G. Gurvitch, p. 82 « Déterminismes sociaux et liberté humaine ».

aussi différent des autres déterminismes sociaux qu'il pourrait le sembler ou que l'on voudrait souvent nous le faire croire.

Mais il faut bien se rendre compte que la liberté n'est pas conditionnée par ce milieu parfois hostile (SAUVY) et bon conseiller (A. SIEGFRIED : « L'âme des peuples »). Il y a des déterminismes géographiques (on n'ira pas jusqu'à l'extrémisme de RATZEL), mais nous nous attacherons à l'opinion plus nuancée de MARCHAL.

Les investissements ne peuvent se situer ni se comprendre sans faire un appel direct à l'analyse de la conjoncture et de la structure. Son étendue, ses possibilités, son caractère ne sont donc pas des modèles abstraits valables n'importe quand et n'importe où, mais une étude ou l'approche du concret n'est pas seulement la méthode, mais aussi la justification.

Autrement, on construirait une théorie obéissant à une logique peut-être parfaite, mais qui serait inopérante. Le critère de l'efficacité sera le critère de la validité de la théorie que nous essayerons d'esquisser. Les solutions ne doivent pas être considérées en relation avec ce qui devrait être, ou analysées par rapport à elles-mêmes, mais dans le cadre de la réalité économique présente ou devant celle que la science nous permet de considérer comme la plus probable.

Nous nous situons donc dans la ligne de la pensée contemporaine où la propre philosophie scientifique n'est vraie que si elle se révèle efficace. Dans toute science humaine, il faut choisir le point de départ et le point de vue où l'on se situe. Choisir c'est se limiter, mais sans pour autant oublier les résultats acquis par les autres sciences, sans quoi toute construction serait incomplète. Toute proposition nouvellement trouvée s'adresse à une équipe, dans laquelle les différentes branches scientifiques nécessaires à l'implantation d'une industrie, sont représentées. Au cours de notre raisonnement, nous devons tenir compte surtout des connaissances de la sociologie, de la démographie et de la science politique.

Nous tenterons d'affirmer certaines règles, de présenter des solutions, des cas pratiques. Une théorie appelle le raisonnement empirique et ce sera au moyen des méthodes inductives et déductives que le chemin sera tracé. Cette complémentarité nous permettra de diminuer le danger d'erreurs.

L'investissement, comme « praxis » comporte des limites, pas seulement relatives à sa nature, mais extérieures, les limites du monde où il se déplace. Croire et agir selon son acception, c'est déjà éviter le comportement aveugle où le hasard seul joue. Le risque mouvementé par l'action des inconnues est propre à l'investissement. Mais le risque comporte des degrés ; il s'agit de le limiter, non de l'anéantir, car en cherchant sa suppression, on aboutirait à un déterminisme social total qu'on a vu auparavant être inacceptable.

Dans la conjoncture, tout paraît changer et les formules pratiques doivent être souples et appliquées au « bon moment », dans une situation précise. Pourtant, en dessous de ces changements parfois étonnants, la société en mouvement lent freine et discipline les aventures d'un changement trop rapide. Alors, le « nouveau » se voit couper les ailes et le vol devenu marche à travers ces coutumes enracinées retransforme la société, la disloque dans ses comportements, mais sans en changer fondamentalement sa nature où l'homme est. Si la liberté empêche les déterminismes sociaux, l'ombre des déterminismes (les coutumes au sens profond) contraint la liberté à être partielle.

Si la recette que proposait KEYNES de « creuser des trous » est insoutenable dans les pays où existe le plein-emploi, la méthode de pensée keynésienne est féconde encore quand il s'agit de solutionner d'autres problèmes nouveaux. Par rapport aux classiques (Marx inclus), pour lesquels les systèmes devaient aboutir à un équilibre, sa révolution continue. Ceci pour dire que nous avons cherché dans certaines études passées des idées pour des cas actuels, estimant ainsi qu'une idée juste ne se place pas dans le temps, mais fait partie du patrimoine intellectuel disponible.

Pour qu'on puisse étudier les « possibilités d'investissement dans une planification souple », il faut en premier lieu étudier ce qu'est l'investissement.

Problème humain, problème social et politique, problème économique. Dans tous les domaines de la littérature économique de ces dernières années, il occupe une place fondamentale. Aucune question économique ne pourra être complètement éclaircie si les prémisses de la connaissance de l'investissement ne sont pas préalablement comprises. Nous ne prétendons pas élaborer une « théorie de l'investissement » qui fait encore complètement défaut à l'heure actuelle. Notre but est beaucoup moins ambitieux. Nous tâchons seulement, à partir des recherches effectuées jusqu'à présent, de mettre l'accent sur certains résultats qui ne sont encore pas admis d'une façon définitive. Nous tâcherons encore de prouver que sans de telles connaissances, toute planification économique ne pourra aboutir qu'à de faibles résultats.

Entre l'élaboration d'une planification indicative capable de mener à des résultats infaillibles et l'abdication de l'idée de diriger le monde économique soumis à ses propres forces, nous cherchons notre voie.

CHAPITRE PREMIER

L'investissement

I. Définition

Comme la notion de capital, celle d'investissement peut être comprise dans un sens étroit et dans un sens large.

Nous savons que les classiques confondaient épargne et investissement. Pour Adam Smith¹ : « si la valeur échangeable du produit annuel excède celle de la consommation annuelle, le capital doit nécessairement grossir annuellement en proportion de cet excédent. Dans ce cas, la société vit sur ses revenus et ce qu'elle en épargne annuellement s'ajoute naturellement à son capital et s'emploie de manière à faire naître encore un nouveau surcroît dans le produit annuel ».

Smith voit une corrélation étroite entre le développement de l'industrie d'une nation et l'accroissement de son capital. Pour Mill² « Le capital est la richesse appliquée à un emploi reproductif. Il l'entend dans un sens réel en non monétaire ». Il n'est pas dans l'économie d'une société de chose moins « importante en elle-même que la monnaie ».

D'une façon plus habituelle, l'épargne est antérieure à l'investissement. Elle en est la source. « Du revenu de l'année $t - 1$, une proportion en est consommée et l'autre épargnée et investie au cours de l'année suivante t ; cet investissement permet ensuite, au cours de l'année $t + 1$, un accroissement de la production ».

Si les « avances » décrites par Bernard Quesnay sont déjà de l'investissement proprement dit, il ne faut pas oublier que l'étude de l'investissement comme variable indépendante et stratégique de la vie économique est relativement récente.

Trois auteurs ont influencé considérablement la pensée économique dans ce domaine : Keynes, Robertson et Schumpeter. Nous estimons

¹ Adam Smith : « Richesse des Nations ».

² John Stuart Mill : « Principes d'économie politique ».

personnellement qu'aujourd'hui encore, les deux premiers occupent une place prépondérante. Voyons leurs définitions.

Pour Keynes¹ l'investissement est constitué par tous les produits qu'un entrepreneur achète à d'autres entrepreneurs et qu'il destine à son équipement, c'est-à-dire à son stock de produits finis ou non finis.

Pour Robertson², l'investissement constitue la fraction de revenu effectivement dépensée en biens et services de production.

Pour Schumpeter³, investissement et innovation vont de pair. Ne sont-ils pas l'un et l'autre une « combinaison nouvelle de facteurs » ?

Ayant recours à une analyse historique, Schumpeter montre que parallèlement au progrès économique, il y a un accroissement de capital (labor saving) qui devient un investissement net.

Pierre Dieterlen⁴ faisant dans son remarquable ouvrage « l'investissement » le bilan de la pensée schumpéterienne, affirme que cet investissement net donnerait théoriquement la mesure du progrès économique, et dans un sens plus large, de la croissance économique. Mais de sérieuses difficultés techniques se poseraient dans le calcul de cet investissement net, même dans les pays développés.

J. Ackermann⁵, à une époque beaucoup plus récente, n'a trouvé pour la détermination des indicateurs de l'activité des groupes que certains indices disponibles. Ainsi pour la détermination du groupe des « Industriels producteurs de biens de production » il a pris comme indice la production de fer multipliée par le prix du fer (éventuellement indice de la production industrielle). Ce n'est que comme indicateur idéal qu'il a choisi le « revenu net total d'après les comptabilités mensuelles » ou les calculs ex-post - ex-ante.

Les calculs, qu'ils soient ex-post ou ex-ante, ont une valeur différente. Les calculs ex-post caractéristiques de la comptabilité nationale, ont une rigueur plus grande, mais ne permettent pas de faire des prévisions pour l'avenir, sinon indirectement. Pourtant la détermination de l'investissement par la méthode rétrospective nécessite un appareillage statistique perfectionné.

Les calculs ex-ante, propres à une analyse dynamique, sont ceux auxquels doit aboutir la théorie de l'investissement.

¹ J.-M. Keynes : « Théorie générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie ».

² D. Robertson : « Saving and Hoarding » *Economic Journal*, sept. 1953.

³ Schumpeter : « Théorie de l'évolution économique » (édition française) p. 82.

⁴ P. Dieterlen : « L'investissement » p. 33. Bilans de la pensée économique.

⁵ J. Ackermann : « Structures et cycles économiques ». Tome 11.

L'investissement dépasse le cadre de l'entreprise, mais certaines réserves doivent être faites. Les travaux publics ainsi que les « investissements sociaux » sont des investissements proprement dits seulement s'ils sont productifs. Ici encore, il est extrêmement difficile de chiffrer l'augmentation ou la création des revenus. Que ce soit une autoroute ou une école, ce n'est qu'après l'écoulement d'un espace de temps considérable qu'on pourra constater si tel investissement fut productif ou non.

De même on peut se demander jusqu'à quel point les dépenses en équipement militaire sont productives. A ce propos, Mrs Robinson¹ estime que les dépenses dans la « course aux armements » qui, à l'heure actuelle n'ont abouti qu'à un équipement des forces entre les deux blocs, sont du même genre que celles dont Keynes² parlait dans la « théorie générale » : « ...que la solution la plus acceptable de toutes consiste à creuser dans le sol des trous connus sous le nom de mines d'or, solution qui non seulement ne saurait ajouter quoi que ce soit à la richesse du monde, mais qui encore engendre du travail inutile ». Pour Keynes, cet effort produit le même résultat que³ : « Si la trésorerie était disposée à emplir de billets de banque des vieilles bouteilles, à les enfouir à des profondeurs convenables dans des mines désaffectées... » Les avantages seraient réels, car, « le chômage pourrait disparaître et, compte tenu des répercussions, il est probable que le revenu réel de la communauté de même que sa richesse en capital seraient sensiblement plus élevés qu'ils ne le sont réellement ». Si les conditions économiques actuelles sont différentes de l'époque qui a vu la naissance des « théories keynésiennes », la comparaison de Mrs. Robinson est toutefois pertinente.

II. Investissement d'infrastructure et de superstructure

Cette distinction fut faite pour la première fois par Marx⁴. Elle fut toujours employée depuis avec certaines modifications. Pour Samuelson⁵ : « La distinction consiste à savoir si les biens et services produits

¹ Robinson.

² J.-M. Keynes : « Théorie générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie » p. 147, éd. française.

³ J.-M. Keynes : *ibid.*

⁴ K. Marx : « Le capital ».

⁵ Samuelson : « The Pure Theory of Public expenditure ». *Review of Economic and Statistics*, nov. 1954.

par ces investissements sont à l'usage individuel ou à l'usage collectif. Dans le premier cas, il s'agit d'investissements de superstructure, dans le second d'investissements d'infrastructure.

Nous verrons par la suite, à propos des pays sous-développés, le grand intérêt de cette distinction. Souvent, on identifie investissement d'infrastructure à investissement public et investissement de superstructure à investissement privé.

Beaucoup de ces définitions n'éclairent qu'un aspect de l'investissement. Il serait impossible (pratiquement) d'englober dans une seule définition tous les aspects que comporte l'investissement. Ces critères de distinction ne délimitent pas des domaines complètement étanches. De même la classification des investissements en investissements autonomes et investissements induits doit faire l'objet d'une étude approfondie pour mieux mesurer sa portée.

Une autre distinction communément faite est celle entre investissement brut et investissement net. Domar¹, Schneider², Fowler³, et Dobovolsky se sont entre autres, penchés sur ce problème.

Soit : t = l'investissement total (brut)

n = l'investissement nouveau

a = l'investissement d'amortissement (remplacement)

on pourra écrire que $t = n + a$

ou : $n = t - a$

Dans cette deuxième formule, on voit que l'investissement net est égal à l'investissement total moins l'investissement d'amortissement, ceci pour une période déterminée. Il est facile de comprendre que la définition d'investissement net dépend de a — investissement de renouvellement.

Les nouvelles techniques de gestion estiment qu'on doit tenir compte, dans le calcul de l'amortissement non seulement des montants nécessaires au renouvellement (machines, installations, etc.), mais aussi de l'obsolescence. On doit également ajouter tous les frais d'entretien. Si $t < a$ pour une période déterminée, on parle de désinvestissement net.

L'importance de cette distinction est immense, non seulement dans le cadre de l'entreprise, mais aussi pour l'ensemble des systèmes économiques.

¹ Domar : « The case for Accelerated Depreciation ». Quarterly of Economics, fév. 1953.

² Schneider : « Die Wirtschaftliche Lebensdauer industrielle Anlagen ». Weltwirtschaftliches Arch. 1942.

³ Fowler : « The Depreciation of Capital » Londres 1934.

III. Les déterminants de l'investissement

Le mot de déterminant (de l'investissement) a donné lieu à maintes discussions. Il faut d'abord savoir dans quel contexte il se situe ; contexte essentiellement économique ou plus large. Nous essayerons de montrer, au cours de l'exposé sur l'investissement, la nécessité de recourir à des notions de structure (Chapitre 2).

A) Les déterminants extra-économiques

En analysant conjointement les théories d'Ackermann (chapitre 2, p. 34) et de Rostow, on note, sur beaucoup de points, une convergence de vues. Tout en étant des auteurs de formation différente, ils ont cherché, à partir de l'analyse de l'histoire contemporaine, les déterminants principaux de la vie économique.

Pour Rostow, la thèse centrale de son ouvrage « The Process of economic Growth » est que les décisions économiques qui déterminent le taux de croissance, la productivité de la force de travail et du capital, ne doivent pas être vues comme étant gouvernées strictement par des raisons économiques. L'action économique est jugée comme le résultat d'un processus complexe de balance entre les progrès matériels et les objectifs humains. Rostow, à partir de l'histoire et des événements contemporains montrera que les progrès économiques ne demandent pas à être motivés par des buts économiques.

Les six propensions choisies pour expliquer le progrès économique sont :

- propension à développer les sciences fondamentales (physiques et sociales)
- propension à appliquer la science à des fins économiques
- propension à accepter des innovations
- propension à rechercher des progrès matériels.

Rostow admet encore des sub-variables économiques suivantes :

a) *Relatives aux variations dans la dimension et productivité de la force de travail :*

- 1) le taux de natalité
- 2) le taux de mortalité
- 3) le rôle des femmes et des enfants dans la force de travail
- 4) le « skill » de la force de travail
- 5) le degré d'effort fourni par la force de travail

b) *Relatives aux variations dans la dimension et productivité du capital :*

- 1) le « yield » des additions au capital, y compris les ressources naturelles, sciences pures et appliquées, techniques d'organisation, etc.
- 2) le volume des ressources destinées à la recherche des sciences pures
- 3) le volume des ressources destinées à la recherche des sciences appliquées
- 4) la propension à consommer
- 5) la propension à avoir des enfants.

Il sera difficile d'énumérer d'une façon exhaustive les différences qui peuvent apparaître entre les déterminants des investissements, selon la nature du régime politico-économique. L'investissement obéira tantôt au désir d'exploiter des ressources naturelles présentes, tantôt au souci d'en pallier l'absence¹. Le but lointain - une finalité sociale et humaine (variable selon les philosophies et civilisations) - est autre, même quand à chaque occasion il n'est pas traduit explicitement.

Les différents économistes n'ont pas attribué à un seul déterminant le processus de l'investissement. Selon les cas, ils ont accordé une importance prépondérante à un facteur. Nous verrons par la suite dans quelle mesure chaque théorie en est tributaire.

Pour Rostow², deux relations sont en général largement acceptées par les penseurs sociaux (économistes inclus) et historiens. Une voit la structure de la société et sa politique, comme étant déterminée partiellement par la vie économique ; l'autre voit les opérations économiques partiellement déterminées par des bases sociales et politiques. Pour lui, l'analyse marxiste ne constitue pas une théorie valable de la société mais elle fournit seulement une partie du mécanisme de la théorie de la société. Tout en nous disant qu'une théorie globale n'est pas encore élaborée, il nous fait remarquer la tendance et la création d'une telle théorie dynamique. Dans celle-ci, les forces économiques déterminent certains aspects de la société qui à son tour les détermine elle-même partiellement.

Une fois ces propensions connues, on doit, dans la terminologie de Rostow³, les distinguer des décisions prises dans une société et qui peuvent être déterminées à n'importe quel moment.

¹ P. Dieterleo : « L'investissement », p. 52.

² Rostow : « The Process of economic Growth ».

³ Rostow : *Ibid.*, p. 24.

L'auteur prend comme exemple la propension à consommer¹ qui diffère de la proportion du revenu consommé dans une économie et dans une période quelconques. « Ainsi, dans la courte période, la propension à consommer refléterait le changement de l'affectation des ressources à la consommation, en relation aux variations du revenu (la distribution des revenus, goûts, etc. étant fixés) ». La courbe de la propension à consommer nous donnerait la perspective rétrécie d'une société avec ses jugements de valeur et institutions. Quand l'analyse se situe dans la longue période, la courbe de la propension à consommer change de position. Duesenberry² a montré comment ce changement s'effectue, notamment aux Etats-Unis. Il se sépare des théories keynésiennes qui affirment qu'il n'y a pas d'interférence entre le comportement de chaque consommateur et que la consommation et le revenu s'influencent réciproquement.

Pour Duesenberry, cette interrelation est expliquée par l'émulation sociale, et concrètement se manifeste par une consommation accrue dans le but d'augmenter le « standing de vie ». Ce phénomène, analysé dans une période suffisamment longue pour en tirer des conclusions valables, fut appelé « effet de démonstration ». En quoi consiste-t-il ? Pour le montrer, Duesenberry³ cite le cas des Etats-Unis. On trouve que ce sont les couches de la population qui ont le plus fort revenu qui épargnent proportionnellement le plus. Ainsi l'épargne personnelle de la nation est faite par 25 % de sa population. 75 % de la population américaine n'épargne virtuellement rien. Le ratio entre la grandeur du revenu et l'épargne qui est constant quand on considère le revenu national comme un tout ne l'est plus quand on se situe dans une période suffisamment longue (30 ans).

La famille moyenne urbaine aux Etats-Unis, en 1917 - 1919, qui gagnait 1.500 dollars par année (valeur de 1941), épargnait 120 dollars ou 8 %. Une famille semblable en 1941 ayant le même revenu n'épargnait pratiquement rien. Ce phénomène s'expliquerait par la position relative qu'un tel revenu occupe dans la hiérarchie du Revenu National. Si le montant global était le même, tant en 1917 - 1919, celui de la date plus récente occuperait une position inférieure dans l'échelle. Pendant ces 20 ans, cette famille que nous admettons, pour simplifier le raisonnement, être la même, a subi toutes sortes d'incitations à consommer davantage. En fait, de nouveaux besoins se sont créés, tant sur le plan matériel que sur le plan des loisirs. Ce qui hier était un luxe devient

¹ Rostow : « The Process of economic Growth », p. 24.

² Duesenberry : « Income, Saving and the Theory of Consumer Behaviour », 1952.

³ Duesenberry : Ibid., p. 26, 40, 70, 80.

aujourd'hui une nécessité. En 1920, avoir une voiture était un luxe, en 1940 beaucoup moins et en 1963 c'est presque une nécessité. Une nouvelle philosophie sociale a pu se réaliser concrètement après une guerre qui a permis le contact intime entre toutes les classes sociales. La politique financière crée une distribution des revenus plus équitables. Des tendances socialisantes influencent le programme gouvernemental de plusieurs pays. A ces conditions politico-sociales viennent s'ajouter d'autres conditions d'ordre technique.

La facilité de communication met à portée de chacun l'image des personnes de « haut standing ». Les images apportées par le cinéma, la télévision, les magazines, les journaux se répètent et deviennent des images-habitudes. Le succès d'un tel procédé est si grand qu'il est exploré de façon commerciale. Des millions de « petites gens » connaissent la vie intime des familles les plus représentatives de chaque nation. Ce qui hier était mythes se transforme aujourd'hui en besoins impérieux. D'autre part, la publicité se développe chaque fois plus et le pourcentage de frais de publicité dans le budget des entreprises s'est proportionnellement accru depuis une cinquantaine d'années.

Ragnar Nurkse¹ donne un exemple légèrement différent qui n'est pas basé sur des statistiques actuelles, mais pourtant conforme à la réalité. Nurkse suppose un homme qui gagne 1.500 dollars en 1919 et dont le revenu s'est accru en 1941 jusqu'à 2.000. Le revenu est établi à des prix constants pour bien montrer le changement de volume réel. Cet homme épargne 120 dollars en 1919 ou 8 % de son revenu. A cause des forces citées ci-dessus, son épargne se réduit en 1941 à 100 dollars, c'est-à-dire 5 % de son revenu. On voit que malgré l'accroissement du Revenu Global l'épargne est inférieure en 1941, aussi bien globalement que proportionnellement à 1919. Ce fait, porté à l'échelle nationale, nous montre que l'épargne d'une partie de la population ne dépend pas uniquement du montant global du revenu de ses membres. L'épargne dépend finalement du ratio entre les niveaux de revenus considérés.

De cette manière on prouve qu'une distribution inégale des revenus diminue le ratio d'épargne en place de l'augmenter comme il est généralement supposé. Selon les estimations par décades de Kuznets, à partir de 1880 il y a une grande augmentation dans le revenu national mais pas d'augmentation dans le pourcentage appliqué à la formation de capital. De 1890 jusqu'à 1920 quand le revenu augmenta plus que « Threc-Jold » (p. 59) il y eut une tendance de baisse dans le ratio de l'épargne nationale. Le cas fut différent encore en 1930 où le ratio tomba précipitamment.

¹ « Problems of Capital formation in underdeveloped countries », 1958.

Comme nous le verrons par la suite dans le chapitre qui traite de l'investissement dans les pays sous-développés, Nurkse a généralisé cette hypothèse aux relations économiques internationales.

Il y a un point sur lequel nous voulons cependant attirer l'attention. C'est que la question de consommation comme l'a étudié Duesenberry n'est valable que pour les pays hautement capitalistes.

Dans les pays sous-développés la fonction de consommation se présente différemment. Dans ces derniers les lois de Engels sont en partie valables. La grande majorité de la population n'épargne pas, pas à cause de « l'effet de démonstration », mais parce que les revenus sont très bas.

« L'effet de démonstration » ne jouera que pour les classes économiquement privilégiées. Dans les deux cas la politique économique convenable consiste à réduire cet écart. Pour les pays hautement capitalistes, pour que « l'effet de démonstration » se fasse sentir d'une forme moins impérieuse de façon que les classes moyennes puissent épargner plus, donc investir, et mieux assurer leur situation matérielle. Ici se pose encore un choix sur les finalités humaines auxquelles doit être sujette l'économie. Personnellement nous nous éloignons sur ce point des politiques Keynésiennes qui voyaient toujours d'un bon œil n'importe quelle augmentation de la consommation. Ceci étant, voyons maintenant les différents déterminants économiques de l'investissement.

B) Déterminants économiques de l'investissement

Comme le dit Dieterlen, « la décision d'investir est l'alternative d'une décision de consommer ; à la satisfaction certaine, parce qu'immédiate que procurerait la consommation d'un revenu disponible, l'investisseur préfère le revenu futur qu'il attend de l'investissement. La différence entre le revenu immédiat et le revenu futur doit au moins égaler la satisfaction que procurerait une consommation immédiate, celle attendue d'une consommation future plus élevée, compte tenu du risque et du temps écoulé »¹.

1) L'influence du taux d'intérêt sur l'investissement

Déjà Keynes² affirmait : « pour notre part, nous sommes aujourd'hui assez sceptiques sur les chances de succès d'une politique purement monétaire consistant à agir sur le taux de l'intérêt. L'État étant en mesure de calculer l'efficacité marginale des capitaux avec des vues

¹ « Problems of Capital formation in underdeveloped countries », 1958, p. 55.

² « Théorie générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie », p. 179.

lointaines et sur la base des intérêts sociaux de la communauté, nous nous attendons à le voir prendre une responsabilité sans cesse croissante dans l'organisation directe de l'investissement ».

Depuis l'époque de la « théorie générale » il nous semble voir encore que « l'efficacité marginale des divers types de capitaux, telle qu'elle est faite sur le marché d'après les principes précédemment indiqués, semble appelée à subir des fluctuations d'une ampleur trop considérable pour qu'on puisse la compenser par les variations pratiquement possibles du taux de l'intérêt ».

De nouveau il faut raisonner par secteur. Il n'y a pas deux secteurs où les taux soient les mêmes.

Tant Kalecki que Stackle¹ sont d'accord pour nuancer le calcul d'un investissement rationnel. Ils montrent la part de simple réflexe que l'acte d'investissement comporte. D'autre part, Deade², Andrews et Pederson³ minimisent l'importance du taux d'intérêt dans l'investissement.

Lutz⁴ prétend dans la « Theory of investment of the firm » que la théorie de l'intérêt est, à présent, dans un stade de grande confusion... » La discussion qui a suivi la publication de la théorie générale s'est concentrée sur la question de savoir si l'intérêt devait être considéré comme le résultat de la demande « et de l'offre des fonds disponibles » ou s'il devait être considéré selon Keynes comme le résultat du volume de l'argent et de la préférence pour la liquidité.

Keynes se posait la question :

« Peut-être y a-t-il des raisons pour que ce soit le taux d'intérêt de la monnaie qui soit souvent le plus élevé » (parce que, comme nous le verrons, certaines forces qui contribuent à réduire les taux d'intérêt spécifiques des autres richesses n'agissent pas dans le cas de la monnaie).

Pour lui le taux de l'intérêt de la monnaie « n'est rien d'autre que le pourcentage d'excès d'une certaine somme de monnaie stipulée livrable à terme, par exemple un an plus tard, sur ce que nous pouvons appeler le prix comptant ou « cash » de la dite somme livrable à terme. Pour toute catégorie de richesse de capital il semble donc qu'il doive exister un facteur analogue au taux d'intérêt de la monnaie. Lutz⁵ rappelle que la génération de Böhm-Baverk, Wickzell, Irning Fisher

¹ Stackle : « Meaning and Measures of Uncertainty + Uncertainty in Economics ».

² Deade et W. S. Andrews : « Summary of replies to questions on effects of interest rate ». Oxford Econ. Papers, Vol. I, 1938.

³ Pederson :

⁴ Friedrich and Vera Lutz : « The Theory of investment of the Firm », 1951, p. 237.

⁵ Friedrich and Vera Lutz : Ibid., p. 237.

développa une théorie qui s'est axée sur deux idées principales : la « productivité du capital » (défini par Böhm-Baverek et ses disciples dans les termes de la plus grande productivité dans la longue période de production) qui détermine la demande de capital et le « temps de préférence » qui détermine l'offre du capital (épargne). Pour Keynes¹ l'épargne et l'investissement sont les facteurs déterminés et non les déterminants. Ils sont les résultantes jumelées des déterminants du système, qui sont la propension à consommer, la courbe de l'efficacité marginale du capital et le taux de l'intérêt.

Nous verrons bientôt à propos d'investissement induit et investissement autonome qu'on ne peut pas trancher la question de cette manière. Keynes critique d'autre part, ceux qui ont prétendu que toujours on pouvait faire dépendre le taux de l'intérêt de l'efficacité marginale du capital. Pour Keynes² l'efficacité marginale du capital en effet dépend en partie du flux courant d'investissement et, pour calculer ce flux, il faut d'abord connaître le taux de l'intérêt. La conclusion qui importe, c'est que le flux d'investissement se développe jusqu'à ce que l'efficacité marginale du capital tombe au niveau du taux de l'intérêt.

Lutz³ affirme « qu'on peut connaître le volume de fonds „emprunté“ par le frime ou même par une industrie particulière, avec l'aide de la courbe de „loanable funds“ d'une part et le taux d'intérêt de l'autre, mais il est inadmissible de transférer l'argument à l'ensemble de l'industrie ».

Ce passage de la micro à la macro-économie ne peut pas être fait par une simple généralisation. Nous verrons l'importance que cela comporte quand dans le dernier chapitre nous aborderons la « planification souple ». Lutz⁴ affirme encore que « nous ne pouvons pas connaître les niveaux d'investissement qui doivent s'effectuer selon les différentes hypothèses de taux d'investissement sauf si on connaît la demande globale qui résulte de chaque niveau ; en d'autres mots on ne peut pas dessiner sur un diagramme à deux dimensions une courbe qui montre l'investissement effectué selon les différents taux d'intérêt.

Tandis que dans les théories de Wickzell le taux d'intérêt est calculé dans un équilibre statique, Lutz étudie cet équilibre dans des périodes successives en tenant compte des structures de taux d'intérêt correspondantes.

¹ Friedrich and Vera Lutz : « The Theory of investment of the Firm », 1951, p. 199.

² Friedrich and Vera Lutz : Ibid., p. 199.

³ Friedrich and Vera Lutz : Ibid., p. 247.

⁴ Friedrich and Vera Lutz : Ibid., p. 248.

Skackle¹ a bien mis en évidence dans « *Uncertainty of economics* » que le taux d'intérêt n'influence que partiellement l'investissement.

Nous voyons que son importance est variable selon le genre d'activité économique. Dans les banques et dans toutes sociétés financières son importance est fondamentale. Dans les industries lourdes ainsi que pour les grands travaux publics, son importance est certainement considérable. Pour les industries légères le rôle joué par le taux d'intérêt est très restreint.

Pour mieux saisir cette réalité il faut connaître la structure interne des coûts de l'entreprise. Admettons la distinction classique en coûts fixes et en coûts variables. Dans les coûts fixes sont inclus évidemment les biens d'équipement. Plus le ratio entre les coûts fixes et les coûts variables est grand, plus fort est le rôle joué par le taux d'intérêt dans la décision d'investir.

2) *L'influence des profits sur l'investissement*

Ce sont les études statistiques qui ont permis d'établir des corrélations entre l'investissement, la demande, les prix, les profits, etc. Tinbergen² a notamment trouvé une corrélation étroite entre les investissements et les profits. D'autre part, il observa entre l'investissement et la demande une corrélation presque inexistante. Taitel³ montra, tout en critiquant Tinbergen, qu'il existe une corrélation étroite entre l'investissement et la production.

Nous croyons, qu'au contraire de s'exclure, ces deux constatations se complètent. Il suffit de constater qu'il existe une corrélation étroite entre les profits et les variations de la production. C'est à tort qu'à priori les corrélations nous conduisent à parler en termes de causalité.

Hicks ne prend pas en considération les problèmes de prix, Alexander les prend, et estime qu'ils sont un facteur de variation de l'investissement. Pour Kalecki⁴ le profit est égal à l'investissement plus la consommation des capitalistes. Dieterlen⁵ considère que la consommation des capitalistes est pratiquement négligeable. Il cite Marx⁶ pour qui

¹ G. Skackle : « *Uncertainty of economics* », 1955.

² Tinbergen : (*Economica* 38), « *Vérifications statistiques des théories du cycle économique* ».

³ Taitel : « *Profits, Productive Activities and New Investment* ».

⁴ Kalecki : « *Theory of Economic dynamics* », 1954.

⁵ P. Dieterlen : « *L'investissement* », p. 70.

⁶ Jean Marchal : « *Deux essais sur le marxisme* ».

le profit capitaliste est en quelque sorte voué à l'investissement. Nous ne sommes pas complètement d'accord car :

1. C'est parce qu'il existe exactement cet écart que la politique financière dans les pays capitalistes frappe d'un impôt plus fort les profits qui ne sont pas investis.
2. Dans les pays sous-développés où la fiscalité n'impose que faiblement les profits non investis, la consommation des capitalistes est considérable (maisons, thésaurisation, etc).

Le profit, l'investissement et le risque sont intimement liés. Si l'investissement est une « praxis » le risque l'est aussi. L'un et l'autre ont comme soutien les prévisions effectuées. Dans la pratique on observe toujours une différence entre les prévisions et les résultats réels. Cependant, si cette différence ne dépasse certaines limites, il ne faut pas minimiser l'importance que ces prévisions ont, soit dans la marche de l'entreprise, soit dans le budget, si on se place dans la sphère micro-économique.

IV. Les effets de l'investissement

A court terme l'investissement a comme effet de diminuer le revenu global utilisable à d'autres applications et d'augmenter le revenu monétaire disponible.

Les revenus créés par l'investissement sont ou bien consommés (investissement inclus) ou bien thésaurisés.

L'accroissement de l'investissement net fait augmenter le revenu national à raison d'un montant multiple. Cet effet est connu sous le nom de multiplicateur. La formule du multiplicateur est la suivante :

$$\text{Variation du revenu} = \frac{1}{\text{PME}} \times \text{variation de l'investissement}$$

$$\text{ou } \frac{1}{1 - \text{PME}} \text{ variation de l'investissement.}$$

La formule du multiplicateur et le principe de l'accélérateur ont été tellement étudiés que nous ne nous attarderons pas sur ce point.

Samuelson¹ a présenté un exemple graphique du multiplicateur simple (voir graphique page 26).

¹ Samuelson : « L'économique ». Armand Colin, Paris 1957, p. 165.

Effets de multiplicateur exercés par l'investissement sur le revenu

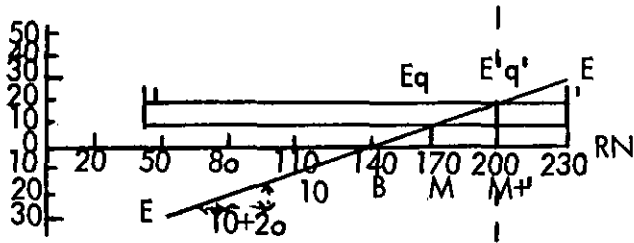


Fig. 22 — L'investissement exerce sur le revenu un effet primaire d'expansion et, en outre, un effet secondaire en raison des dépenses supplémentaires de consommation effectuées par les bénéficiaires des dépenses d'investissement.

Voyons :

« Si la P. M. E. est de $\frac{1}{3}$ et si une série d'inventions nouvelles survient et donne naissance à des occasions permanentes d'investissement absorbant 10 milliards de dollars supplémentaires, au delà et en sus de 10 milliards de dollars antérieurs, un tel accroissement de l'investissement doit, si notre analyse précédente (la formule du multiplicateur) rend correctement compte de l'effet de multiplicateur, porter le revenu de 170 à 200 milliards de dollars.

Le graphique confirme cette conclusion. Notre ancienne courbe d'investissement I - I est déplacée vers le haut, à raison de 10 milliards de dollars, jusqu'au nouveau niveau I' - I'. Le nouveau point d'intersection est E' q'. F t nune odmirari : l'accroissement du revenu est exactement le triple de l'accroissement de l'investissement ! Ceci tient à ce qu'une P. M. E. de seulement $\frac{1}{3}$ correspond à une courbe d'épargne E - E relativement proche de l'horizontale. Comme l'indiquent les flèches en pointillé, la distance horizontale du revenu est toujours le triple de la distance primaire verticale épargne-investissement, l'écart des deux tiers étant égal aux redépenses de consommation secondaires on doit à Samuelson¹ la théorie de l'interaction du principe du multiplicateur et de l'accélérateur.

Nous verrons dans le chapitre sur la planification combien il est difficile dans la pratique, souvent impossible, de trouver une application de ces théories. Nous verrons aussi dans le chapitre II que ces théories ne tiennent pas compte suffisamment des structures économiques et sociales. Les travaux de Léontieff ont mis en évidence l'aspect de complémentarité des investissements. En principe tout investissement en

¹ P. A. Samuelson : « L'économique », p. 165.

appelle un autre complémentaire. Actuellement la construction du pont sur le Tage a eu pour conséquence une augmentation de la consommation qui a été à la base de nouveaux investissements destinés à la satisfaire. Tant le multiplicateur que l'accélérateur ont joué.

Une fois ce pont construit le développement de certaines régions deviendra possible. De nouveaux investissements apparaîtront. Sont-ils des investissements induits ou autonomes ? La distinction devient difficile.

P. Dieterlen¹ a établi une synthèse des principaux effets déstabilisateurs de l'investissement :

- effet déstabilisateur de l'état stationnaire, puisque celui-ci ne comporte, par définition, que des dépenses de remplacement toujours identiques à elles-mêmes et il exclut tout investissement autonome.
- effet déstabilisateur immédiat de l'équilibre des revenus, toute altération du flux d'investissement courant que cette altération découle de l'investissement autonome ou de l'investissement induit engendrant un déséquilibre au moins momentané et le passage à un autre point d'équilibre.
- effet déstabilisateur de la conjoncture (voir Ch. III).
- effet déstabilisateur de la structure (voir Ch. II).

Si nous avons fait la distinction entre les déterminants et les effets des investissements, c'est pour mieux comprendre comment ils sont interdépendants sinon souvent confondus.

V. Les moyens de financement

Comment finance-t-on l'investissement ? Tous les économistes sont d'accord, que ces moyens sont limités à l'épargne, au crédit, à l'impôt, à l'autofinancement et à l'inflation. Par contre les techniques de financement sont extrêmement variables.

Dans la longue période l'épargne est nécessairement égale à l'investissement. Il est facile de comprendre que si ceci n'était pas vrai on pourrait difficilement admettre l'existence et le rôle du crédit ; mais dans la courte période les effets déstabilisateurs causés par l'investissement, font que le progrès économique se fasse en permanent déséquilibre.

¹ P. Dieterlen : « L'investissement », p. 129.

L'importance de chacun de ces moyens est qu'il relève de la compétence d'un important secteur économique voir même étatique. L'impôt étudié par la science des finances relève de l'État. Le Crédit étudié par la science bancaire relève en dernier lieu de la Banque Nationale. L'épargne et l'inflation relèvent essentiellement de la science économique. Le premier a été vu au cours de ce chapitre. Le second a été étudié à propos des pays sous-développés (chapitre II) où on peut mieux voir les répercussions de l'inflation sur l'investissement.

Ce n'est pas notre but de développer l'étude de ces moyens mais seulement d'attirer l'importance sur trois points :

1. L'investissement a des effets déstabilisateurs mais qui ne sont pas automatiques.
2. Ce sont les moyens de l'investissement qui doivent agir de façon que ces effets déstabilisateurs ne deviennent pas cumulatifs dans la longue période.
3. Comme ces moyens relèvent des plus importants secteurs de la vie économique d'un pays : ils doivent comme forces agissantes dans l'économie être coordonnés. Nous verrons dans le dernier chapitre comment la planification souple essaye de le résoudre.

CHAPITRE II

Structures et conjonctures

SOUS-CHAPITRE I

Les structures et conjonctures en général

A) Introduction

Dans le chapitre : « L'ordre physique, l'ordre vital, l'ordre humain », Merleau-Ponty¹ affirme : « Faute d'une notion suffisante de la conscience actuelle, on a été conduit à construire la perception d'une manière arbitraire, sans pouvoir rendre compte de ses caractères descriptifs. Essayons au contraire de partir d'eux et d'indiquer comment ils nous engagent à concevoir la structure de la conscience ».

Plus loin, il nous dit encore :² « Nous ne nous réduisons pas à la conscience idéelle que nous avons de nous, pas plus que la chose existante ne se réduit à la signification par laquelle nous l'exprimons. De la même manière, il est facile d'opposer au sociologue que les structures de conscience qu'il met en rapport avec une certaine structure économique sont en réalité la conscience de certaines structures, ce qui sous-entend une liberté toute proche de l'esprit, capable par réflexion de se saisir comme source spontanée et naturant en-deçà des formes contingentes qu'il a revêtues dans un certain milieu. » Pour l'auteur, la « structure économique » n'est que l'un des objets d'une conscience transcendante. Il ajoute : « Mais la conscience transcendante, la pleine conscience de soi n'est pas toute faite, elle est à faire, c'est-à-dire à réaliser dans l'existence. » Alors nous aurions pu conclure que si

¹ Merleau-Ponty : « Structure du comportement », p. 224.

² Merleau-Ponty : Ibid., p. 300.

« la structure est la vérité philosophique du naturalisme et du réalisme » l'essentiel consiste « à retrouver la signification intellectuelle dans la structure concrète ».

On aboutit ainsi à trois points capitaux pour notre analyse :

1. L'homme-action est substantiellement lié à la structure économique qui potentiellement est apte à changer.
2. Le développement de la connaissance des structures concrètes seul permettra la meilleure connaissance de « soi ».
3. L'action rationnelle et ses résultats sont dépendants du degré des connaissances de la structure concrète.

B) Définition du concept de structure

Tout concept fondamental de l'économie est défini par rapport à la théorie qui le situe. Au premier stade de la pensée économique, la notion de structure s'identifie aux « données ». Position facile pour le théoricien qui écarte de l'objet de son étude tous les éléments du système de nature extra-économique. Toutefois de nombreux auteurs s'intéressent à ces données mais d'un point de vue essentiellement descriptif.

La concentration des efforts sur un cadre limité de la recherche n'aboutira qu'à des résultats insuffisants, malgré l'approfondissement de l'analyse. Nous verrons pourquoi. Nous estimons utile de retenir quelques-unes des définitions statiques et dynamiques proposées jusqu'à maintenant.

La définition statique classique est proposée par F. Perroux¹ : « la structure d'une unité économique est l'ensemble des proportions et relations qui caractérisent cette unité, dans des conditions et à un moment donnés ».

En contre-partie, Jean Lhomme propose la définition suivante : « la structure d'un ensemble économique-social donné, c'est l'état des relations (internes et externes, qualitatives et quantitatives) qui spécifient l'ensemble considéré, par double référence :

1. Dans le temps, à des périodes-délais (définies elles-mêmes par l'irréversibilité et la discontinuité des mutations).
2. Dans l'espace, à des espaces-lieux (définis eux-mêmes par l'existence de correspondances).

¹ F. Perroux : « Cours d'économie politique », tome I, p. 228.

Jean Lhomme critique dans la définition de Perroux l'énoncé de « proportions et relations » en notant qu'une proportion est déjà une relation.

Merleau-Ponty en nous disant : « les rapports du système physique et des forces qui agissent sur lui, ceux du vivant et de son milieu, étant non pas les relations extérieures et aveugles de réalités juxtaposées, mais de rapports dialectiques où l'effet de chaque action partielle est déterminé par sa signification pour l'ensemble, l'ordre humain de la conscience n'apparaît pas comme un troisième ordre superposé aux deux autres, mais comme leur condition de possibilité et leur fondement » ouvre la voie à plusieurs économistes, à R. Barre notamment, pour préciser les possibilités d'application des théories économiques.

Ceci étant, on comprendra mieux que toutes les analyses simplistes, qui ne voyaient que des grandeurs homogènes pour l'ensemble du système économique, doivent être dépassées.

Dans l'ordre de l'action, l'étude des structures est indispensable. A chaque structure correspondra une politique différente. Il n'y aura donc pas une politique « totale » pour le pays mais une politique « partielle » par secteur. La difficulté « totale » se divisera en difficultés « partielles ». Une politique globale qui ne tiendrait pas compte de ces différences ne donnerait des résultats favorables que dans les secteurs qui ont le plus retenu notre attention et dont les caractéristiques ont été à la base des mesures prises pour l'ensemble de l'économie.

Selon R. Barre¹ on peut étudier la structure économique d'une nation :

- a) selon la nature des activités productives : activités agricoles, industrielles, commerciales, financières.
- b) selon les dimensions des unités économiques : petites, moyennes, grandes unités.
- c) selon le système économique. Nous l'avons vu à propos de l'étude des systèmes, aucune économie n'est homogène ; on y distingue par exemple des secteurs capitalistes, anticapitalistes (secteur public).
- d) selon le type d'organisation économique : chaque économie est une combinaison de « formes pures » ainsi que l'a montré Flicker. Elle présente, ce que nous avons appelé une « structure morphologique », secteurs primaire, secondaire, tertiaire au sens de Colin Clark.
- c) selon la répartition du revenu national entre les groupes définis par une fonction économique ou entre groupes sociaux.

¹ R. Barre : « Economie politique », p. 195.

- f) selon l'orientation des activités économiques : marché domestique ou marché international.

L'auteur nous dit que l'énumération de ces critères ne lui paraît pas limitative. Certes, il est souhaitable de trouver d'autres critères, semblables à ceux cités ci-dessus. Mais plus important encore est de les situer par rapport à des critères extra-économiques. Comme nous l'avons fait remarquer, il faut compléter l'analyse structurelle statique par une analyse structurelle dynamique.

C) La notion dynamique de structure

Pour E. Wagemann¹ qui fut Directeur de l'Institut für Konjunktur-Forschung de Berlin, « la structure concerne les organes, la conjoncture les fonctions de l'économie ».

Dans l'histoire économique de l'Allemagne il distingue quatre périodes essentielles :

- a) prédominance de l'économie agraire
- b) prédominance progressive des forces de l'industrie
- c) guerre et inflation
- d) réglementation croissante.

De cette analyse historique il a conclu que « la structure c'est ce qui est le plus permanent et que la conjoncture c'est ce qui se transforme ». Le premier développement théorique de la séparation entre les « éléments structuraux » et les « éléments de mouvement » servira à toutes les recherches postérieures entreprises dans ce domaine.

Ainsi comme donnée stable nous trouvons la base écologique, la population, la technique, l'appareil administratif, la mentalité économique.

Les éléments de mouvement sont considérés par rapport au circuit de l'argent et au circuit des marchandises (c.-à-d. taux d'intérêt, prix, no des billets en circulation, production, consommation, stock).

L'acceptation que la structure conditionne la conjoncture « constitue la relation fonctionnelle qui est à la base de l'explication causale du cycle. Il est facile de comprendre (suivant la pensée de Wagemann) que la nature et la forme du cycle sont déterminés par la nature et forment des variations structurelles ».

Pour Ackermann² la causalité est au contraire le problème central de l'analyse causale : son rôle est de combiner les facteurs qui entrent

¹ E. Wagemann :

² J. Ackermann : « Structures et cycles économiques », tome I, p. 3.

en jeu par la suite pour obtenir un processus d'évolution tangible. Ceci implique que la causalité ne doit pas être considérée comme une donnée de la réalité en soi - on rejoint ici les conceptions nouvelles fondées sur l'expérience dans les sciences de la nature - mais comme l'expression de notre appréhension et de notre interprétation de la réalité. Le concept de causalité a donc une valeur purement instrumentale, mais il n'en demeure pas moins le principe de base de l'analyse causale. On ne peut donc jamais prétendre que le facteur A est toujours une cause importante de B ou d'un processus évolutif d'un certain type, mais seulement que A est une cause importante d'une évolution contenue entre les points t_n et $t_n + j$. Ceci nous ramène à la notion de période.

D) La notion de « période » dans l'analyse structurelle

A. Marchall¹ a établi pour la première fois la distinction entre courte et longue période. Depuis lors, on continue à utiliser cette distinction mais en donnant des significations différentes. A. Marchall dans son ouvrage « le mécanisme des prix » développa cette distinction et retint des périodes infra-courtes, courtes, longues et ultra-longues.

Pour la période courte le nombre de variables est restreint. Dans la période longue les données considérées dans la période courte deviennent des variables.

Toutefois, on ne peut plus employer telle quelle la distinction proposée par A. Marchall.

Selon J. Lhomme la définition Marchallienne nous conduit à une tautologie. Pour Ackermann la structure est la « contexture » qui, à courte échéance, apparaît comme invariable. En d'autres mots² comme nous l'avons vu auparavant ce sont les éléments presque invariables dans la longue période qui caractérisent la structure.

Nous voyons de cette façon que :

- a) la période est définie par rapport aux éléments qui varient lentement, c'est-à-dire par la structure.
- b) la structure est définie par rapport à la période.

Lors du Colloque de l'Association Internationale de Sciences économiques du 28 août 1953, André Marchall² présenta, avec succès, l'introduction d'un élément nouveau capable de briser ce cercle vicieux : la « prise de conscience ».

¹ A. Marchall : « Systèmes et structures économiques », p. 89.

² A. Marchall : Ibid., p. 89.

Tout d'abord pour briser le cercle il fallait écarter une des deux propositions énoncées dans l'alinéa a) et b). André Marchall rejeta la définition de période par rapport à la structure (alinéa a) et il se proposa de donner une autre définition de la période. Ainsi, il « part de l'idée qu'il n'y a qu'une seule et même réalité, mais qui est diversement saisissable et qui est, en fait, appréhendée différemment selon l'angle de vision, large ou rétréci, que l'on adopte ».

Cette « prise de conscience » qui constitue un délai de réaction, peut être considéré sous deux aspects : objectif et subjectif.

Le 1er sera naturel, technique et institutionnel.

Le 2me sera de nature subjective.

Pour le premier, plusieurs auteurs en ont mesuré les effets. (Cycles Juglar, Kondratieff, etc.).

Comme nous l'avons vu dans le 1er chapitre, les conditions techniques déterminent les périodes d'investissement. Donnons l'exemple suivant :

On connaît la période de construction d'un navire et la période de son amortissement technique. Il est possible de déterminer pour l'ensemble du pays selon le planning de fabrication des principaux chantiers navals, les délais de fabrication qui conditionnent les périodes d'investissement.

Pour la deuxième, André Marchall considère cette « prise de conscience » qui va permettre d'établir la distinction entre courte et longue période. A ce critère subjectif, il en ajoute un autre, objectif, où la période courte est celle des « tensions structurelles » et la longue période celle des « adaptations ou ajustements structurels »¹.

Nous essayerons de montrer la valeur réelle de telle théorie.

Pour la période courte, la « prise de conscience est pratiquement absente, et, seuls, se déclenchent les réflexes élémentaires, les réponses routinières aux appels économiques »².

L'auteur³ définit la période longue comme correspondant au temps minimum nécessaire à la réflexion sur les causes des résultats obtenus et sur les moyens à mettre en œuvre pour éviter les résultats défavorables.

André Marchall⁴ nous dit : « C'est que dans l'économie moderne, qui est une économie de groupe, une économie de masse grâce à la publicité, à la radio, à la diffusion quasi instantanée des nouvelles, vraies ou fausses, il existe des inter-communications, un entraînement

¹ A. Marchall : « Systèmes et structures économiques », p. 96.

² A. Marchall : Ibid., p. 96.

³ A. Marchall : Ibid., p. 91.

⁴ A. Marchall : Ibid., p. 95.

général et réciproque. Dans cet « univers macro-économique » tout le monde, à peu près au même moment, suit l'orientation, la voie du pionnier. »

Cette explication a été donnée par l'auteur comme réponse à l'objection qu'on lui a faite que ces types de période diffèrent des périodes purement conceptionnelles, (elles ont un contenu psychologique concret) et ne s'effectuent pas au même rythme par rapport au temps du calendrier.

La réponse est correcte mais nous l'estimons limitée. Elle est vraie dans un pays d'économie développée mais dans les pays sous-développés le problème se pose différemment.

Dans ces derniers, les communications rencontrent de sérieux obstacles. Dans une économie essentiellement hétérogène « l'entraînement général et réciproque » est très limité.

Il n'est pas toujours vrai, comme le dit André Marchall « que ce mécanisme qui est celui de la diffusion des connaissances, fait, que de nos jours, les prises de conscience deviennent à la fois plus complètes et plus rapides ». A l'heure actuelle et nous le verrons à la fin de ce chapitre, l'économie mondiale est extrêmement diversifiée dans le stade de son développement. Il serait donc abusif de vouloir trouver un critère valable pour le tout alors qu'en fait il ne l'est que pour une des parties.

Pourtant, ce critère de la « prise de conscience » a une valeur potentielle et son emploi pourra certainement ouvrir de nouveaux horizons. *

Nous ne nions pas que les sondages d'opinion et les sondages d'anticipation qui sont des techniques nouvelles en pleine expansion puissent donner un critère de plus grande objectivité.

Nous essayons toujours de montrer dans notre étude de « l'investissement dans une planification souple », ce qui actuellement, dans le domaine de la théorie économique, peut être directement applicable.

E) La « prise de conscience et l'action sur les variables »

La « prise de conscience », qui sert de critère à la définition de la longue période, ne s'identifie nullement à la possibilité d'agir sur les structures. Cette condition nécessaire, mais pas suffisante, nous montre que ce critère n'est pas tout à fait valable pour établir la distinction entre courte et longue période. Admettons qu'un phénomène économique se réalise et qu'il y ait une prise de conscience. A. Marchall nous dit : « Peu importe que la prise de conscience soit le fait d'une élite (le capitaine d'industrie, l'entrepreneur Schumpeter) qui, du fait de son rayonnement personnel, exerce une influence considérable sur la masse,

lui communique ou lui impose ses conclusions, ou qu'elle soit un phénomène collectif ». « Prise de conscience », donc période longue. Mais logiquement, rien ne peut nous dire que cette « prise de conscience » apporte aux « tensions structurelles » des changements capables de causer « des adaptations ou des ajustements structurels ». Une force agissante et visant à résoudre ces tensions est naturellement créée, mais ceci n'implique pas nécessairement son emprise sur le réel. Historiquement entre la « prise de conscience » par la classe ouvrière des conditions fâcheuses auxquelles elle était assujettie et des adaptations structurelles (syndicats, etc.) nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts, une époque considérable s'est écoulée.

D'autre part, A. Marchall a recours à un autre critère de nature objective. Tandis que la distinction classique était à peu près étrangère à la notion de structure et se limitait à poser une série de conditions, la distinction proposée s'intègre vraiment aux « analyses de structure ». Ainsi, ¹ « on peut dire, en effet, que la période courte est celle des tensions structurelles et la période longue celle des adaptations ou des ajustements structurels ». Notons pourtant qu'on retombe de nouveau dans la tautologie à laquelle voulait échapper A. Marchall, c'est-à-dire, définir la période par rapport à la structure.

A. Marchall cite Henri Bartoli qui note : « le caractère souvent « intentionnel des ajustements structurels » et « qu'on ne saurait envisager, ni une correspondance terme à terme des périodes objectives et des périodes subjectives ». Néanmoins, A. Marchall reconnaît la validité du critère présenté ¹. « Il est donc possible d'associer période courte, définie par un comportement routinier, avec l'existence de „ tensions “ structurelles périodiques, et période longue, définie par un comportement conscient visant à agir sur les structures, avec le délai d'adaptation structurelle nécessaire pour résoudre les „ tensions “ structurelles non périodiques ».

Comment sortir alors de cette impasse ? Nous croyons qu'il est possible de trouver une solution en ayant recours à la considération de la période du calendrier comme lien entre les définitions classiques et celle d'André Marchall. Voyons pourquoi :

1. Toutes les variables qui sont l'objet de notre étude se situent dans le temps.
2. Admettons par hypothèse qu'on n'établit pas une analyse structurelle liée au temps du calendrier. Comment opérer alors le passage de cette étude à l'élaboration d'une politique structurelle qui nécessairement doit se situer dans le temps ?

¹ A. Marchall : « Systèmes et structures économiques », p. 101.

3. On peut conceptuellement admettre la fusion entre le court terme et le long terme et chercher par là une dynamique totale, dans une explication synthétique unitaire de l'évolution économique.

Cette voie est désirable, mais ceci n'implique pas que la distinction entre « structure » et « conjoncture », longue et courte période, ne continue pas à se faire. Si une explication unitaire est nécessaire pour avoir une vision synthétique de la réalité économique, cela ne veut pas dire pour autant qu'une analyse comme celle que nous avons précédemment indiquée ne continue pas à se faire dans le but de dominer cette réalité. En l'occurrence, nous avons montré à propos de la politique de l'investissement que celle-ci est fondamentalement différente, selon qu'elle se situe dans le court ou dans le long terme. Toute politique d'investissement est une politique conjoncturelle et structurelle.

D'ailleurs, si cette synthèse est nécessaire, on ne peut y arriver que par une décomposition précédente qui soit juste. La synthèse des parties, pour lesquelles on n'a pas déterminé auparavant un critère juste de différenciation, est par définition incorrecte.

Comme le dit J. Bachelard¹ : « Ni la cause, ni l'effet ne sont de simples coupures temporelles. Ils ont tous deux une certaine structure temporelle. Cette structure constitue pour chacun une durée. Mais ce que nous affirmons, c'est que cette durée, en quelque manière immobilisée pour constituer séparément la cause de l'effet, n'est nullement efficace pour lier l'effet à la cause. On n'a pas à tenir compte de la durée dans la cause, ni de la durée dans les faits pour les lier temporellement ». Et il ajoute :² « Si l'action temporelle formait vraiment le phénomène on ne comprendrait pas la résistance que manifestent les formes à la déformation. En fait, la causalité et la forme s'unissent pour dominer le temps et l'espace ».

II. L'analyse du cycle et les résistances structurelles

Nous allons retenir deux points dans la vaste littérature économique sur les structures :

- le premier est les forces motrices et l'analyse du cycle présenté par Ackermann que nous considérons comme le plus grand spécialiste en ce domaine.
- le deuxième est les résistances structurelles à une politique économique et sociale.

¹ J. Bachelard : « La Dialectique de la durée », p. 65.

² J. Bachelard : Ibid., p. 72.

Les forces motrices

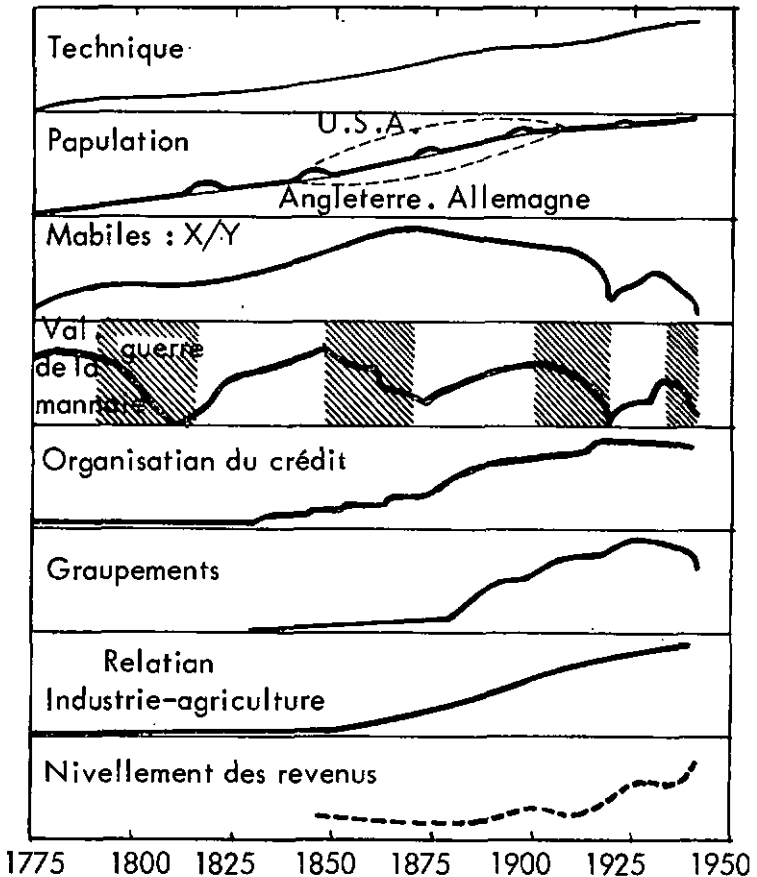


Fig. 23 — Vue d'ensemble des variations des forces motrices

A) L'analyse du cycle par Ackermann

1) Forces motrices

Ackermann a établi une synthèse entre les huit forces motrices énumérées ci-devant. Pour lui, il n'y a pas possibilité de discuter d'un essor économique que si cette synthèse est faite auparavant. Il le présente sous une forme graphique (Ackermann : « Structures et cycles économiques » tome 1, p. 177, voir le graphique).

Chaque courbe est construite sous l'hypothèse que les quatre grands pays industriels (USA, France, Angleterre et Allemagne) forment un tout. En additionnant les huit tendances, on obtient « la courbe générale de développement ». L'auteur¹ peut conclure qu'« une croissance et une intensification sont alors rendues manifestes dans tous les domaines de la vie économique au cours des cent années qui séparent Waterloo de la Marne ». Mais la connaissance de cette évolution n'apporte un intérêt particulier que parce qu'elle est à la base des périodes plus courtes (cycles Kondratieff, etc.).

Si comme le prétend Ackermann² : « l'on considère que le principe de la progression cumulative contient en germe tant le phénomène de l'évolution à l'opposé du principe de stabilisation conforme à la théorie de l'équilibre l'idée d'une accumulation de périodes courtes est une situation normale. De même que les valeurs des atomes dans le schéma de Mendelejff peuvent être présentées selon une progression naturelle, de même les périodes économiques pourraient être reproduites à partir d'actions à courte échéance ». Ceci pourrait être représenté en première approximation au moyen d'une croissance géométrique ou de cette parabole simple : $Y = x^2$.

Les périodes économiques en progression géométrique

Longueur idéale des périodes (en année)	Longueur observée des périodes (en année)	Noms des périodes
1/2	1/2	Variation saisonnière courte
1	1	Variation saisonnière longue
2	2	Cycle agricole
4	3/4	Cycle de conjoncture court
8	8	Cycle de conjoncture long
16	18	Cycle de conjoncture très long (cycle de construction)
32	—	Cycle de conjoncture
64	50/60	Variation séculaire (période de guerre, valeur de la monnaie).
128	140	Distance des maxima de guerre
256	250	Processus d'industrialisation (?)

¹ J. Ackermann : « Structures et cycles économiques », tome I, p. 179.

² J. Ackermann : Ibid., p. 189.

2) Analyse causale de la conjoncture

Pour Ackermann¹ : « Seules les forces motrices libres à l'encontre des forces cristallisées peuvent être considérées comme ayant une action primordiale et déterminante sur la conjoncture ». Ci-dessous, nous reproduisons les deux diagrammes de l'auteur.

Les cycles de conjoncture

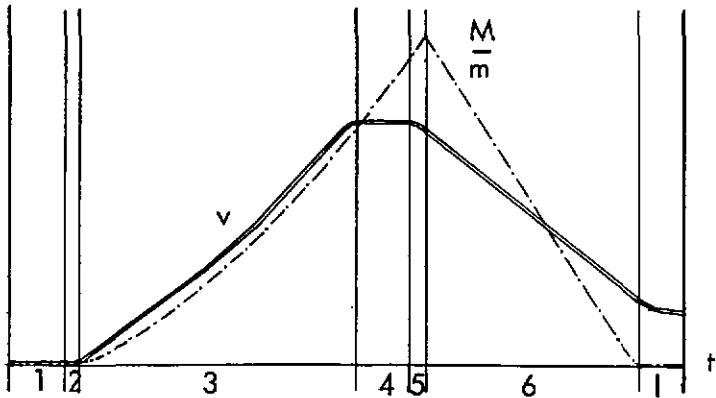
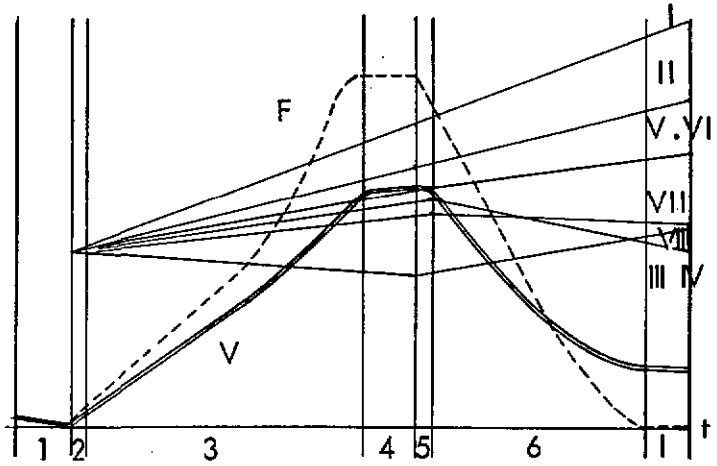


Fig. 25 — Cycle et structure

¹ J. Ackermann : « Structures et cycles économiques », tome I, p. 222.

Nous croyons y trouver une correspondance avec la pensée du philosophe G. Bachelard. Voyons pourquoi :

Suivant G. Bachelard dans son « Nouvel esprit scientifique », les instruments ne sont que des théories matérialisées ». Les outils de recherche économique d'Ackermann seraient donc l'expression de sa théorie sur les structures.

Il est montré que les lignes types du développement de la technique ¹ et l'accroissement de la population (II) agissent de façon constante durant tout le cycle, tandis que les progrès du système de crédit (V) et peut-être la croissance des groupes (VI) apparaissent plus forts dans la phase montante que dans la phase descendante. La relation agriculture-industrie (VII) c'est-à-dire l'expansion relative de l'industrialisme suit à peu près le même schéma. La formation des mobiles (III) et le changement politique (IV) ne peuvent être compris dans cet ensemble cyclique que comme une modification de la relation X/Y c'est-à-dire du rapport entre l'initiative privée et l'initiative de l'Etat et cette relation est considérée comme étant en corrélation avec le cycle. La répartition du revenu (VIII) paraît en moyenne se modifier dans le sens d'un nivellement, mais cette tendance n'apparaît que dans la phase du déclin, l'essor ayant pour effet d'accentuer au contraire la concentration des revenus. Les comportements cycliques des forces motrices ne sont pas conçus comme étant déterminés à priori ; c'est l'analyse du développement réel de la conjoncture qui le révélera, pour chacun des cycles, dans quelle mesure ces tendances se seront réalisées.

Le deuxième principe de Bachelard ² : « Le jeu contradictoire des fonctions est une nécessité fonctionnelle ».

Ackermann considère 8 groupes : « les entrepreneurs des industries de biens capitaux ou de biens de production (P), des banques centrales (C), des placeurs de capitaux, aussi bien les particuliers que les capitalistes ou les entreprises, comme par exemple les compagnies d'assurances (I), les ouvriers, en particulier les travailleurs syndiqués de l'industrie (A), les entrepreneurs commerciaux et en premier lieu ceux du commerce de gros (H), les agriculteurs sans distinction entre les exploitants de grands domaines et les petits agriculteurs (J), enfin les entrepreneurs des industries de biens de consommation (K). La longueur du visuel se mesure à partir du centre ». Le développement de l'essor ³ « se fait sous une forme de spirale qui se propage de groupe en groupe ; il a son point de départ primaire dans l'industrie des biens capitaux et son origine secondaire dans l'augmentation du pouvoir d'achat qui

¹ J. Ackermann : « Structures et cycles économiques », tome I, p. 64.

² J. Ackermann : Ibid., p. 39.

³ J. Ackermann : Ibid., p. 227.

revient aux ouvriers de l'industrie par suite de l'accroissement de l'emploi. Nous obtenons ainsi dès le début une spirale secondaire (sur le diagramme, la courbe en pointillés allant des lignes A et K), qui a des répercussions sur le commerce, l'agriculture et l'industrie des biens de consommation, encore que ces derniers tirent eux aussi profit de l'extension des champs visuels des établissements de crédit et de leurs dispositions nouvelles à consentir des prêts pour les investissements productifs qui ne se liquident pas immédiatement d'eux-mêmes...

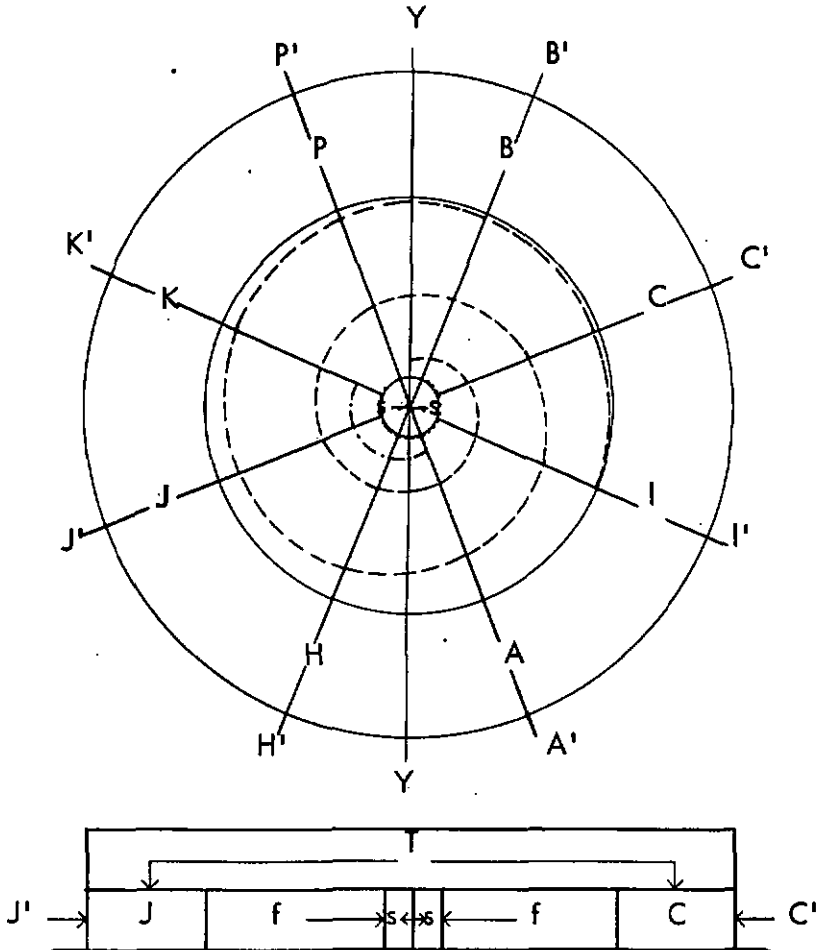


Fig. 26 — Les groupes et le cycle

La spirale se termine par conséquent à la ligne I, lorsque les anticipations d'avenir des investisseurs se retournent définitivement vers le bas avec l'intervention de la Banque Centrale. » Et il ajouta. « Restreindre ces mobiles extrêmement divers à un principe général de profit, serait une déformation inadmissible de la réalité. Il est nécessaire de considérer dans l'analyse du développement conjoncturel les fonctions différentes des mobiles de ces 8 groupes sociaux ainsi que leurs diverses positions dans la spirale cyclique ».

Les indicateurs d'activité des groupes sont ainsi présentés par l'auteur :

Désign. du groupe	Groupe	Indicateur idéal	Indicateur disponible
C	Banque centrale	Réserve Ratio	Circulation de billets
B	Banque d'affaires	Excédent des prêts	Prêts
		Données concernant la liquidité et la rentabilité	
I	Investisseurs	Rendement anticipé divisé par le taux d'intérêt anticipé des prêts et aussi réglementation de la constitution des fonds dans les compagnies d'assurance	Cours des actions et des obligations (indice)
A	Ouvriers	Emploi multiplié par le salaire réel, éventuellement total des salaires payés	Salaire nominal
H	Commerçants	Bénéfice commerciaux d'après les comptabilités mens.	Montant en valeur du commerce extérieur (importations)
J	Agriculteurs	Valeurs de la récolte divisée par les coûts de production	Valeur de la récolte de blé (évent. blé + coton)
K	Industriels producteurs de biens de consommation	Revenu net total d'après comptabilité mensuelle ou les calculs ex ante-ex post	Indice de la production industrielle
P	Industriels producteurs de biens de production	Revenu total d'après les comptabilités mensuelles ou les calculs ex ante ou ex post	Production du fer multipliée par prix du fer (évent. indice de la prod. industrielle)

Et nous terminons encore par une idée de Bachelard¹ : « Croire à la permanence des choses, c'est ouvrir les yeux toujours à la même phase de leur rythme ».

Cet « outil » (présenté par J. Ackermann) à notre connaissance le plus parfait de la pensée actuelle, nous montre l'écart considérable qui existe entre les possibilités présentes « indicateur disponible » et « l'indicateur idéal ». Cependant cet handicap ne veut pas dire qu'on ne puisse pas présenter des conclusions justes, mais seulement que celles-ci sont entachées d'une certaine marge d'erreur.

Ackermann a représenté graphiquement l'analyse du résultat de l'activité de tous les groupes au cours de la phase croissante et de la phase décroissante du cycle.

Pour ceci, l'auteur s'est servi des deux indices suivants : indice d'essor et indice de déclin.

1) *L'indice d'essor*

$$u = \frac{100 \frac{am - au}{au}}{m - u}$$

Le cycle a été considéré sous la forme d'une série de données annuelles réparties le long de l'échelle du temps.

Où « au » représente la grandeur d'une donnée au fond de la dépression au cours de l'année « tu » ; « am » la même grandeur au maximum de la conjoncture en l'an « tm » ; la même grandeur dans l'année correspondant au point le plus bas de la dépression suivante « tv ». « v » donne le pourcentage d'augmentation annuel de l'année du minimum à l'année du maximum.

2) *Indice de déclin*

Si pour l'année correspondant au minimum de la dépression suivante « to », nous trouvons la grandeur « av », l'indice du déclin « n » nous est donné par la formule :

$$n = \frac{100 \frac{am - au}{av}}{v - m}$$

« n » donne le « pourcentage d'augmentation » annuel depuis l'année de dépression qui termine le cycle jusqu'à l'année du maximum de prospérité cyclique (qui précède dans le temps), l'année du minimum servant de base.

Dans son ouvrage, trois questions sont posées :

1. Quel est le critère d'une théorie économique applicable (problème de contact avec la réalité) ?

¹ J. Bachelard : « La Dialectique de la durée ». p. 78.

2. Quelle est la relation entre la théorie relative au microcosme et la théorie relative au macrocosme (problème de la sommation) ?
3. Dans quelle mesure est-il possible d'expliquer ou de reconstruire un phénomène économique localisé dans le temps et structurellement déterminé (problème de la causalité) ?

B. Résistances structurelles¹

1) *La résistance des structures physiques*

Les difficultés qu'une politique de développement économique peut trouver dans la pauvreté d'une région en matières premières sont considérables. Il est en principe plus facile de développer un pays comme les Etats-Unis que la Grèce. Même dans certains pays riches comme ceux de l'Europe centrale il suffit qu'une matière première fasse défaut (ex. le pétrole dans la crise de Suez) pour que leur situation devienne fâcheuse.

2) *La résistance des structures économiques*

Wagemann et Barre ont signalé l'existence d'appareils fiscaux imparfaits en relation à la structure industrielle et commerciale de certains pays et la possibilité qu'on y trouve d'évasion fiscale.

Supposons que l'économie trouve certaines formes de commerce périmées, la localisation de certaines industries hors de place, d'organismes économiques conçus de manière qui ne répondent plus aux besoins actuels. Supposons que l'économiste propose encore la protection de certaines industries de manufactures et l'abandon d'investissements massifs dans le secteur des industries traditionnelles de produits primaires. Des habitudes économiques et des intérêts privés seront un obstacle puissant à n'importe quelle modification.

3) *Résistance des structures institutionnelles*

Dans les économies à base capitalistique le droit de propriété et l'appropriation privée des moyens de production sont des entraves considérables à une politique de redistribution des richesses.

L'existence de petits groupes omnipotents peuvent même influencer d'une façon déterminante la politique de l'Etat. Les cas antérieurement observés dans les pays de l'Amérique du Sud où les gouvernements dits

¹ Nous avons adopté la classification de A. Marchall et quelques exemples cités, *ibid.*, p. 643.

les plus progressistes se heurtaient aux plus grandes difficultés est un exemple significatif. N'analysant pas du point de vue idéologique la révolution de la Chine Populaire, celle-ci a eu comme programme économique primordial la désinstitutionnalisation des cadres anciens.

André Marchall considère la discussion du budget comme un freinage potentiel du programme entrepris.

4) *Résistance des structures sociales*

Jean Lhomme dans son ouvrage « Structures économiques et structures sociales » affirme que ces dernières sont plus puissantes que les premières. Cela peut être une entrave considérable dans certains pays mais il serait abusif de vouloir généraliser. En Inde le régime des castes représente une difficulté gigantesque à tout plan économique d'ensemble. Mais pour l'Angleterre, où les classes sont bien déterminées et où les élites se forment encore quasi exclusivement dans certaines écoles, l'argument perd ici sa valeur.

Ce qui nous semble plus vraisemblable c'est l'existence de classes non dynamiques par manque de culture et formation, mais cela n'est pas dû exclusivement comme le prétend Jean Lhomme à sa stratification mais plutôt au manque d'enseignement convenable.

Sauvy note comme entrave à une juste répartition de la main-d'œuvre le manque de souplesse des émigrations internes entre l'agriculture et l'industrie.

5) *Résistance des structures mentales*

Il y a des comportements traditionnels qui se présentent d'une façon rigide. La volonté de gain que le régime soviétique essaya en vain d'éliminer était la source du progrès. L'habitude du plaisir de gaspillage installé dans certains peuples entrave l'épargne. Le manque d'esprit technique empêche par exemple la mécanisation de l'agriculture. L'inexistence d'un esprit civique conscient, l'incroyance aux mesures et plans d'aide gouvernementaux sont d'autres entraves. L'esprit de destruction à toutes les initiatives qui ne plaisent pas complètement à l'imagination, le manque d'esprit d'organisation et d'équipe propre à des stades d'une philosophie individualiste généralisée, etc., en sont également.

6) *La résistance des structures internationales*

Les pays sont plus ou moins dépendants de l'étranger et par esprit de puissance politique ils ne cherchent souvent pas à atténuer ces inégalités. Il suffit de voir les difficultés rencontrées pour l'effectivation des plans 6 et 7 et de la mise en œuvre de l'ancien Plan Marshall.

7) Moyens de la politique structurelle

Un des moyens possibles d'application dans le changement de ces structures est la politique démographique. Dans la « Biologie sociale » Sauvy explique la force d'une « poussée créatrice » par l'augmentation, sous certaines conditions, de la natalité. Il dit, par exemple, qu'il aurait été autrement impossible de remplacer certains secteurs dans l'agriculture, par d'autres plus modernes. C'est seulement par la pression de l'augmentation de la population que les nouveaux secteurs seront créés ou que les anciens perdent peu à peu leur importance. Si cette politique démographique, faite tant du point de vue quantitatif que qualitatif, n'est pas par elle-même créatrice de richesse, elle apporte la possibilité de le devenir. Investir dans une population qui augmente, mais conditionnant par son accroissement, peut être par-contre le bouclage des ressources naturelles. « La vérité est dans les nuances », comme disait Aristote.

Voyons de plus près la politique à suivre dans chacune des structures vues antérieurement.

La résistance des structures physiques :

Des travaux de drainage, d'irrigation, de reboisement, la construction éventuelle de digues sont des facteurs de transformation du milieu. Le climat lui-même change.

La résistance des structures économiques et institutionnelles :

Les politiques à suivre dans ce domaine sont multiples, nous n'analysons que trois points :

La réforme fiscale peut être considérée comme une des préoccupations dominantes. Voyons quelques-uns de ses aspects. Il est commun à ces pays que l'investissement privé soit dirigé à des fins moins essentielles. C'est donc à l'Etat qu'il appartient (en partie avec l'argent des recettes fiscales) de financer ou de garantir certains investissements. Le niveau des impôts dans ces pays est relativement bas par rapport aux pays développés. C'est dans les impôts directs que le contraste est le plus flagrant. Il ne conviendra pas d'appliquer le système des pays développés (par exemple de l'Europe centrale) exactement dans sa forme actuelle. L'existence d'une population essentiellement agricole et l'inexistence d'une comptabilité perfectionnée excluent tels projets.

Il serait souhaitable d'introduire un impôt moderne sur le revenu global, en fixant une exonération à la base, de façon que seuls les

revenus importants soient frappés en appliquant le procédé de la taxation progressive.

Dans les pays aux grands domaines agricoles, il serait convenable d'instituer un impôt sur la base du revenu que pourrait rapporter la terre, obligeant de cette manière les propriétaires à faire une culture plus intensive.

L'impôt de la plus-value pourrait être réduit comme résultat des travaux de développement dans des régions jusqu'ici moins exploitées. L'impôt sur le tabac et l'alcool qui donne une partie considérable de recettes dans les pays du nord et de l'Europe serait exclu dans les pays d'Europe méridionale.

Cette augmentation des impôts n'est pas aussi violente qu'elle peut le sembler à première vue, car l'accroissement dû aux travaux publics et la consolidation du système économique en relation avec l'étranger profitera bien à ceux dont les revenus sont les plus élevés.

Les inégalités régionales

Pour atténuer ces inégalités on peut prendre les mesures suivantes :

- a) on peut réduire les coûts au profit des capitalistes privés ;
- b) investissements directs ou garantis par l'État pour organiser des services essentiels ;
- c) développer l'autonomie des autorités locales ;
- d) exonération d'impôts, tarifs réduits pour les transports et l'énergie électrique, pas de droits de douane sur l'outillage agricole ;
- e) conditions favorables d'emprunt ;
- f) mesures conçues dans un plan systématique.

Dans des pays comme la Turquie et la Yougoslavie, une place primordiale fut donnée à la construction des routes.

Propriété privée des moyens de protection et droits de propriété

Comme de Castro, Vogt, les auteurs communistes voient dans cet état de choses la raison primordiale du sous-développement. Les solutions préconisées sont très différentes comme le montre le seul énoncé de quelques auteurs. Dans la solution capitaliste, un gouvernement fort, se servant d'un bon système fiscal, est en mesure d'améliorer la situation par une distribution de la richesse et une augmentation de productivité de celle-ci.

L'utilisation du sous-emploi agricole déguisé sera l'objet d'une étude du chapitre suivant — Formation de capital.

SOUS-CHAPITRE II

L'investissement dans les pays sous-développés

I. Définition .

C'est par une meilleure connaissance des structures du sous-développement que nous pourrions estimer :

- 1) Les possibilités d'investissement
- 2) La portée d'une planification souple dans ces pays.

Le gigantesque développement économique effectué à partir du XVIII^e siècle est venu accentuer les inégalités entre les diverses régions du monde. Le concept de sous-développement s'est prêté à maintes interprétations. Nous essayerons de faire une synthèse entre les deux définitions présentées, qui nous semblent les plus représentatives.

La définition présentée par Sauvy est de nature objective. Celle présentée par H. Janne est de nature subjective. Nous estimons qu'avec les quelques modifications apportées, les deux critères sont complémentaires et peuvent nous donner une définition plus complète du sous-développement. Sauvy¹ présente 10 critères :

- a) Economie agricole largement dominante. Grand nombre de pêcheurs.
- b) Techniques dominantes fondées sur l'outil et non sur la machine ; consommation relativement très faible d'énergie mécanique et faible productivité de travail.
- c) Faiblesse de l'équipement individuel et ménager dont disposent en moyenne les familles.
- d) Taux de mortalité plus élevé qu'en Occident. Taux de natalité élevé.

¹ Sauvy : « Théorie générale de la population », tome 1.

- e) Caractère stationnaire de la plus grande partie de l'Economie, usage limité de la monnaie, faible pourcentage du revenu national investi.
- f) Faible mobilité sociale (structure sociale rigide). Prédominance du type de solidarité communautaire sur le type sociétaire.
- g) Intégration globale de la société incomplètement réalisée.
- h) Pourcentage élevé d'analphabétisme, mentalité dominante du type magico-religieux.
- i) Existence de forme dictatoriale de gouvernement.
- j) Absence de classe moyenne.

La valeur de ces critères est différente.

Les formes dictatoriales de gouvernement ne peuvent pas être considérées comme un critère juste. Citons comme seul exemple la Russie actuelle. La mobilité sociale n'est pas non plus un critère convaincant, car dans certains pays évolués comme l'Angleterre et la Hollande, il y a moins de capillarité sociale dans le sens de Dumont que dans les pays d'Amérique Latine et Europe Méridionale. L'existence d'une forte natalité n'est pas à lui seul un critère significatif ; car il suffit d'une généralisation des pratiques anti-conceptionnelles pour que ce taux baisse sans créer corrélativement un nécessaire développement économique. Les pays resteraient donc avec un taux bas, mais continueraient à être sous-développés.

Monsieur Henri Janne, Recteur de l'Université de Bruxelles, en faisant le commentaire des critères de Sauvy commence par mettre le démographique en cause : il compare le Congo et l'Inde qui bien que sous-développés sont l'un, un désert démographique (5 ho. - km²) et l'autre, l'Inde, un pays à densité considérable. Pour Janne, le niveau alimentaire n'est pas le critère de la santé ; il lui substitue une plus grande vulnérabilité aux épidémies et à certains états infectieux (exprimés par le taux de mortalité). Le critère du point b : technique dominante fondée sur l'outil lui paraît sociologiquement artificiel. Il est d'accord qu'aux différences de niveaux technologiques correspondent des différences de niveau socio-culturel, mais il constate qu'une société n'est pas sous-développée parce qu'elle est classée à tel niveau sur pied des critères en question.

Pour lui, la théorie du sous-développement s'identifie à celle des influences interculturelles entre sociétés situées à des niveaux techniques différents. Ce n'est pas par les progrès techniques apparus à l'intérieur d'une société, mais par des changements socio-culturels résultant de contacts entre les sociétés de niveaux techniques différents que ce sous-développement sera caractérisé.

Jusqu'ici le sous-développement était considéré comme un état objectif propre à certaines sociétés. Dans la pratique c'est le contact des sociétés hautement industrialisées et des sociétés qui n'ont pas connu de révolutions industrielles.

Mesurons la portée de sa théorie.

Nous ne nierons pas que c'est cette « nature du contact » qui détermine la composition du sous-développement. La France de Louis XIV avec toutes les caractéristiques énoncées par Alfred Sauvy ne se considérait point sous-développée (dans la conception actuelle), et cela parce que la nature du contact dont nous parle Janne avec une société plus industrialisée n'avait pas lieu. Cette idée de sous-développement est sans doute une prise de conscience, donc, dans une certaine mesure, un état subjectif opposé à l'état objectif nié par Janne. Mais si ce n'était qu'un état subjectif, les relations économiques inter-sociétés prendraient alors figure de simple étude de psychologie collective. On peut nier la portée absolue des critères de Sauvy (vu d'une façon statique) comme nous l'avons fait auparavant, mais on ne peut pas s'en passer faute de nous déplacer dans le vague. Le dynamisme de ces relations inter-sociétés du point de vue technique existe sans doute, mais il se fonde sur des critères objectifs.

D'un autre côté, il n'est pas certain que pour le démarrage du développement économique, le contact avec les sociétés hautement industrialisées soit essentiel. Comment expliquer alors le développement de celles-ci dans leur première phase si à la même époque il n'y avait pas de sociétés plus évoluées ? Condition sans doute souhaitable et nécessaire mais pas condition « sine qua non ».

On met ainsi en doute l'idée de Janne de tout-à-l'heure des changements sociaux-culturels résultant des contacts entre sociétés de niveaux techniques différents.

Certes, l'idée de développement dans les pays sous-développés a pris forme plus par les contacts avec des pays évolués que par changement intérieur autonome. Par le développement des communications, il serait très naïf même à l'heure actuelle de croire à l'isolationnisme absolu. Mais ne nous laissons pas trop éblouir par la facilité de ces communications (transport, radio, cinéma, etc.). Les idées et les images qu'elles leur apportent n'ont de valeur que dans la mesure où elles sont assimilées. Quelques peuplades primitives, même en contact avec des sociétés techniquement évoluées, n'en profitent point parce que, pour elles, l'utilité de ces machines, de ces formes nouvelles de comportement ne sont pas suffisamment comprises. C'est sans doute un cas limite.

Mais dans un pays sous-développé ce n'est la plupart du temps que par un changement intérieur de sa structure politique-sociale que ce

contact avec des régions plus évoluées peut faire naître la prise de conscience du sous-développement et ensuite l'idée de réaliser le développement.

II. Cercle vicieux de pauvreté

L'offre de capital est déterminée par l'habileté et la volonté d'épargne : La demande est déterminée par les possibilités données à l'investissement.

Le cercle vicieux de la pauvreté dans les pays sous-développés est le suivant : Du côté de l'offre il y a une petite capacité pour l'épargne résultant d'un bas niveau de rendement. Les bas rendements sont causés par une faible productivité qui est due au manque de capital. Et finalement le manque de capital est dû à l'inexistence de l'épargne.

Nous verrons à la suite comment on peut ébranler le cercle vicieux de la pauvreté.

III. Dimension du marché

En reprenant l'idée du cercle vicieux de pauvreté, nous avons vu auparavant comment nous pouvions diviser la difficulté en parties pour mieux trouver la solution.

Un obstacle qui s'oppose aux investissements massifs dans un certain secteur clef est tout d'abord la grandeur restreinte du marché dans les pays sous-développés¹. Celle-ci n'est déterminée ni par l'extension géographique ni par le volume de la population. Indirectement ces deux variables peuvent l'influencer positivement ou négativement. Cette grandeur est essentiellement déterminée par le volume de production (en admettant que celle-ci trouve des débouchés considérables) et par la productivité moyenne dans chaque secteur de l'économie.

Il peut sembler paradoxal que ces régions ayant des ressources considérables inexploitées ne connaissent pas une arrivée de capitaux pour les mettre en valeur. Il y a certainement des difficultés politiques telles que risque de nationalisation, double imposition fiscale et d'autres mesures politiques et économiques défavorables. Mais il y a aussi des difficultés proprement économiques. Il faut considérer deux hypothèses :

- a) Ces industries trouvent des débouchés certains dans le marché extérieur

¹ Mandelbaum assisté par Schneider.

- b) Ces industries doivent trouver des débouchés dans le marché intérieur.

Dans le premier cas les possibilités de réussite sont plus élevées. Il faut tenir compte cependant du marché international qui la plupart du temps est déjà saturé. Une concurrence très forte s'opposerait de cette façon aux nouvelles industries.

Dans le deuxième cas, tout dépend de la structure de la demande c'est-à-dire du pouvoir d'achat réel et potentiel.

C'est ici qu'apparaît la dimension du marché comme la principale condition de la viabilité de ces investissements. Si le pouvoir d'achat est limité, ce n'est pas la production qui créera sa propre demande. On doit se souvenir de la loi de Engels. Si les nouveaux biens sont destinés à des besoins encore inexistantes, il est probable qu'ils seront consommés très faiblement car les revenus étant faibles ils seront appliqués à l'achat des biens essentiels.

Certaines industries pour être économiquement rentables doivent avoir une certaine dimension (automobile, métallurgie, etc.) dans les pays développés. Si on les transposait telles quelles dans les pays sous-développés l'absence de marché rendrait le degré d'occupation nettement inférieur, et le prix de revient serait élevé par suite des frais fixes globaux à supporter pour l'entreprise. Trois facteurs connus expliquent l'absence d'incitation à investir ; une demande de consommation inélastique, les discontinuités techniques et un manque d'esprit d'entreprise.

IV. Aide en capitaux extérieurs

Est-il possible de diminuer le retard des pays sous-développés par la seule aide en capitaux venus de l'extérieur ? Il faut prévoir :

- 1) Quel sera l'effet de ces capitaux sur le niveau de consommation par la distribution des revenus aux salariés employés dans les nouvelles usines.
- 2) La part de population qui était en chômage déguisé et qui constitue une main-d'œuvre potentielle.
- 3) Entrevoir les conséquences sur l'épargne de l'effet de démonstration par le fait que ces capitaux ont très certainement augmenté par contre-coup les relations et les communications avec les pays développés.

Ces trois prévisions sont faites dans le but de pouvoir adopter une politique qui contrecarre « l'effet de démonstration », lequel empêche la formation de l'épargne.

Il faut noter comme nous l'avons vu auparavant que le sous-développement est une position relative. Comme le niveau de vie des pays développés augmente, l'effet de démonstration se fera sentir d'une façon accrue.

Le problème ne pourra se résoudre uniquement par la politique fiscale ou par une propagande occasionnelle freinant la consommation des produits considérés de luxe. Il faudra une politique à l'échelle nationale.

Si, à la politique économique s'est souvent posé le dilemme de choisir entre « le beurre ou les canons », aujourd'hui, la question se déplace à peine quand il faut choisir entre les biens de consommation et les biens d'équipement. Entendons-nous sur les termes et sur les limites d'une telle option. Il faut réaliser une croissance harmonieuse qui crée de la richesse, elle-même créatrice de richesse et empêcher qu'après le premier processus productif, une destruction immédiate se réalise à l'intérieur du pays. Le cas est différent si de tels biens peuvent être exportés. Dans ce cas, il y a entrée de devises ; on peut citer comme exemple Israël qui exporte des fruits, des conserves, etc.

Certes, il y a des moyens permettant de développer la formation de capital dans les pays sous-développés, autrement que par la seule arrivée de capitaux extérieurs. Il y a deux exemples d'isolement économique où cela s'est déjà réalisé : le Japon et la Russie. Il serait faux de croire qu'on pourrait généraliser ces deux exemples au reste du monde sous-développé. Si plusieurs critères du sous-développement sont communs à ces deux pays et à l'actuel Tiers-Monde sous-développé, les conditions de développement sont complètement différentes. D'une part, par le potentiel humain, d'autre part, par le potentiel des ressources naturelles. Ceci étant, il ne nous faut donc pas préconiser une politique semblable pour des cas qui sont fondamentalement différents. Ceci ne veut pas dire qu'on ne puisse pas y trouver des enseignements utilisables pour des cas différents.

L'arrivée brute de capitaux étrangers n'est pas synonyme de richesse.

L'investissement direct par quelques firmes américaines avait l'avantage, provenant d'intérêts privés, qu'il serait normalement employé d'une façon productive. En outre, il serait libéré des intérêts et amortissements rigides grevant les emprunts internationaux et serait aussi la cause de l'arrivée de techniques plus perfectionnées. Cependant, comme nous l'avons vu, ils ont été surtout dirigés sur les industries extractives.

Une autre source de capitaux provient de l'augmentation du commerce extérieur. L'exemple que le développement ayant suivi la guerre de Corée ne fut pas toujours consolidé dans des investissements productifs est un autre cas de l'insuffisance et de l'incapacité de quelques structures.

Imaginons une population à faible revenu annuel qui doit se loger, se nourrir et s'habiller. Le revenu restant ne permettra pas l'achat de beaucoup de biens en dehors du minimum vital (admettons encore comme hypothèse favorable qu'il a été atteint).

V. Croissance harmonieuse

Nurkse affirme¹ : « Dans notre propre contexte, il me semble que le point principal est de reconnaître qu'une attaque frontale de cette sorte - une vague d'investissement dans un nombre d'industries différentes - peut réussir, tandis qu'une application substantielle de capital par l'entrepreneur individuel dans n'importe quelle industrie peut être bloquée ou découragée par les limitations du marché préexistant ».

Ce qui importe, ce n'est pas seulement l'aspect de la productivité physique dans le développement de l'industrie, mais surtout la valeur économique en produits fabriqués. Il faudra que techniquement le produit soit valable et qu'un effort soit fait pour réaliser le prix de revient le plus bas. L'analyse du marché doit nous renseigner sur les possibilités du pouvoir d'achat des consommateurs.

Il faut distinguer marché extérieur et marché intérieur. Il peut y avoir intérêt à produire certains biens (si d'autres conditions sont existantes exclusivement pour le marché extérieur (voir le cas d'Israël : fruits, diamants). De même pour l'exploitation pétrolière. Ici, le cas se présente d'une façon différente, étant donné que le plus souvent l'Etat qui possède les gisements pétroliers reçoit les « royalties » (souvent 50 % des bénéfices). Dans ces pays, où ces royalties alimentent une grande partie du Budget (1/3 et même parfois plus), les possibilités d'une croissance harmonieuse sont plus grandes. Les royalties constituent en fait le capital nécessaire pour le « décollage » de l'économie. Citons comme exemple les efforts déployés dans ce sens au Vénézuéla depuis quelques années.

Selon Nurkse² : « Le but principal est de créer un marché où la propension à investir serait développée dans plusieurs secteurs complémentaires. S'il y a un seul investissement dans une industrie déterminée, il est facile de comprendre qu'il n'en résulte pas des « économies extérieures », car cette industrie nouvellement installée doit subir la charge de toutes les matières premières nécessaires (énergie inclus) pour aboutir

¹ Nurkse : « Capital formation in underdeveloped Countries ». n. 18

² Nurkse : Ibid., p. 13.

au produit final. Si dans le pays, il y avait la production de ces matières premières et si les infrastructures étaient développées, il y aurait une plus grande indépendance et un prix de revient très inférieur. Les nouvelles industries constitueraient aussi des débouchés pour les biens produits.

VI. Les classes moyennes et le changement de mentalité

Pour Rostow, la classe moyenne fut, dans un sens une des plus grandes innovations économiques de l'ère moderne. Nous savons que c'est surtout dans cette classe que se forme l'esprit des futurs entrepreneurs créateurs de richesse. C'est ainsi qu'il est de mauvaise politique de ne pas la développer sous prétexte de protéger quelques entrepreneurs déjà existants qui sont des animateurs valables de la vie économique. En les protégeant à outrance, on empêche la classe moyenne de se développer. C'est précisément dans celle-ci que de nouveaux entrepreneurs sont susceptibles d'apparaître en nombre suffisant. Comment alors contribuer à cette naissance de la classe moyenne ? La question est de taille et ne relève pas seulement du domaine économique. D'importants problèmes de reconversion sociale, des problèmes idéologiques et politiques se poseront très certainement.

VII. Rôle de la fiscalité

La résolution d'un problème économique est tributaire d'une politique fiscale. La part des revenus perçus dans les grandes entreprises permettra tout d'abord (si certaines limites ne sont pas dépassées) de les affecter à la formation et promotion sociales, à la construction des infrastructures, à la création de centres de développement régional. C'est par la conjugaison de ces efforts que l'esprit d'entreprise naît. Sur ce point, nous pouvons faire un rapprochement entre Rostow et Ackermann qui considèrent la « mentalité » un des déterminants les plus importants du progrès économique. Indirectement, ces mêmes entrepreneurs qui semblent être désavantagés par une imposition fiscale plus lourde vont être obligés de rationaliser leurs entreprises pour obtenir des profits plus élevés. Ils feront appel à des hommes capables et ils seront à ce moment seulement intéressés à l'effort de formation professionnelle. Indirectement, ils vont trouver un marché élargi par un pouvoir d'achat croissant et seront à même de produire à un prix de revient inférieur. Les impôts perçus par l'Etat, consacrés à l'amélioration

des communications, création des Instituts de recherche économique seront le deuxième facteur d'abaissement du prix de revient. Pour faire accepter notre idée, que de résistances mentales à vaincre et que de positions acquises à briser¹ : « Les classes d'affaires s'y appliquent à réaliser des profits rapides, non point en encourageant l'investissement réel à long terme et la production, mais par le trafic, le prêt et autres moyens faciles de gagner de l'argent, qui échappent aussi plus facilement à l'impôt. Les profits y tendent à s'investir dans la terre, ou bien à être thésaurisés ou transférés à l'étranger lorsqu'ils ne sont pas dissipés en un coûteux étalage de richesses et de supériorité sociale »².

Il serait utopique de prétendre que cet esprit d'entreprise puisse apparaître sans que l'Etat n'assume le rôle principal. L'Etat dans ce cas ne sera plus alors un simple arbitre, mais lui-même doit être « l'entrepreneur ».

Seul l'Etat pourra penser « macro-économie ». Nous montrerons par la suite comment la planification souple indique les voies de développement. Nous nous mettons toujours dans l'hypothèse du développement en économie capitaliste.

Ce changement de mentalité ne pourra se faire que par une politique globale qui ne soit pas seulement une politique économique. Si l'investissement est un acte économique, il est aussi un acte politique.

C'est ainsi que nous avons remarqué l'importance des « investissements sociaux » qui sont seuls capables de changer les « structures mentales ». La planification souple dans les pays sous-développés ne peut méconnaître cette réalité.

VIII. Rapport entre l'inflation et l'investissement

Nous avons montré auparavant que l'épargne est insuffisante dans les pays sous-développés. Devant cette carence de l'épargne, la tentation alors est d'avoir recours à l'expansion du crédit bancaire pour élever le niveau des investissements. L'inflation augmente matériellement les revenus des entreprises et de l'Etat et crée ainsi la possibilité d'une épargne elle-même source de nouveaux investissements.

D'autre part, l'inflation augmente le revenu des épargnants habituels. Cet aspect positif de l'inflation ne peut être réalisé que dans certaines circonstances particulières, ce que nous allons essayer de démontrer.

¹ G. Myrdal : « Une économie internationale », p. 286.

² (Voir sous chapitre 1) N'est-il pas vrai, comme le dit Myrdal.

Les avantages retirés par l'expansion économique sont-ils supérieurs au coût économique et social d'une inflation ? C'est en observant les différents cas concrets que nous pouvons tirer une conclusion. Tout dépend en somme de ce qu'on fait avec les investissements inflationnistes.

Expérience allemande de 1933 - 36

La production allemande était en 1932 de 60 % inférieure à celle de 1928. Il en résultait un nombre de chômeurs de 6 millions. Un très vaste programme de travaux publics fut alors mis au point par le Dr. Schacht. Son financement fut réalisé par les traites de création de travail émises par les entrepreneurs chargés de ces travaux. Elles étaient présentées à des instituts spécialisés qui les analysaient. Dans le cas d'une acceptation, elles étaient escomptées auprès d'une banque avec possibilité de réescompte auprès de la Reichsbank. Ce système de pré-financement a permis de mobiliser toutes les ressources inemployées et de relancer ainsi l'économie allemande. Le résultat se traduisit par une production 41 % supérieure et une diminution du nombre des chômeurs de l'ordre de 3 millions.

Selon Bernstein¹ : « L'expansion initiale des investissements peut (prendre plusieurs voies) se traduire par :

- 1) Une augmentation initiale des prix, salaires relativement stables, augmentation des profits et épargne, plus grand volume d'investissements, avec stabilisation des prix à un niveau plus élevé.
- 2) Une augmentation initiale des prix, augmentation postérieure des salaires, chute des investissements au niveau antérieur à son expansion et stabilisation des prix à un niveau plus élevé.
- 3) Une augmentation initiale des prix, suivie d'une chute des investissements au niveau antérieur à l'expansion et chute des prix au niveau antérieur.
- 4) Une augmentation initiale des prix, suivie d'une augmentation des salaires, nouvelle expansion du crédit pour maintenir l'investissement (spirale ascendante des prix et salaires) ».

Effets dans les pays sous-développés

Quels seront les effets d'une augmentation des prix à l'exportation dans les pays sous-développés ? Ceci créera une hausse des revenus. A courte échéance, ce seront l'Etat et les entreprises qui en seront les principaux bénéficiaires. Les salaires ne suivront que très faiblement

¹ P.-L. Bernstein : « Quarterly Journal of Economics », août 1953.

cette hausse. On n'assistera donc pas à une inflation provoquée par les revendications des salariés. Ceci permettra aux entreprises et à l'Etat d'investir une fraction importante des nouveaux revenus. Si les investissements sont consacrés à la création de biens productifs, l'inflation apporte des résultats positifs. La tendance est cependant dans ces pays à diriger ces investissements vers la construction d'immeubles et constitution de stocks.

Inflation

Aujourd'hui, on s'attache à étudier à l'échelle nationale la structure de la demande et de l'offre et à analyser les tensions inflationnistes permanentes par l'étude des flux réels et des flux monétaires.

Dans une économie équilibrée, la demande de la production nationale par l'ensemble des sujets économiques doit être équivalente au coût de la production totale (impôts et profits inclus). C'est dans la répartition de cette production qu'apparaîtront les tensions inflationnistes entre l'Etat, les entrepreneurs et les salariés. Chacun de ces groupes prétendra avoir une part plus grande que celle destinée normalement à son secteur. Si les autres groupes ne sont pas d'accord de diminuer leur part (ils voudront au contraire l'accroître), la structure inflationniste est créée. Le « gap » apparaît entre l'excès de la demande par rapport à l'offre.

La politique anti-inflationniste n'est pas aisée à définir. Il faut connaître la nature de l'inflation. Est-elle provoquée par un excès de demande, par une hausse générale des prix et par une hausse des coûts ? Encore faut-il connaître s'il s'agit d'une inflation conjoncturelle ou d'une inflation structurelle. Ici encore on doit se baser sur les études qu'on a faites dans les Ier et IIe chapitres. Sachant qu'il y a une guerre économique permanente dans l'Etat par le jeu des tensions inflationnistes, il importera de combattre les causes principales de leur existence.

En quoi cette inflation continue est-elle fâcheuse ? Si tout investissement produisait les mêmes résultats positifs du point de vue national, l'inflation pourrait être souhaitable. On constate pourtant que l'inflation ne dirigera pas les investissements vers les industries de biens d'équipement, de consommation et vers l'agriculture. On assistera plutôt à la formation de stocks constitués dans un but spéculatif. Ces bénéfices résultant de la détention de stocks vont au contraire causer une réduction dans les flux réels. L'investissement dans les immeubles (souvent sous forme luxueuse) se développe considérablement. Ceci est dû à deux facteurs :

- 1) facilité de gestion des immeubles

- 2) facilité d'obtention de crédits bancaires par le fait que les banques voient dans cette forme d'investissement une garantie solide.

L'achat de titres à l'étranger sera encore un moyen de faire des bénéfices individuels spectaculaires, mais ils ne constituent pas une richesse nationale.

IX. L'orientation des investissements

Au planificateur se pose le problème de choisir l'orientation des investissements politiques comme nous le verrons par la suite. Cette question est discutée depuis longtemps sur le plan théorique.

On peut abstraitement concevoir trois solutions possibles :

- 1) Répartition faible des capitaux dans tous les secteurs.
- 2) Concentration dans les secteurs clefs.
- 3) Répartition et concentration simultanée dans des proportions moindres.

Ohlin dans son ouvrage « International and Interregional Trade » défendait le choix des investissements ayant pour base la « loi des proportions des facteurs ».

Les facteurs étant en des proportions différentes selon les pays, il s'agit de diriger les investissements vers les activités qui emploient les facteurs plus abondants.

On a vu auparavant par l'étude du coefficient capital/m. o. que la difficulté dans les pays sous-développés est l'abondance de la m. o. par rapport au capital. Selon cette théorie il faut donc investir dans la production de biens où il existe une grande quantité de m. o. Cette question s'est présentée souvent dans les pays surpeuplés comme la Chine et l'Inde.

Comme exemple il suffit de rappeler les discussions qui ont eu lieu en Chine dans le domaine de l'industrie sidérurgique. Il y avait deux courants :

Un qui défendait la concentration de cette industrie dans des grands complexes sidérurgiques.

L'autre qui préconisait la décentralisation par la construction de multiples petits fourneaux. La dernière solution a connu tout d'abord un grand succès mais fut par la suite partiellement abandonnée.

A) Morcellement des capitaux

Par une telle répartition des capitaux, il semble qu'on arrive à faire disparaître le chômage déguisé dans l'ensemble des secteurs de l'économie. La productivité des travailleurs serait sans doute accrue mais faiblement. Au contraire si les investissements étaient faits dans des secteurs clefs, mais seulement dans ceux-ci le chômage déguisé serait réduit dans une proportion beaucoup plus forte que dans le premier procédé.

Il faut voir tout d'abord quels sont les secteurs où il est possible d'appliquer de faibles quantités de capital avec succès. C'est surtout dans le domaine agricole et dans les industries extractives et activités artisanales que cela est possible.

Dans un grand nombre de pays sous-développés l'expansion économique est tributaire de deux ou trois produits primaires (café, coton, caoutchouc, sisal). Le rapport capital-production dont nous avons parlé auparavant a tendance à baisser, car il faut des capitaux considérables pour maintenir le développement de ces plantations, même quand les cotations sont en baisse. Historiquement, on constate qu'il a fallu d'énormes quantités de capitaux pour faire démarrer ces exploitations.

L'essor de la science agronomique et une divulgation plus étendue des techniques agricoles permettent l'implantation et le développement de telles cultures sans un emploi de capitaux équivalents. Comme exemple, nous avons le Japon où on a observé une augmentation de 77 % entre 1880 et 1920 dans les cultures principales. Très peu d'investissements en capital fixe, l'emploi d'engrais appropriés, choix de semences, meilleur stockage des produits ont permis ce développement.

A cette politique de plein emploi s'oppose celle qui cherche, par des investissements localisés, une augmentation du Revenu National. Si cette augmentation est plus grande que celle réalisée par la politique précédente, la moyenne du revenu et de productivité par travailleur s'est améliorée.

B) Avantages et inconvénients des investissements concentrés

L'exploitation de certains produits ne peut prendre que cette forme ; le cas du pétrole est typique. Ce n'est qu'avec l'aide de capitaux considérables que peut s'effectuer la recherche des gisements, puis l'exploitation proprement dite et le raffinage. Les couches pétrolifères sont réparties inégalement dans le monde. Celles qui se trouvent dans les pays sous-développés sont exploitées presque en totalité par des compagnies appartenant à des pays hautement capitalistes. Ces investissements, vu leur grandeur ne peuvent pas être faits par les pays en question, pour plusieurs raisons :

- a) absence de capitaux
- b) absence d'instituts de recherche et de cadres spécialisés dans les techniques pétrolifères et de gestion.
- c) existence d'un marché concurrentiel mondial où les compagnies déjà existantes ont une position très forte.

Ces hauts revenus obtenus par la perception des impôts ne sont pas en soi une cause de développement économique comme nous le verrons par la suite. Ils offrent cependant, par une application judicieuse, des perspectives considérables. Le pétrole est dans une économie moderne une nécessité primordiale, tant pour la consommation (transport, emplois domestiques) que comme énergie et matière première indispensable à la fabrication d'autres produits.

Ainsi se fait sentir dans tous les pays la tendance à avoir des raffineries propres. A la baisse du coût des produits s'ajoute l'avantage d'une plus grande indépendance économique envers la conjoncture mondiale. L'édification de ces raffineries crée aussi un climat industriel favorable et la nécessité d'un personnel spécialisé, ce qui permettra une transformation des structures mentales indispensables à des progrès ultérieurs. Il y a aussi une plus grande facilité de suivre la marche de l'entreprise, car le contrôle en est facilité. Toutefois, il y a l'inconvénient qu'un groupe de pression se constitue et empêche alors la croissance harmonieuse dans d'autres secteurs.

C) Répartition et concentration simultanées dans des proportions moindres

Par l'analyse des points précédents, on a montré que le choix ne peut pas être fait entre l'un et l'autre, mais qu'il faut plutôt un dosage équilibré.

X. Politique commerciale

La création de quelques petites industries doit précéder la protection de celles-ci. Un oranger aussi bien protégé soit-il, ne sera jamais un oranger, si la semence n'y est pas mise. Les tarifs de protection qui furent employés avec succès dans le développement des États-Unis sont dans le cas présent une politique avec une moindre valeur.

Le commerce extérieur peut donner l'avantage de se faire l'importation de biens d'équipement et de restreindre les biens de consommation. Cette, disons *épargne à l'entrée, qui peut même être dirigée vers la restriction stricte des biens de luxe, n'aura pas un grand intérêt, sauf dans*

le cas où il ne suit corrélativement une restriction d'une consommation luxueuse. Seulement alors les gains faits à l'entrée constituent un gain positif.

Le commerce international (selon Keynes) est intimement lié au stade d'emploi et de demande effective dans ces régions. Alors pour développer le commerce on devrait augmenter la productivité par l'investissement de capital.

Si les investissements étrangers sont encore surtout dirigés dans le secteur des produits primaires ça a été en partie dû à la pauvreté des consommateurs locaux et aussi au fait historique de l'expansion faite dans ce secteur au XIXe siècle. L'épargne nécessaire à cette croissance harmonieuse est souvent gaspillée en *thésaurisation, bijouteries, etc.*

Avec un certain taux de change un pays peut balancer ces comptes extérieurs même si en relation à d'autres pays il y a un niveau de productivité plus bas.

L'isolation économique peut être suggérée comme solution (ex. Japon, Russie) mais il semble meilleur encore de se tenir à l'efficacité des transferts internationaux.

*L'aide de 2% du rendement national des U. S. A. équivaut à 7% dans les rendements nationaux combinés des pays sous-développés*¹. En plus la taxation plus souple dans les pays et régions sous-développés est un attrait considérable à l'arrivée de capitaux.

XI. Chômage déguisé et formation de capital

On a vu que l'excès de population agricole était un critère distinctif de ces pays. Voyons l'utilisation qui peut être donnée au chômage déguisé. Nous suivons le raisonnement de Nurkse² qui a vu cette question d'une façon positive.

Dans des termes marginaux la productivité du travail dans les circonstances présentes est égale à zéro (elle peut même être négative). Une partie de cette population agricole peut être enlevée au travail de la terre sans que le rendement de celle-ci baisse. Si cette partie de la population est destinée à des travaux de production industrielle, qui vont augmenter la productivité, elle constitue alors une épargne virtuelle. Pourtant les difficultés pratiques de cette application sont considérables. Qui va financer les nouvelles formes de capital - irrigation, drainage, fabriques ?

¹ Rapport au Président de la politique étrangère, gouvernement des U. S. A., p. o. 1950.

² Nurkse : « Capital formation in underdeveloped Countries » p. 32.

Il y a deux formes :

1. *L'Épargne faite dans les classes commerciales et urbaines.*
2. *L'arrivée de capitaux étrangers.*

Cette logique simple nous rappelle l'opinion d'un ancien ministre de l'agriculture portugais. Il disait se méfier de toutes les solutions économiques qui ne pouvaient se résoudre en dernière analyse par les quatre opérations fondamentales. Dans le monde classique la formation du capital nécessite une réduction de la consommation. Pour Keynes, consommation et investissement s'étendent dans la même direction. La solution préconisée présuppose pour nous qu'à la formation de capital, puisse correspondre un niveau stationnaire de la consommation. Pour qu'il y ait réalisation dans la pratique il faut des mesures politiques tenaces. L'idéal serait que ces paysans continuent à se procurer des aliments à l'intérieur de la famille d'où ils sont sortis. Alimenter les nouveaux travailleurs devient une tâche difficile. Le programme devient moins austère une fois que des investissements ou emprunts étrangers sont faits.

Dans l'application il faut faire une dichotomie selon que ce « chômage agricole déguisé » se trouve dans un pays à basse ou à haute densité populationnelle. Dans le premier il est nécessaire sans doute de donner à l'agriculture le premier soin. C'est que, dans des pays comme ceux d'Amérique Latine, cette population raréfiée est encore toute employée dans l'agriculture et son revenu absorbé par l'achat de sa nourriture. La productivité augmentée, une partie de cette population pourra être employée dans des travaux de production. Dans les pays à haute densité populationnelle c'est l'industrie qui doit recevoir l'effort initial pour l'utilisation de la surpopulation agricole comme on l'a vu précédemment.

Le premier avantage est l'absorption du chômage déguisé. Un des facteurs indispensables à l'implantation de ces industries est ainsi créé : la main-d'œuvre.

Si par l'exode rural il n'y a pas un effort tendant à l'augmentation de la productivité agricole, il y aurait bientôt des « goulots d'étranglement ». Ceci fait par le fait que la campagne ne serait pas apte à satisfaire la demande accrue des nouveaux consommateurs (anciens agriculteurs qui maintenant ont un pouvoir d'achat).

Si, théoriquement, ce schéma nous satisfait, dans la pratique, un problème immense se pose ; c'est la formation de ces ouvriers. Le travail d'usine est complètement différent du travail agricole.

Nous avons vu fonctionner près de Lyon un centre syndical pour la formation des ouvriers dans le secteur métallurgique qui est une vraie réussite et un exemple qui, mis à l'échelle nationale peut avoir une portée très grande dans les pays sous-développés. Il s'agit d'une école où est

enseignée la fabrication d'outils simples, à partir de dessins. On habitue ainsi l'ouvrier à un travail « rationnel » et à une transformation qui, plus tard, lui permettra de devenir un ouvrier spécialisé. Après un mois on connaît déjà pratiquement ceux qui sont inaptes au travail industriel ; ils sont très rares.

À la fin de leur apprentissage ils passent un examen. Leurs professeurs sont des contremaîtres ou des ouvriers spécialisés. La proportion professeurs-élèves est de 3 pour 60. L'âge moyen de ces derniers varie entre 18 et 25 ans. Continuons notre raisonnement. Si on veut dégager des capitaux pour les investissements ultérieurs, l'effort qui a été porté sur l'accroissement de la production ne doit pas être absorbé par un niveau de consommation accrue. Nous savons que la poussée démographique, les effets de démonstration, les revenus accrus par le biais de l'industrie sont les facteurs principaux qui déterminent l'accroissement de la consommation.

L'agriculture dans son effort de mécanisation va créer une demande accrue de produits industriels. Une fois le « cercle vicieux » de pauvreté brisé, le mouvement est déclenché et l'expansion du marché auto-entretenu. Le régime fiscal doit être tel qu'il permette d'épargner une partie des bénéfices agricoles qui constitueront l'épargne nécessaire pour protéger l'industrie et le commerce.

Myrdahl¹ affirme notamment que : « la part de loin la plus élevée de la formation de capital nécessaire au développement économique des pays sous-développés, devra en tout état de cause, être fournie par l'épargne domestique prélevée sur la hausse de productivité consécutive au développement économique. On a calculé que fournir à toute l'Asie une modeste moyenne de 2000.— dollars de machines et d'outillage par travailleur, jusqu'au niveau atteint par le Japon avant la deuxième guerre mondiale, coûterait plus d'une fois et demie cette somme. La réalisation d'un projet semblable est de la pure fiction ».

XII. Mesure de politique interne

Le rôle que peuvent jouer les finances est, comme on l'a vu au long de ce travail d'une grande importance. C'est à elles qu'incombe en partie la tâche d'ébranler le cercle vicieux de la pauvreté. On ne souhaite pas une simple distribution des rendements *entre les personnes* du pays (qui fut catastrophique dans l'Argentine de Péron), mais une augmentation

¹ G. Myrdahl : « Une économie internationale », p. 30.

de rendement par la formation de capital en vue d'établir les conditions nécessaires à l'équité économique.

La taxation est compatible avec l'investissement privé. Le problème difficile est que souvent, dans un pays sous-développé, la machine fiscale est aussi sous-développée. Il serait faux de ne pas donner toujours la plus grande importance à la vertu de l'austérité. Inutile de répéter que dans la ligne d'action tracée à l'intérieur du pays, les infrastructures sont la condition nécessaire pour que l'injection de capitaux privés ne soit pas aussi étonnamment faible que jusqu'à présent.

Comme dit P. R. Rosset¹ : « dans les pays sous-développés ce ne sont pas surtout les entrepreneurs qui commandent l'action. En partie les entreprises gigantesques qu'ils administrent sont devenues, par sa propre fonction, le moteur du progrès ». Cependant les pays sous-développés n'ont pas encore atteint ce niveau et la situation se présente ouverte comme le prétendait Burnham à „l'ère des organisateurs“. Les entrepreneurs peuvent avoir ainsi une fonction de poids dans ce relèvement.

L'héritage de volonté de formation de capital est encore le meilleur capital qu'un pays puisse se donner. L'Allemagne d'Hitler, ruinée par la guerre, sans un mark dans ses banques, conservait une formation économique et technique par laquelle a été possible un étonnant redressement.

XIII. Intérêt des pays sous-développés

Ces pays ont intérêt au développement des pays sous-développés. Une politique plus libérale des pays développés favorise leur propre expansion. Leurs propres exportations dépendent en partie de la capacité d'importation des pays sous-développés et également de la possibilité qu'ont ces pays de mettre sur le marché les produits traditionnellement exportés. Ainsi le développement pourrait se faire sans le frein de la nécessité d'une immédiate indépendance économique.

L'utilisation incomplète de la capacité de production dans les pays développés peut constituer la source de capitaux des régions sous-développées.

L'arrivée de capital étranger pourrait encore se faire sous deux formes différentes. D'abord par la souscription faite auprès d'un fonds central de développement par des banques commerciales privées, organismes internationaux de crédit public, etc. Une deuxième forme serait

¹ P. R. Rosset : « L'entreprise ». Neuchâtel, p. 169.

la souscription offerte aux capitaux privés à l'intérieur de chaque pays exportateur. Les avantages seraient les suivants :

- a) Les capitaux étrangers qui seraient de cette manière, en quantité double de ceux présentés par les organismes internationaux.
- b) Les pays exportateurs accroîtraient leur capacité de production. Naturellement leur épargne augmenterait aussi et pourrait être employée dans des investissements à l'étranger.
- c) On atténuerait la situation actuelle par laquelle certains pays semblent accorder plus de crédit que d'autres.
- d) Les organismes internationaux de crédit ne devraient plus compter seulement avec les capitaux américains¹.

Sources graphique tableau 2-1

Sources : O.N.U. Bureau de statistique, Annuaire de statistiques des comptabilités nationales ; Economic Bulletin for Latin America, vol. IV, No 2, 1959 (Santiago) et documentation non publiée ; Banque internationale pour la reconstruction et le développement, A Public Development Program for Thailand (The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1959) ; V. V. Bhatt, « Savings and Capital Formation », Economic Development and Cultural Change, vol. VII, No 3 (Chicago).

a) Pour certains pays, la période considérée diffère de celle que l'on a indiquée. Pour le Congo Belge, la Colombie, Cuba et le Mexique, elle se termine en 1956-1957 : pour l'Irak, en 1954-1955. Pour le Maroc, la période commence en 1951-1952 et prend fin en 1956-1957 : pour la Thaïlande, elle commence en 1952-1953 et se termine en 1956-1957 : pour le Portugal, la période commence en 1952-1953 et pour la Rhodésie et le Nyassaland en 1954-1955. Pour l'Inde, il s'agit des exercices budgétaires, qui commencent en avril.

Avant que l'on ait calculé les taux et les pourcentages, toutes les données de base étaient exprimées en prix constants de 1950, sauf pour le Portugal et la Thaïlande (prix de 1952) et pour la Rhodésie et le Nyassaland (prix de 1954).

Pour l'Inde, les données reposent sur la formation intérieure nette de capital fixe et sur le produit intérieur. Pour le Guatémala et Israël, les données sur l'investissement comprennent la valeur des variations des stocks. Pour l'Irak, Israël, la Thaïlande et la Turquie, l'investissement est exprimé en pourcentage du produit national brut.

b) Taux annuel composé.

¹ Voir Publication de l'ONU : « Europe 60 ».

TABLEAU 2 - 1

Graphique de l'Etude sur l'Economie mondiale 1959

Taux annuel d'accroissement de la formation intérieure brute de capital fixe et pourcentage de produit intérieur brut qu'elle représente, 1950-1951 à 1957-1958a.

Pays	Taux annuel d'accroissement	Formation intérieure brute de capital fixe exprimée en % du produit intérieur brut	
		1950-1951	1957-1958
Pays où le taux d'accroissement de l'investissement est élevé			
Irak	29	9	19
Turquie	16	9	14
Birmanie	15	11	20
Inde	13	6	10
Cuba	11	12	20
Ghana	10	9	13
Venezuela	10	23	23
Colombie	9	18	23
Congo Belge	9	23	29
Rhodésie et Nyassaland	9	29	31
Philippines	9	7	8
Equateur	9	10	13
Guatemala	8	9	13
Grèce	8	16	17
Pays où le taux d'accroissement de l'investissement est moyen			
Thaïlande	7	13	14
Pérou	7	18	21
Portugal	6	12	16
Mexique	6	15	15
Bolivie	6	14	17
Ceylan	5	9	10
Pays où le taux d'accroissement de l'investissement est faible			
Union sud-africaine	4	22	20
Chili	3	9	9
Israël	3	25	16
Brsil	2	15	13
Argentine	2	23	24
Pays où le taux de l'investissement a baissé			
RAU (Egypte)	4	16	11
Maroc	9	24	14

Sources à la page précédente.

TABEAU 2 - 2

Relation entre le niveau du revenu par habitant et la part du produit intérieur consacré à la formation brute de capital fixe, 1950-1951

Revenu par habitant (en dollars)	Pourcentage du produit intérieur brut consacré aux investissements en capital fixe						
	Inférieur à 8	8 à 11	11 à 14	14 à 17	17 à 20	20 à 23	Supérieur à 23
Inférieur à 150	Inde Philippines	Ghana Irak Guatémala Equateur Ceylan Turquie	Birmanie Thaïlande Bolivie	RAU (Egypte)	Pérou	Congo Belge	Maroc Rhodésie et Nyassaland
de 150 à 250			Portugal	Mexique Brésil Grèce	Colombie		
de 250 à 350		Chili	Cuba		Union sud-africaine		Israël
de 350 à 450						Argentine Venezuela	
de 450 à 550							

Source : O. N. U., Per Capita National Product of Fifty-five Countries : 1952-1954, Etudes statistiques. Série E, No 4 ; et aussi tableau 2 - 1.

TABLEAU 2 - 4

Indices de la production et des importations nettes d'acier en pourcentage de la consommation apparente dans certains pays, 1950-1951 et 1957-1958 (a).

Pays	Production 1957-1958 (1950-1951 = 100)	Importations nettes en pourcentage de la consommation apparente	
		1950-1951	1957-1958
Argentine	177	89	87
Brésil	165	29	30
Chili	315	39	26
Inde	120	14	51
Mexique	212	52	52
Pakistan	367	99	97
Rhodésie et Nyassaland	245	78	75
Turquie	149	62	41
Union sud-africaine	196	34	21

Source : ONU, Bureau de statistique, Annuaire statistique. a Pour le Mexique, la Rhodésie et le Nyassaland, la période terminale est 1956-1957.

TABLEAU 2 - 5

Importations de biens d'équipement en pourcentage de la formation intérieure brute de capital fixe, 1950-1951 et 1957-1958 (a).

Pays	1950-1951	1957-1958
Pays où la proportion des importations a augmenté		
Chili	60	78
Guatémala	49	61
RAU (Egypte)	30	43
Venezuela	47	62
Pays où la proportion des importations est demeurée à peu près stationnaire (b)		
Argentine	19	18
Birmanie	20	26
Bolivie	59	54
Ceylan	34	34
Colombie	38	32
Equateur	58	51
Inde	27	25
Israël	16	22
Mexique	65	64
Pérou	46	45
Philippines	33	33
Portugal	46	45
Rhodésie et Nyassaland	40	38
Thaïlande	32	31
Union sud-africaine	42	46
Pays où la proportion des importations a fléchi		
Brésil	29	20
Congo Belge	59	45
Cuba	51	43
Ghana	62	40
Irak	64	43
Turquie	37	21

Source tableau 2 - 5

Source : ONU, Division des tendances et des politiques économiques générales, d'après des publications nationales.

a) Période un peu plus courte dans quelques cas. Sauf pour l'Equateur et l'Union Sud-africaine (1950-1951 à 1956-1957), les différences dans les périodes sont les mêmes que celles qui sont indiquées au tableau 2 - 1, note a.

b) Les pays classés dans cette catégorie sont ceux où l'on n'a discerné aucune tendance à l'augmentation ou à la diminution du pourcentage des importations de biens d'équipement pendant la période considérée, encore que, dans certains cas, les chiffres indiqués pour la période terminale aient révélé certaines déviations par rapport à la tendance générale.

TABLEAU 2-6

**Indices des importations réelles et de la capacité d'importation 1957-1958
(1950-1951 = 100)**

	Capacité d'importation (a) créée par :		
	Importations réelles de marchandises	Exportations de mar- chandises exportations nettes de service	Exportations de marchandises exportations nettes de services : subventions privées et publiques ; capitaux privés capitaux publics à long terme
Exportateurs de matériaux de minerais et de pétrole			
Bolivie	108	55	73
Chili	132	110	120
Congo Belge	151	82	88
Irak	251	213	210
Iran	247	228	290
Mexique	140	125	125
Pérou	203	144	191
Rhodésie et Nyassaland	167	164	189
Venezuela	236	179	256
Exportateurs de café et de thé			
Brésil	96	85	117
Ceylan	128	108	111
Colombie	116	137	131
Guatémala	171	118	166
Salvador	179	150	153
Exportateurs de produits alimentaires et de tabac			
Argentine	106	83	82
Birmanie	185	109	157
Cuba	116	105	116
Equateur	194	141	150
Grèce	122	508	112
Israël	121	494	138
Philippines	143	109	99
Thaïlande	138	78	121
Turquie	95	101	113
Exportateurs de caoutchouc, fibres textiles et autres matières premières			
Inde	164	100	121
Indonésie	104	70	82
Portugal	143	129	127
RAU (Egypte)	88	81	88 e
Union Sud-africaine	124	120	128

TABEAU 2 - 7

Relation entre la capacité d'importation, la consommation intérieure et les importations de biens d'équipement, 1950-1951 à 1957-1958 a.

	Accroissement 1950-1951 à 1957 1958		Importations de biens de consommation et de matières premières en pourcentage de la consommation intérieure		Importation de biens d'équipement en pourcentage des importations totales	
	Capac. imp. (1950-51 = 100)	Cons. Intér. (1950-51 = 100)	1950-51	1957-58	1950-51	1957-58

GROUPE 1

Pays où la capacité d'importation
a augmenté plus vite que la
consommation intérieure.

Pays où la part des importations
dans la consommation intérieure a
diminué ou est restée stationnaire.

Colombie	163	142	10	9	45	49
Inde	118				24	43
Rhodésie et Nyassaland	119	116	38	38	33	34
Thaïlande	120	117	17	17	24	26
Venezuela	256	215	19	14	41	63

Pays où la part des importations
dans la consommation intérieure
a augmenté.

Birmanie	157	140	17	21	15	26
Equateur	147	137	11	15	43	39
Guatémala	166	143	16	19	26	33
Irak	202	131	20	29	29	39
Maroc	130	106	34	39	32	14
Pérou	191	127	15	20	46	44
Portugal	134	124	18	21	32	30

Tableau 2 - 7, suite de la page 73

	Accroissement 1950-1951 à 1957-1958		Importations de biens de consommation et de matières premières en pourcentage de la consomma- tion Intérieure		Importation de biens d'équipement en pourcentage des importations totales	
	Capac. imp. (1950-51 = 100)	Cons. intér.	1950-51	1957-58	1950-51	1957-58
GROUPE 2						
Pays où la capacité d'importation a augmenté moins vite que la consommation intérieure.						
Pays où la part des importations dans la consommation intérieure a diminué ou est restée stationnaire.						
Argentine	82	115	10	10	40	39
Bolivie	84	107	28	27	26	28
Brésil	117	123	10	9	45	38
Ceylan	111	120	35	35	11	12
Congo Belge	99	156	31	31	45	41
Israël	138	195	17	13	24	27
Philippines	118	139	10	8	20	28
Turquie	125	141	5	5	45	46
Union Sud-africaine	124	129	29	26	33	35
Pays où la part des importations dans la consommation intérieure a augmenté.						
Chili	120	128	11	13	39	41
Cuba	108	113	33	35	19	24
Ghana		148	26	28	22	18
Mexique	128	139	7	8	54	52

Source : Tableaux 2 - 1, 2 - 5 et 2 - 6.

a) La période est un peu plus courte dans quelques cas. Sauf pour l'Équateur et l'Union Sud-africaine (1950-1951 à 1956-1957) et le Maroc (1951-1952 à 1955-1956), les différences sont les mêmes que celles qui sont indiquées au tableau 2 - 1, note a. C'est en raison de ces différences de période que les chiffres indiquant la capacité d'importation de plusieurs pays dans le présent tableau diffèrent de ceux qui figurent dans la troisième colonne du tableau 2 - 6. La consommation intérieure représente la consommation totale du secteur privé.

TABLEAU 2-9

Relation entre le taux d'accroissement de la production et la part de l'investissement dans la production, 1950-1958 a (pourcentage).

Pays	Taux annuel d'accroissement du produit intérieur brut	Formation intérieure brute de capital fixe en % du produit intérieur brut	Rapport d'accroissement capital production
Irak	11,1	14	1,3
Venezuela	10,3	22	2,1
Israël	9,9	17 b	1,7
Turquie	7,8	12	1,5
Rhodésie et Nyassaland	7,0	31	4,4
Grèce	6,9	15	2,2
Philippines	6,7	7	1,0
Birmanie	5,6	17	3,0
Mexique	5,5	15	2,7
Colombie	5,2	22	4,2
Union Sud-africaine	5,1	21	4,1
Equateur	5,1	12	2,4
Thaïlande	5,0	14	2,8
Guatémala	4,9	10 b	2,0
Brsil	4,8	14	2,9
Pérou	4,8	20	4,7
Portugal	3,9	15	3,8
Ghana	3,8	12	3,2
RAU (Egypte)	3,3	12	3,6
Inde c	3,3	7	2,1
Ceylan	2,8	10	3,6
Chili	2,4	10	4,2
Cuba	2,2	15	6,8
Argentine	1,7	22	12,9

Sources du tableau 2-9

Sources : ONU, Division des tendances et des politiques économiques générales ; ONU, Bureau de statistiques. Annuaire des statistiques des comparaisons nationales ; Economic Bulletin for Latin America, vol. IV, No 2, 1959.

Le taux d'accroissement annuel a été calculé en fonction du produit intérieur brut moyen pour les deux premières années et les deux dernières années de la période considérée. Pour la formation intérieure brute de capital fixe en pourcentage du produit intérieur brut, on a fait le calcul à partir des totaux cumulatifs de ces deux éléments pour l'ensemble de la période. Quant au rapport d'accroissement capital/production, il a été calculé en divisant la formation intérieure brute de capital fixe (mesurée en pourcentage du produit intérieur brut) par le taux d'accroissement annuel. Tous les chiffres proviennent de données exprimées en prix constants. La période considérée va en général de 1950 à 1958, mais pour quelques pays, les résultats correspondent à des périodes plus courtes ; sur ce point, voir tableau 2-1, note a.

b) Y compris les stocks.

c) Produit intérieur net et formation nette de capital.

TABLEAU 2 - 10

Exportation de marchandises et rapport global d'accroissement capital/production, de 1950-1951 à 1957-1958 a.

Pays	Taux annuel d'accroissement des exportations de marchandises	Rapport d'accroissement capital/production
Irak	22	1,3
Equateur	19	2,4
Israël	17	1,7
Mexique	13	2,7
Grèce	12	2,2
Congo Belge	9	5,6
Union Sud-africaine	8 b	4,1
Venezuela	7 c	2,1
Birmanie	6	3,0
Philippines	6	1,0
Pérou	6	4,7
Turquie	5	1,5
Chili	5	4,2
Thaïlande	4	2,8
Rhodésie et Nyassaland	4	4,4
Portugal	3	3,8
Guatemala	2	2,0
Cuba	2	6,8
Inde	1	2,1
Argentine	1	12,9
Ceylan	1	3,6
Colombie	—	4,2
Brésil	— 1	2,9
RAU (Egypte)	— 2	3,6

Sources tableau 2 - 10

Sources : ONU, Bureau de statistique, Bulletin mensuel de statistique : ONU, Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950 (No de vente : 59. II. K. 1) : Fonds monétaire international, International Financial Statistics : tableau 2 - 9.

a) La période est légèrement plus courte dans quelques cas (voir tableau 2 - 1, note a). Sauf pour la Grèce (1951-1952 à 1957-1958), Israël (1950-1951 à 1956-1957) et la Turquie (1950-1951 à 1954-1955), les données relatives aux exportations correspondent à la période pour laquelle on a calculé les rapports d'accroissements capital/production.

b) Exportation de biens et de services.

c) Exportations de pétrole seulement.

TABLEAU 2 - 11

Rapports d'accroissement capital/production par secteur dans certains pays

Pays et période	Agriculture	Industrie		Services de base			Divers	Total
		Total a	Industries manufacturières	Transports et communications	Electricité gaz et eau			
Grèce 1950-1958	0,6	1,7 b	1,7	8,6	8,1		3,9 c	2,2
Mexique 1945-1951	1,0	—	—	—	—		—	—
Equateur 1950-1955	1,7	2,7	3,1	4,7	5,7		1,5	2,3
Argentine 1950-1955	3,5	37,9	—	33,6	—		19,0	15,0
Portugal 1952-1957	3,7	1,7	1,6 c	11,3	7,2		6,2	4,0
Colombic 1945-1953	4,5	2,6	2,8	4,6	—		3,6	3,7
Israël 1952-1957	5,1	2,2 d	—	3,9	—		2,3	2,7

Sources : ONU, Bureau de statistique. Annuaire de statistiques des comptabilités nationales ; ONU, Commission économique pour l'Amérique latine : Banque internationale pour la reconstruction et le développement, The Economic Development of Mexico (The John Hopkins Press, Baltimore, 1953).

a) Industries extractives, industries manufacturières et bâtiment et travaux publics.

b) Non compris le bâtiment et les travaux publics.

c) Y compris le bâtiment et les travaux publics.

d) Y compris l'électricité, le gaz et l'eau.

TABEAU 2 - 15

Accroissement de l'investissement public, de l'investissement privé et de l'investissement total, 1950-1951 à 1957-1958 a (Pourcentage).

Pays	Taux d'accroissement annuel de l'investissement			Proportion de l'investissement public par rapport à l'inves. total	
	Total	Public	Privé	1950-1951	1957-1958
Birmanie	15	24	10	29	49
Inde	13	22	7	31	50
Cuba	11	24	6	13	31
Ghana	10	9	11	42	41
Congo Belge	9	13	7	35	43
Rhodésie et Nyassaland	9	15	9	35	41
Philippines	9	4	11	36	25
Equateur	9	12	8	31	36
Grèce	8	1	12	40	22
Thaïlande	7	5	9	36	32
Pérou	7	12	6	14	20
Mexique	6	2	10	40	25
Bolivie	6	41	5	15	45
Ceylan	5	6	3	47	53
Union Sud-africaine	4	8	1	33	44
Chili	3	7	1	24	31
Brésil	2	8	—	23	34
Argentine b	—	-2	2	59	32
RAU (Egypte)	-4	20	-16	19	58

Sources : Tableau 2 - 15

Sources : ONU, Bureau de statistique, Annuaire de statistiques des comptabilités nationales ; sources nationales.

a) Cette période est légèrement plus courte dans quelques cas : voir le tableau 2 - 1, note a.

b) L'investissement public est calculé sur la base des dépenses en capital inscrites au budget et se rapporte à la période 1950-1951 à 1954-1955 seulement.

CHAPITRE III

Aspects de la politique soviétique

I. Les « chaînons » conducteurs du Plan

Nous cherchons à établir une analyse objective libérée de considérations de philosophie économique. Les objectifs étant différents, l'application des résultats l'est aussi. Néanmoins, les moyens les plus rationnels pour atteindre ces résultats sont recherchés dans les deux systèmes économiques. De cette confrontation ressort un dialogue qui assouplit non les doctrines, mais les méthodes de travail. Si la littérature économique ne s'échange pas encore d'une façon considérable entre les économistes qui travaillent sous des idéologies différentes, les résultats positifs atteints dans les deux systèmes nous font étudier dans une autre optique le processus de l'investissement. C'est ainsi que nous avons inséré dans notre travail des études qui ont rapport à une planification économique proprement dite.

Pour mieux montrer les avantages d'une planification souple, nous essayons de montrer que même les planifications rigides tendent aujourd'hui à s'assouplir.

Nous nous servons de deux documents de base :

1. Le recueil des « Données comptables et des indicateurs qui servent à étayer le projet des plans respectifs de l'économie nationale de l'U. R. S. S. pour les années 1959-1965.
(Rastchëtnye i spravotchnye materialy Kaabosnovani ju prockta perspektivnogo plana rjunitija narodnogo khojjojstva S. S. S. R. ra 1959-1965 - Gody p. 43-231.
2. Tables et indications servant à l'établissement du projet de plan perspectif de l'économie nationale de l'U. R. S. S. pour les

années 1959-1965. (Formy i pokayateli k sostavleni ja proekta perspektivnogo plana raynitija narodnoy khoyjoystva S. S. S. R. ra 1959-1965 -Gody p. 233-333).

Ces documents sont présentés sous une forme dépouillée, c'est-à-dire qu'on n'y trouve aucun renseignement. Il nous faut donc nous servir d'autres études concernant la planification soviétique pour retirer de ces documents les éléments potentiels nécessaires à la compréhension du problème.

Ainsi, par les travaux de B. Braginski, N. Koval et N. Bulganin¹ nous voyons que :

1. Chaque plan annuel perspectif est élaboré en tenant compte d'un travail d'analyse exécutive de l'exécution du plan dans les périodes précédentes.
2. Par la connaissance des résultats obtenus, le Parti et le gouvernement fixent la politique économique à l'ordre du jour.
3. Ce sont à ces « directives » que les organes du Plan vont désormais obéir dans l'élaboration de celui-ci.

Le XXI^{me} Congrès a publié les chiffres de contrôle du développement de l'économie nationale de l'U. R. S. S. (1959-1965). Dans celui-ci, les « chaînons conducteurs » du plan ont été :

1. La modernisation des techniques de production.
2. L'accroissement de la consommation.

Comment, parmi les différentes variantes, peut-on choisir celle qui se dégage de la connaissance des documents cités ci-dessus ?

Nous savons seulement que ce choix est fait à l'aide des différentes balances. Grâce à elles, on peut connaître la relation entre les besoins et les disponibilités. Légalement, seuls les objectifs impératifs sont considérés. Dans son exposé à propos du plan Septennal Soviétique, Basile Kerblay affirme :²

« Le recueil des données comptables commence par une table de la production industrielle en valeur brute (c'est-à-dire y compris les fabrications non-encore achevées aux prix constants) ».

L'auteur ouvre ici une parenthèse pour dire que les prix courants utilisés ne sont pas toujours ceux du 1^{er} juillet 1955 ; pour un certain nombre de produits, les prix sont postérieurs. Les nouveaux produits, et

¹ Basile Kerblay, I. S. E. A., No 107, p. 8.

² Basile Kerblay, Ibid., p. 8.

ceux qui sont fabriqués sur devis, sont comptabilisés, à défaut du barème officiel - preisskurant - à des prix provisoires, ou bien à des prix fixés par les Sovnarkhoz et basés sur les conditions de production de l'année 1958. On veut éviter ainsi les distorsions dues à l'incidence des nouveaux produits sur les évaluations en valeur constante.

Ces considérations lui permettent de conclure que :

« La planification débute non par une évolution de la demande fiscale - comme la programmation de type occidental - mais par une évaluation de la production industrielle et de ses possibilités de croissance. L'expérience a convaincu les Soviétiques que les risques d'erreur étaient moindres à fixer directement le volume des produits-clés, compte-tenu des priorités, que d'y arriver indirectement à partir de la demande finale ».

Sur ce dernier point, nous nous permettons de nuancer la pensée de M. Basile Kerblay.

Nous savons combien il est difficile de séparer, dans l'analyse d'un processus réel, des phénomènes qui, théoriquement, sont conceptuellement différents. La formation de la demande en U. R. S. S. est différente de celle du régime capitaliste. La production des différentes branches économiques est subordonnée aux besoins qu'on veut satisfaire et qui sont qualitativement et quantitativement définis par le Parti et le gouvernement. Ce sont les objectifs déterminés par ces derniers qui vont permettre d'établir le programme de production. Ici on voit encore comme les phénomènes sont liés.

En établissant ces objectifs, le Parti et le gouvernement doivent estimer la marge possible d'accroissement des capacités existantes, des compressions qui pourront être réalisées sur les normes d'impôt par unité de produit (énergie, matières premières, productivité du travail) ainsi que des améliorations apportées à l'organisation du travail industriel (spécialisation des entreprises).

Il faut ici introduire la notion de « court terme » et de « long terme ». L'élaboration du plan doit tenir compte et de l'un et de l'autre. Les objectifs sont ainsi conditionnés par des possibilités de changement différentes. Ce ne sont qu'aux objectifs de politique intérieure que le choix des investissements est subordonné. Des considérations importantes de la conjoncture internationale économique et politique s'y ajoutent. Comme exemple d'une reconversion caractéristique de l'industrie subordonnée à des objectifs politiques immédiats, on peut citer le cas de la « politique Malenkov » (préconisant l'expansion des biens de consommation) qui fut substituée à une politique d'armement et d'expansion de biens d'équipements.

Ce sont donc les objectifs à long terme, traduits par une demande globale prévue par secteur et branche économique, qui sont les déterminants de la production. Il suffit d'observer l'histoire économique de la Russie depuis la Révolution Bolcheviste pour voir comment les objectifs politiques et sociaux ont été parallèles aux transformations de la structure économique du pays. L'accent a presque toujours été porté, depuis le début de la Révolution, sur la priorité donnée aux investissements des industries de base, et à des investissements sociaux, politique qui connut son apogée, si l'on peut dire, à l'époque stalinienne. Le « sacrifice d'une génération » créa les structures de la Russie actuelle. L'exécution d'une politique, les détails et le mode d'application sont extrêmement complexes. Pourtant le choix principal de son orientation obéit à des principes conceptuellement simples.

Dans le domaine des investissements, les planificateurs apportent leurs plus grands soins. Tout investissement de plus de 50 millions de roubles est soumis à une autorisation spéciale. Environ la moitié des investissements globaux 1953 étaient constitués par des investissements hors-limites¹.

Nous nous servirons de l'apport de l'un des plus grands spécialistes occidentaux de l'étude de la planification soviétique, H. Chambre, pour montrer l'assouplissement croissant des méthodes de planification. Assouplissement et rationalisation vont de pair.

Voyons comment la réorganisation de la direction et de la gestion des entreprises industrielles les plus importantes a influencé les méthodes de planification. Cette campagne se développa surtout à partir de 1957. Selon H. Chambre, les transformations opérées ou en cours peuvent se grouper sous les chefs suivants :

1. L'importance plus grande accordée à la préparation des plans d'entreprise au niveau de l'entreprise elle-même, lors de l'élaboration des « Chiffres de Contrôle » des plans prospectifs, et aux plans d'entreprise eux-mêmes en vue d'une exécution correcte des plans annuels une fois ceux-ci acceptés, dans le cadre du plan septennal.

Les thèses de N. S. Khrouchtchev sur la réorganisation de la direction et de la gestion des entreprises, en mars 1957, y faisaient déjà allusion très clairement.

2. La généralisation de la conception de balances matérielles régionales : par grandes régions de planification au nombre de seize, par républiques fédérées, et dans certains cas par régions économiques et administratives.

¹ A. Efimou, p. 92 ; B. Bragiacij et N. Koualop uj, p. 191.

3. La confection de balances inter-régionales d'échanges par le gros plan de l'U. R. S. S. en vue d'assurer un approvisionnement correct de l'industrie.

Nous montrerons par la suite, en développant les méthodes de la planification souple, comme le succès de celles-ci dépend étroitement du degré d'amélioration des techniques de direction et de gestion des entreprises. Pour que ceci soit possible, il est indispensable que les connaissances scientifiques pures et appliquées aient connu des progrès considérables. Une étude rétrospective peut nous montrer combien celles-ci conditionnent les améliorations apportées aux techniques de gestion. Dans le domaine statistique (recherche opérationnelle, matrice input-output), scientifique pur (mathématique) et appliqué (complexes électroniques), ainsi que les progrès accomplis dans le domaine de l'économie appliquée. De même pour la psychologie appliquée, les résultats sont positifs (embauche du personnel, relation inter-entreprises).

La science économique notamment, a, dans ses réalisations concrètes besoin des études sociologiques. Comme nous l'avons vu auparavant, la science économique ne pourra faire de progrès que si la sociologie en fait aussi. Nous n'allons pas soulever ici la délicate question de l'inter-dépendance des sciences entre elles.

II. Les assouplissements dans la planification soviétique

Faute de documents et d'informations suffisantes, il est difficile d'établir d'une façon sûre le cheminement de l'assouplissement dans la procédure de planification au niveau du

Nous avons comme documents fondamentaux :

1. Recueil des directives et des tables pour l'élaboration du plan économique pour l'année 1937.
 2. Plan économique annuel 1941.
 3. Nouvelles instructions pour l'établissement du plan annuel 1959.
 4. Modifications méthodologiques de septembre 1960.
1. Quant au premier point, on peut constater que tout ce qui a rapport tant aux normes techniques qu'aux investissements reste inchangé. C'est dans la nomenclature de la production industrielle qu'on note un considérable assouplissement. Le tableau suivant le prouve.

	Formulaire 1936	Formulaire 1957
Nomenclature de la production industrielle		
(No de postes)		
Charbon	11	17
Gaz	1	6
Tourbe	2	3
Métaux non ferreux	18	38
Fonte	5	1
Tuyaux	33	5
Equipement énergétique	39	37
Machines-Outils	72	12
Instruments	16	5
Equipement pour l'industrie lourde	33	20
Equipement pour l'industrie légère	45	12
Automobiles	6	18
Machines Agricoles	35	16
Equipement ferroviaire	48	11
Biens de consommation durables	170	14
Produits chimiques	340	13
Textiles et vêtements	200	31
Produits alimentaires		
II - Chapitres concurrents :		
Les transports (nombre de pages)	50	25
Le commerce (groupe de produits)	22	0
L'agriculture (pages)	243	25
L'emploi (tables)	79	7
Les coûts (tables)	30	8

Les études de B. Braginsjij, de N. Noval et de A. Efmov¹ montrent que cette agrégation de la nomenclature industrielle s'est traduite par une réduction de 10'000 postes à 1500 en 1954. Depuis on est tombé à 800.

¹ Citées par Basile Kerblay, p. 16-17, cahiers I. S. E. A., No 107.

2. Quant au 2^{me} point, nous notons que ce document développe les propositions relatives aux balances de recettes et dépenses de la population et à l'élaboration du plan d'approvisionnement (produits industriels). Selon F. Kotov et P. Krylov¹ des précisions nouvelles sur les méthodes de calcul sont utilisées pour spécialiser les entreprises, pour déterminer les coûts de la production agricole et pour améliorer les balances de l'emploi.
3. Quant au 3^{me} point, F. Kotov² les modifications principales concernent :
 - a) Nouvelles définitions des régions économiques :
Eclatement des régions « centrales » du groupe « Volga » et du groupe « Asie centrale » en deux régions, ce qui porte le total de 13 à 16 régions.
 - b) Introduction d'une balance financière de synthèse.
 - c) Justification des programmes d'investissement par des critères d'efficacité.
 - d) Rôle fondamental des objectifs de modernisation, qui doivent être réalisés en priorité sous contrôle du Conseil scientifique et technique près du Conseil des Ministres de l'U. R. S. S.
 - e) Modifications des méthodes de calcul de productivité dans l'agriculture (abandon de l'unité « jour travail » pour ces calculs qui sont désormais basés sur des normes journalières ou horaires) et dans l'industrie (exprimés désormais par heure de travail et non par travailleur) Basile Kerblay³ note l'amélioration de nouvelles techniques telles que la méthode input-output et la programmation linéaire. De même l'utilisation des balances financières et de matrices inter-secteurs. Ce même auteur, d'après les travaux de L. Berri et A. Efimov⁴, montre que :
 - a) Le bilan de l'économie nationale tend à être le pilier de la planification.

¹ F. Kotov et P. Krylov, *Planovoe Khorjajstvo*, No 9, 1958.

² F. Kotov, *Planovoe Khorjajstvo*, No 10, 1960, p. 10-24.

³ Basile Kerblay, *cahiers de l'I. S. E. A.*, No 107, nov. 1960.

⁴ L. Berri et D. Efimov, *Planovoe Khorjajstvo*, No 5, 1960, p. 24-39.

- b) La décomposition par secteurs est faite d'une façon plus détaillée, avec une représentation de tous les flux inter-sectoriels en termes financiers.
- c) On cherche à établir une synthèse de toutes les balances matérielles en une table d'imput-output, indiquant les flux inter-sectoriels en termes physiques.

Qui aurait prévu il y a 15 ans que cet assouplissement pouvait aller jusqu'à la considération des balances financières dans le processus de planification ?

Berclay nous dit que ceci « ne signifie nullement une concession à la loi du marché, mais une volonté plus efficace et plus rationnelle des mécanismes de la vie économique ».

Il serait donc utile de connaître les discussions et les raisons concrètes qui ont précédé une telle option par les planificateurs. Certes, à la lumière de la doctrine marxiste-léniste, aucune concession ne peut être faite (par définition). Pourtant l'économie a peut-être des raisons que la philosophie ne connaît pas. Il se peut donc que certaines méthodes qui ont produit leurs fruits en économie capitaliste soient adaptées au système en question.

Nous verrons par la suite qu'un mouvement en sens contraire s'est aussi produit. Les étapes de la pensée économique dans la recherche d'une prévision correcte sont réalisées souvent et indépendamment des systèmes économiques avec les mêmes outils.

INDUSTRIE - TABLEAU 1

Calcul de la production brute et de la production marchande de l'industrie (par République Fédérée, Ministère et Service de l'U. R. S. S.)

	Groupe de classement: "A" ou "B"	Unité de mesure	1957				Idem pour les années 1958, 1959, 1960 et 1965
			Quantité	Prix de gros d'entreprises (en roubles)		Valeur de la production (milliers de roubles)	
				Au 1er juillet 1955	En vigueur au moment de l'élaboration du plan		
1. Produits finis (production) : dont produits (production) :							
a) Suivant nomenclature du plan d'état Total							
b) Suivant nomenclature planifiée par la République Fédérée (le ministère le service de l'U. R. S. S.) Total							
2. Travail de caractère industriel Total de la production marchande (rubriques 1 et 2), à l'exclusion de la valeur des matières premières traitées à façon.							

INDUSTRIE - TABLEAU 1 (suite)

	Groupe de classement : • A. • ou • B. •	Unité de mesure	1957				Idem pour les années 1958, 1959, 1960 et 1965	
			Quantité	Prix de gros d'entreprises (en roubles)	Valeur de la production (milliers de roubles)			
					En vigueur au moment de l'élaboration du plan	Au prix du 1 ^{er} juillet 1955		Aux prix en vigueur
						Au 1 ^{er} juillet 1955		
3. Valeur de l'accroissement(+) ou de la diminution (-) des stocks restants de production inachevée, de demi-produits, de pièces de rechange, de l'outillage et des montages spéciaux de la production propre.								
4. Valeur des matières premières traitées à façon.								
Produits et demi-produits de la production propre, incorporés dans la production brute à titre de dérogation aux méthodes de planification d'usine.								
Total								
Total de la production brute (rubriques 1-5)								
A titre indicatif : sur le volume global de la production brute, valeur des produits reçus au titre des livraisons de coopération.								

TABEAU 2
Calcul de l'utilisation des capacités de production (par République Fédérée)

	Unité de mesure	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Capacité au début de l'année.												
Accroissement de capacité total : dont au compte de la construction d'entreprises nouvelles de l'extension et de la reconstruction d'entreprise en service.												
Mise hors de capacité.												
Capacité annuelle moyenne.												
Production :	%											
dont provenant des capacités de production remises en service.												
Utilisation de la capacité annuelle moyenne : dont provenant des capacités de production remises en service.	%											

La République fédérative soviétique de Russie présente les calculs correspondant au débardage du bois et à la production de matériaux de sciage, globalement pour la République et par régions économiques.

En outre, pour l'industrie légère et la construction de machines, le nombre des postes de travail est précisé.

TABLEAU 3

INDICATIONS TECHNICO-ÉCONOMIQUES
de l'activité des hauts-fourneaux et des fours Martin (par République fédérée)

	Unité de mesure	1955	1958	1960	1965

ANNEXE AU TABLEAU 3

Liste des indications technico-économiques de l'activité des hauts-fourneaux et des fours Martin.

Indicateurs	Unité de mesure
Coefficient d'utilisation de la capacité utile des fourneaux.	
Production de fonte. Total.	milliers de t.
Total ramené en fonte d'affinage.	—
Capacité des hauts-fourneaux au début de l'année.	m ³
Capacité des hauts-fourneaux mis en service.	—
Nombre de m ³ -jours (calendaires) :	
pour les hauts-fourneaux en service au début de l'année.	m ³ . j
pour les hauts-fourneaux mis en service (séparément pour chaque haut-fourneau).	—
TOTAL	
Pertes de m ³ -jours du fait de grosses réparations.	—
Nombre de m ³ -jours pris en compte pour le calcul du coefficient d'utilisation de la capacité utile.	—
Coefficient d'utilisation de la capacité utile.	m ³ /t
Production d'acier par mètre carré de surface de sole des fours Martin.	
Production d'acier. Total.	milliers de t.
dont :	
Acier Martin.	
Acier au convertisseur.	
Acier électrique.	
Surface de sole des fours Martin :	
en service au début de l'année.	m ²
mis en service.	
TOTAL	
Total des m ² -jours (calendaires) d'activité :	
pour les fours en service au début de l'année.	m ² -j
pour les fours mis en service (séparément pour chaque four).	
TOTAL	
Pertes de m ² -jours du fait de grosses réparations.	
Nombre de m ² -jours pris en compte pour le calcul de la production d'acier.	
Production d'acier par m ² de surface de sole des fours Martin.	tonnes

ANNEXE AU TABLEAU 10

Liste des indicateurs technico-économiques venant à l'appui du plan des industries pétrolière et gazière.

Désignation des indicateurs	Unité de mesure
1. Extraction de pétrole. Total.	milliers de t.
A. Extraction de pétrole des puits mis en service au cours des années antérieures. Extraction de pétrole au cours du mois de décembre de l'année précédente (extraction conventionnelle). Coefficient de variation mensuelle. Coefficient multiplicateur. Extraction de pétrole.	coefficient milliers de t.
B. Extraction de pétrole des puits mis en service après forage (y compris gisements remis en exploitation). Mise en service de nouveaux puits. Profondeur moyenne des puits. Débit journalier moyen des puits en cours d'année. Nombre de jours d'activité par an. Extraction du pétrole ¹ .	nombre de puits mètres tonnes jours milliers de t.
C. Extraction de pétrole des puits désaffectés remis en service.	
2. Extraction de condensats des gisements de gaz.	
3. Forage de puits :	
Volume global de forage. dont : volume des forages de prospection. dont prospection de gaz. volume des forages d'exploitation. dont exploitation de gaz des puits exploités par refoulement (gaz-lift).	milliers de m ³
Vitesse de forage d'exploitation par foreuse et par mois.	mètres
Vitesse de forage de prospection par foreuse et par mois.	

¹ Il est présenté à titre indicatif le calcul de l'extraction possible de pétrole, des puits de prospection mis en exploitation.

ANNEXE AU TABLEAU 10 (suite)

Désignation des indicateurs	Unité de mesure
Gaz accompagnant le pétrole (gaz de sonde).	millions de m ³
Facteur de gaz (gaz/oil Ratio).	millions de m ³
Ressources de gaz.	gaz p. t., pétrole
Extraction de gaz.	millions de m ³
Gaz naturel.	millions de m ³
Fonds des forages d'exploitation en début d'année. dont forages en activité.	nombre de forages
Mise en exploitation de nouveaux forages.	
Nombre annuel moyen de forages en activité.	
Débit journalier moyen des forages.	milliers de m ³
Extraction de gaz.	milliers de m ³
Raffinage du pétrole et production de dérivés du pétrole :	
Production de produits blancs, en pourcentage par rapport au pétrole raffiné.	%
Raffinage primaire du pétrole.	milliers de t.
En outre, raffinage du pétrole après séparation des essences.	
Cracking de pétrole brut, dont : cracking thermique cracking catalytique	
Cokéfaction.	
Purification par solutions aqueuses.	
Pyrolyse.	
Essence d'aviation.	
Essence pour automobiles. dont : indice d'octane 66 indice d'octane 72 et plus.	
Pétrole lampant. dont : pétrole pour tracteurs. pétrole d'éclairage. pétrole d'aviation. en particulier : marque T ³ . marque T ⁴ .	
Pétrole brut pour pyrolyse.	
Carburant pour moteurs Diesel. dont carburant d'hiver.	

ANNEXE AU TABLEAU 10 (suite)

Désignation des indicateurs	Unité de mesure
Total des produits blancs.	
Total des mazouts de choix. dont : carburant pour moteurs mazout marins.	
Mazout brut de chauffe. dont mazout à faible teneur en soufre.	
Huiles pour moteurs d'avions.	
Huiles pour moteurs à réaction. dont huiles synthétiques.	
Huiles pour moteurs Diesel.	
Huile pour transformateurs.	
Huile pour moteurs. dont huile de viscosité Engler 18.	
Total des huiles de graissage. dont huiles purifiées par dissolution sélective.	
Graisses. dont graisses spéciales.	
Graisse consistante de synthèse, au savon de calcium (Solidol).	milliers de t.
Paraffine. dont paraffine malléable.	
Hydrocarbures aromatiques. Total. dont : benzol. toluène. acides.	
Bitume de pétrole.	
Acides naphthéniques.	
Autres dérivés du pétrole.	
Gaz de raffineries.	
Ressources. Total.	
Consommation : pour les besoins propres en combustibles. pour les entreprises de l'industrie chimique. pour le traitement du gaz.	
Pertes de pétrole et de dérivés du pétrole en cours de production.	

TABLEAU II

Balance du pétrole (par République fédérée)

Indicateurs	Désignation des centres d'extraction de pétrole (milliers de tonnes)			Total du pétrole
Extraction de pétrole				
Consommation de pétrole dans les exploitations				
Pertes lors de la préparation du pétrole au raffinage				
Pertes en cours de transport				
Stocks de pétrole restant dans les exploitations et les raffineries en début d'année.				
Ressource de pétrole destiné au raffinage.				
dont ressources dans les raffineries :				
.....				
.....				
.....				
Total du pétrole traité dans les raffineries.				
Pétrole pour carburant.				
Pétrole pour la préparation de produits noirs.				
Pétrole pour le remplissage des pipe-lines et capacités remis en exploitation.				
Stocks de pétrole restant dans les exploitations et les raffineries en fin d'année.				

Tableau présenté par la E. S. F. S. de Russie, et les Républiques S. S. d'Ukraine, d'Ouzbékistan, d'Azerbaïdjan, de Kirghizie et de Turkménie pour les années 1958 à 1960 et pour 1965.

CHAPITRE IV

La Yougoslavie

I. Structure de l'économie Yougoslave¹

Avant la guerre, l'économie yougoslave était essentiellement agricole. Depuis la fin des hostilités, le secteur industriel s'est développé considérablement. Toutefois, l'agriculture emploie presque 5 millions d'habitants (4'843).

Dans les secteurs non agricoles, il se crée chaque année environ 180'000 emplois. Dans les industries de transformation, l'emploi s'est accru d'environ 70 % au cours de ces dix dernières années. D'autres secteurs ont connu un accroissement analogue. La production industrielle représente aujourd'hui la moitié du produit total. Cette expansion se traduit par une multiplication des effectifs d'avant-guerre par 9,5. Un effort particulier a été donné aux industries de base (équipement, matières premières).

L'indice de la production de biens d'équipements, très bas en 1939 (indice de base 100), est en 1960 de 1.789 dont 406 doivent être attribués aux biens de consommation. Depuis 1953, les secteurs de l'industrie de biens de consommation et de biens d'équipement ont progressé à un rythme semblable. Il est intéressant de comparer cette évolution à celle de l'économie française (dernier chapitre) et de voir qu'à partir d'un certain stade de croissance économique, des problèmes analogues se posent. Dans les industries de transformation, en Yougoslavie, on voit par exemple les produits chimiques se développer considérablement. Pourtant, comme en France, le textile et les industries métalo-mécaniques occupent une place de 1er rang.

¹ Nous nous sommes servis des études statistiques présentées par l'O.C. D.E. « Yougoslavie » et O.N.U. « Etudes sur la situation économique de l'Europe ».

Un fait historique a été déterminant dans l'économie du pays - la coupure des relations économiques et commerciales avec l'U. R. S. S. en 1949.

Le progrès fut freiné mais les investissements ont continué à être faits à un rythme relativement accéléré. Ainsi les investissements fixes en biens productifs se sont élevés à 22 % du produit national de 1947 à 1952. Depuis lors, le niveau s'est maintenu à peu près constant. On estime que l'augmentation de l'emploi a été le principal facteur d'accroissement de la production. Nous croyons que c'est plutôt une conséquence qu'un déterminant de l'accroissement. A ce moment, les Nations-Unies notamment, préconisaient l'application des principes Keynésiens et ceci explique que certains résultats positifs qui eurent pour origine d'autres causes, furent interprétés selon ces principes.

S'ils se sont avérés justes pour des pays comme l'Allemagne et les Etats-Unis à un moment historique déterminé, ce ne fut pas le cas pour la Yougoslavie, pays sous-développé, où la politique du plein-emploi doit être élaborée en termes complètement différents (voir chap. II - sous-chapitre II).

L'aide en capitaux extérieurs s'est chiffrée pour 1957-1961 à 117 millions de dollars. Il faut cependant tenir compte qu'une grande partie de ce montant représente des crédits commerciaux. On a tiré sur le Fonds monétaire international 14 millions de dollars entre 1957 et 1961.

II. L'assouplissement de la planification yougoslave

Les assouplissements apportés à la planification yougoslave après la guerre sont notables. L'économie nationale était à cette époque (1947-1949) dépendante, en grande partie, de l'économie soviétique. Elle connut alors le système de planification rigide de l'Union Soviétique qui dut déjà être changé lors du premier plan quinquennal (1947-1951).

Le programme de production des entreprises qui était soumis aux instructions strictes des autorités fédérales ne l'est désormais plus. La grande innovation fut pourtant qu'on confia aux travailleurs la gestion des entreprises ; les ouvriers élisent un comité d'entreprise. Ce dernier élit un Conseil exécutif qui prend toutes les décisions concernant la marche de l'entreprise.

Comme nous le voyons, le comité d'entreprise est une organisation tout autre de ce qui, vulgairement, s'appelle en économie capitaliste un comité d'entreprise. Ce dernier est une simple réunion entre patrons et salariés où on discute les affaires concernant l'entreprise. Nous avons eu l'occasion d'entendre l'opinion de certains spécialistes français qui

estiment, pour la plupart, que les résultats pratiques ont été jusqu'à présent très minces. La raison principale est que les ouvriers qui participent à de telles discussions n'ont pas la formation comptable et économique suffisante pour discuter des résultats.

La décentralisation a permis aux entreprises de ne pas être assujetties à un dirigisme économique trop fort. Cette décentralisation est faite jusqu'au niveau des communes qui constituent les unités de base politiques et économiques.

Le système bancaire est aussi décentralisé depuis l'actuel plan et chaque commune possède une banque communale où sont prises toutes les décisions concernant l'octroi de crédits. C'est au niveau des communes qu'est décidé la construction de nouvelles entreprises. On a constaté que les structures agricoles furent plus difficilement adaptables aux nouveaux programmes de rationalisation. En 1952, 25 % du total des terres étaient administrées par l'Etat. Six ans après, 8 % seulement étaient administrées par l'Etat. On a abandonné pratiquement l'administration collective des terres. Presque 90 % des terres agricoles sont exploitées sous une forme mixte, semblable à celle que nous avons vue précédemment pour l'industrie. Cette structure ne changera probablement que si les propriétés collectives travaillant comme des propriétés pilotes augmentent leur productivité. Autrement, rien ne démontre qu'une collectivisation croissante ait lieu. L'expérience soviétique avait déjà montré que l'agriculture est difficilement planifiable.

La planification agricole chinoise, qui fut d'abord expérimentée dans certaines régions du pays avant d'être généralisée, connut aussi de graves difficultés.

La planification indicative française a rencontré aussi des obstacles considérables dans les prévisions agricoles.

Ce sont les entreprises qui fixent la production future et qui déterminent les montants des investissements. C'est l'office Fédéral de planification qui établit les différents choix possibles tant économiques que sociaux en accord avec les objectifs généraux proposés par les plans quinquennaux. Les prévisions par secteur sont faites par des techniques comptables qui se basent sur les Matrices de Leontieff (200 produits industriels, 70 biens de consommation et 20 produits agricoles). On établit des projections qui vont jusqu'à 20 ans. Ces prévisions ne sont valables que pour certaines industries de base. Même pour celles-ci, comme nous a dit M. Bustarret¹, les investissements sont sujets à des aléas considérables dans ce secteur, dont le plus grand est l'évaluation du marché international.

¹ Chargé de mission au Commissariat responsable de la section des industries sidérurgiques.

On établit des plans fédéraux annuels pour réaliser le plan quinquennal. C'est un peu l'équivalent des « tranches opératoires » dans le plan français. Chaque année on établit une confrontation entre les objectifs du plan quinquennal et les résultats de l'année précédente. De cette façon, on connaît les ajustements qu'il faut faire pour que le plan soit respecté. Il existe aussi un plan de crédit annuel qui fixe l'utilisation des crédits par secteur.

Un problème important se pose, à savoir les moyens que le gouvernement possède pour diriger cette économie décentralisée. C'est l'investissement, la variable stratégique pour diriger l'activité des entreprises. La politique de l'investissement et la politique monétaire vont de pair. Le Fonds Général d'investissements dépend de la Banque Yougoslave d'investissement. Presque 70 % des investissements sont dirigés par le Fonds. Les crédits se destinent surtout aux secteurs-bases, et on dirige les investissements des communes et entreprises au moyen d'un système de soumissions concurrentielles. On pouvait croire que les entreprises dirigées par des comités d'entreprises auraient tendance à distribuer leurs profits sous forme de revenus aux salariés. En fait il en va autrement car les entreprises font de l'autofinancement ($\frac{1}{3}$ environ de leurs besoins en capitaux) et ceci les met en meilleure posture vis-à-vis des organismes bancaires qui leur faciliteront les crédits. Les intérêts sur les avoirs fixes et les fonds de roulement sont destinés à être centralisés dans des fonds sociaux, ceci indépendamment des intérêts versés pour les capitaux empruntés.

Entre les objectifs de production pour 1957-1961 et la réalité, de grands écarts se sont manifestés.

Le niveau de production prévu pour 1961 était déjà atteint en 1960. Le plan prévoyait 9,5 % d'accroissement du produit social et en réalité le taux fut de 12,7. La progression des investissements en capital fixe a été plus rapide que celle prévue (13,4 % pour 8,5 %). De même pour la consommation privée, on avait prévu 7,3 % et la réalité donne un taux de 10,5 %. Le taux d'importations était prévu à 6,6 % et en réalité ce fut 13,7 %.

On constate que c'est sur le seul point des importations que le plan a considéré une hypothèse trop optimiste. Les autres taux ont été sous-estimés. Les prévisions sont dans la pratique extrêmement difficiles comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

« Les prévisions¹ des investissements pour 1961-1965 accordent la priorité aux industries de base, transports et automatisation. Le taux de croissance de l'investissement fixe que le plan prévoit est donc plus

¹ Etude O. N. U. sur la situation économique de l'Europe en 1960, Genève 1961, p. 67.

élevé que celui de la croissance de la consommation (12 % et 9 % respectivement) avec une redistribution modeste du produit national brut. La productivité générale devra augmenter de près de 40 % et la densité de capital de près de 60 % de sorte que le rapport marginal capital/production passera, pour l'économie dans son ensemble, de 2,4 à près de 2,8 %. Toutefois, cet accroissement est, dans une certaine mesure, plus apparent que réel, car, au début de la mise en application du plan précédent, la capacité de production oisive était plus importante qu'aujourd'hui. »

De même que les plans fédéraux annuels se corrigent par rapport à l'année précédente, le plan quinquennal se transforme en tenant compte de certaines erreurs commises dans le passé.

TABLEAU 11 - PRODUCTION ET PRODUCTIVITÉ
(Secteur nationalisé seulement)

	Indice de la production		Emploi		Productivité		Productivité taux annuels composés	
	1960	1965	1960	1965	1960	1965	1960	1965
	1956	1960	1956	1960	1956	1960	1956	1960
Industrie	171,5	184,1	134,5	135,0	127,5	136,4	6,3	6,4
Agriculture	171,6	304,9	150,5	149,1	114,0	204,5	3,3	15,4
Sylviculture	130,3	138,2	102,5	120,5	127,0	114,7	6,2	2,8
Bâtiment et travaux publics	190,0	193,5	136,0	126,9	139,7	152,5	8,7	8,8
Transports	176,6	177,5	128,3	124,3	137,6	142,8	8,3	7,4
Commerce et restaurants	184,2	178,1	119,4	128,2	154,2	138,9	11,4	6,8
Artisanat	228,1	208,1	156,1	147,4	146,1	141,4	9,9	7,1
TOTAL	176,7	187,8	135,6	134,9	130,3	139,2	6,8	6,8

Source : Mémorandum de la Yougoslavie à l'O. C. D. E.

TABLEAU 10

Resources et défenses
(Milliards de dinars et pourcentage)

	Pourcentage d'augmentation pendant chaque période				Taux de croissance annuels composés		
	1956-61 prévisions du plan 2	1956-60 réalisations	1960-65 prévisions du plan 12	1956-61 prévisions du plan	1956-60 réalisations	1960-65 prévisions du plan 12	
Produit social ³	2'746	61,8	72	9,5	12,7	11,4	
Consommation privée ⁴	1'359	49,1	52	7,3	10,5	8,8	
Consommation du secteur public et défense nationale ⁵	259	38,5	40	2,0	8,5	7,0	
Investissements productifs, total	890	71,4	83	6,0	14,5	12,8	
Capital de base	623	65,3	74,7	8,5	13,4	11,8	
Fonds de roulement et stocks	267	87,6	104,8		17,1	15,4	
Niveaux sociaux ⁶	396	101,3	84	13,7	19,1	12,9	
Exportations de biens et services	209 ⁷	64,9 ⁶⁶	90	10,9	13,3 ⁸	13,6	
Exportations de biens et services	271 ⁷	67,2 ⁶⁶	63	6,6	13,7 ⁸	10,3	

Source : Mémoire de la Yougoslavie à l'O. C. D. E.

TABLEAU 10
Ressources et dépenses (suite)

¹ Fondées sur les estimations pour 1960.

² Les chiffres représentant les prévisions du plan 1956-1961 pour la consommation du secteur public, les investissements et les services sociaux et culturels ne comprennent pas les réserves fédérales prévues, dont une part considérable a été consacrée à l'investissement.

³ Selon la définition Yougoslave.

⁴ De biens et de services productifs.

⁵ Dépenses courantes (à l'exception des traitements des services sociaux) et investissements, autres que les investissements de caractère social.

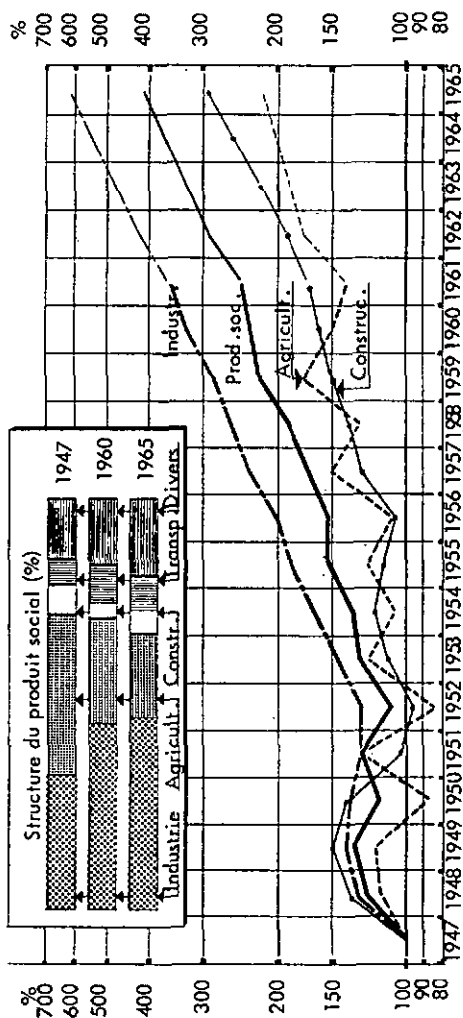
⁶ Y compris les dépenses courantes (sauf les traitements) et les investissements consacrés à la construction de logements, d'écoles, d'hôpitaux, etc.

⁷ Y compris les postes non commerciaux qui ne sont pas compris dans le plan.

⁸ Seules les exportations et les importations de biens sont calculées à prix constants. Compte tenu de la forte baisse des tarifs des transports au cours de cette période, le taux global d'accroissements des exportations de biens et de services dépasserait quelque peu le taux d'accroissement des importations de biens et de services.

Graphique 1
EVOLUTION ET STRUCTURE DU PRODUIT SOCIAL, 1947-1961
ET PREVISIONS DU PLAN 1961-1965

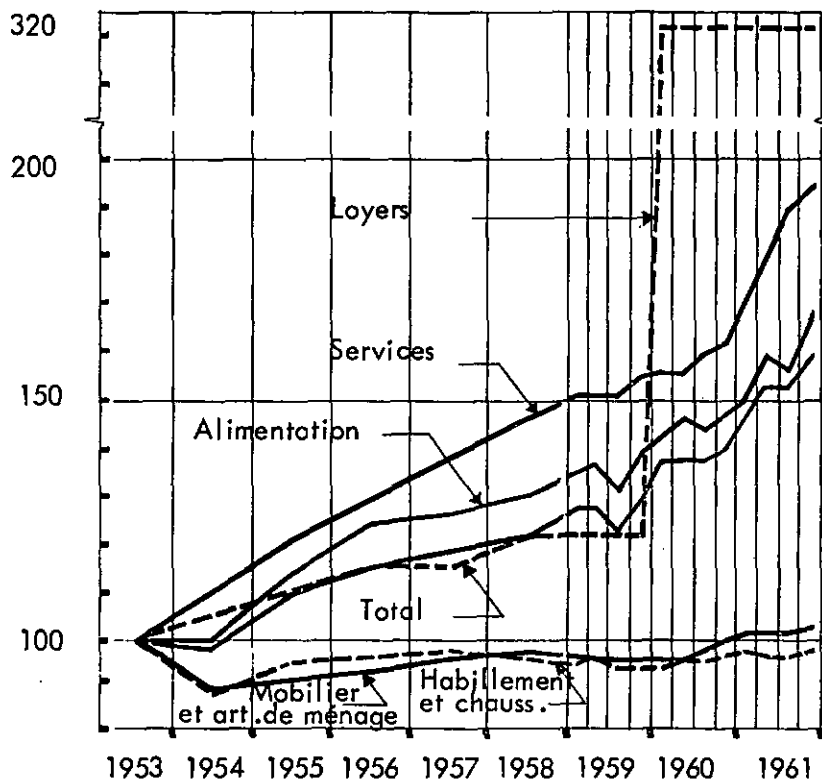
Echelle semi-larithmique 1947 = 100



Source : Annuaire statistique de la RFPY et plan 1961-65.

Graphique 2
INDICE DU COUT DE LA VIE¹ 1953-61

1953 = 100



¹ D'une famille d'ouvriers de quatre membres.

Source : L'Indice, Revue mensuelle de la Statistique Economique de la Rép. de Yougoslavie.

TABLEAU 8

**Ventilations, d'après leur origine, des capitaux destinés
aux investissements bruts fixes**

	En pourcentage		
	1949-52	1953-56	1957-60
Fédération	72,8	46,6	38,1
République et communes	25,4	25,9	26,0
Entreprises	1,8	27,5	30,7
Total	100,00	100,0	100,0¹

¹ 5,2 % non classés.

Source : Vesnik, juin 1961.

TABLEAU 2

Structure et expansion de la production

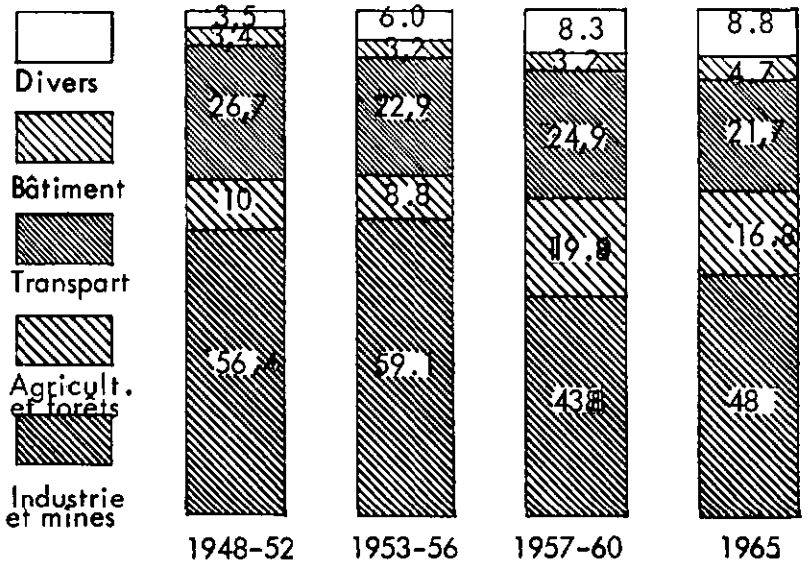
	1947		1953		1960 provisoire	
	% du total	1947 = 100	% du total	1947 = 100	% du total	1947 = 100
Total	33,3	141	35,8	331	46,2	46,2
Industrie	39,1	122	36,1	150	24,6	24,6
Agriculture	3,8	75	2,1	102	1,6	1,6
Bâtiment et travaux publics	6,6	111	5,6	160	4,4	4,4
Transports et communications	6,0	161	7,4	348	8,8	8,8
Commerce	7,2	151	8,3	310	9,4	9,4
Artisanat	4,0	151	4,7	291	5,0	5,0

Source : Annuaire statistique de la Yougoslavie, 1961.

Graphique 3

**STRUCTURE DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE
DANS LE SECTEUR PRODUCTIF¹**

(en pourcentage)



(Prévisions du Plan)

¹ Secteur privé non compris.

Source : Mémorandum de la Yougoslavie.

TABLEAU 1

Répartition de la population active par profession¹
(en milliers)

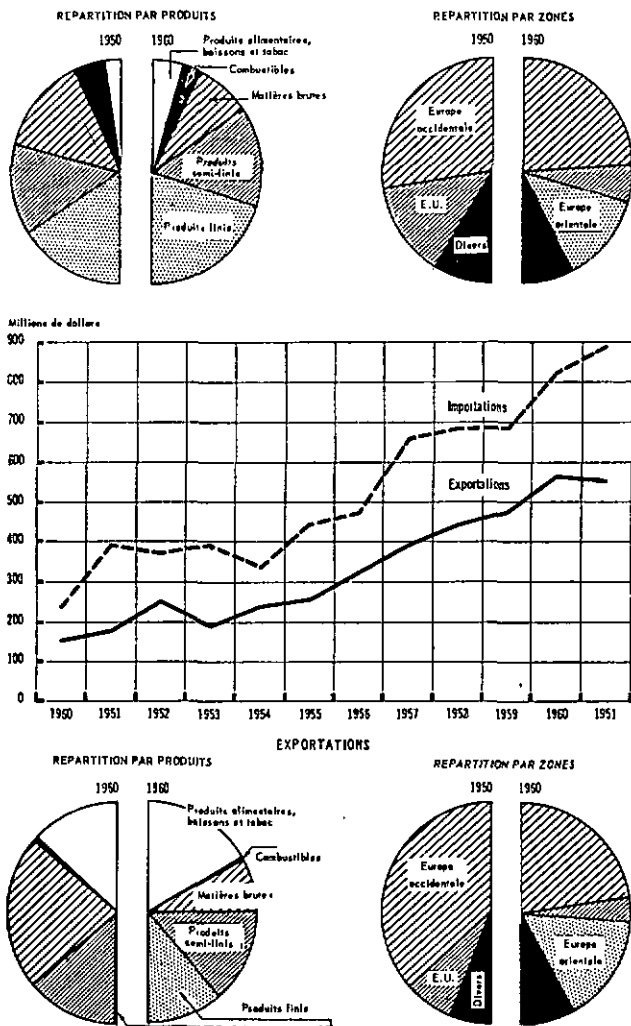
	1956	1957	1958	1959	1960
Agriculture : Total ²	5'240	5'115	4'993	4'849	4'843
dont : Agriculture et sylviculture dans le secteur nationalisé	229	231	272	300	328
Secteurs non agricoles : Total	2'092	2'246	2'365	2'527	2'741
dont : Industries de transformation	861	924	995	1'048	1'133
Bâtiment et travaux publics	234	240	252	259	294
Transports	182	188	193	212	223
Commerce et restaurants	207	216	221	236	259
Artisanat	180	209	231	246	244
Enseignement	104	113	123	130	139
Administration de l'Etat et santé publique	183	196	200	215	223
Divers	141	160	150	181	226

¹ En septembre de chaque année.

² Estimation de l'Office Fédéral de Planification pour l'ensemble des propriétaires exploitants et du secteur nationalisé ; population agricole active.

Source : Annuaire statistique de la Yougoslavie 1961 et mémorandum de la Yougoslavie à l'O. C. D. E.

Graphique 4 COMMERCE EXTÉRIEUR Importations



Source : Annuaire statistiques de la R. F. P. Y.

CHAPITRE V

Planification souple

Dans ce chapitre nous nous servirons exclusivement de l'expérience française.

Nous essayerons de montrer :

1. La finalité d'une planification indicative (souple).
2. Le rôle de l'investissement dans la planification indicative.
3. La relation entre l'investissement et les « structures » dans la planification indicative.

I. Historique

L'économie française fut en stagnation, sinon en recul, depuis 1914-1918. De 1929-1939 l'investissement net est devenu négatif. La production nationale a diminué de près de 30 %. Survint la deuxième guerre mondiale. La France en sortit avec son potentiel industriel partiellement détruit.

En face de cet état catastrophique, le pays cherche à s'organiser socialement et économiquement.

Plusieurs réformes de structures avaient été élaborées pendant la guerre par le Conseil National de Résistance.

Le plein-emploi devient un mot d'ordre et une socialisation croissante voit le jour.

A cette époque, la FRANCE subit encore l'effet de son évolution démographique caractérisée par la baisse de mortalité. Depuis la fin du 19^e siècle le Malthusianisme sous toutes ses formes s'instaure dans tous les comportements humains, que ce soit dans les familles (naissances d'enfants) ou que ce soit au sein de l'Etat (la construction, etc.).

Une politique de renouveau démographique apparaît en 1946 (allocations familiales, etc.). A ce moment, comme le dit Alfred Sauvy¹ : « La lutte est donc engagée entre la force vitale et l'inertie conservatrice, entre la jeunesse et la vieillesse, entre les forces du passé et celles de l'avenir ».

La création du premier plan français date de 1946, mais c'est seulement à partir de 1947 que Jean Monnet organisa l'équipe qui devait travailler avec lui à son élaboration.

Devant la situation de l'économie française, Jean Monnet comprit qu'il fallait opérer d'urgence, sans trop de discussions théoriques, le redressement économique. On a choisi les secteurs-clefs suivants : énergie (électricité, gaz, pétrole), transports (chemins de fer, ports, etc.), production d'acier, production de ciment, machines agricoles.

Le second Plan (1954-1957) se donne des objectifs différents. Les produits de base ne manquent plus, les objectifs de l'équilibre deviennent les plus importants. On établit un taux de croissance de 4,5 ; les objectifs ont été dépassés dans presque tous les secteurs. L'inflation a pourtant contrecarré les objectifs d'équilibre.

La fin du plan se caractérise donc par une forte inflation qui oblige le gouvernement à décider une dévaluation de la devise française en 1958.

Cette politique ayant réussi, l'équilibre a pu se maintenir jusqu'à nos jours. Le taux de croissance s'est maintenu entre 4 % et 5 %.

Le présent chapitre sera consacré à l'étude de quelques aspects du 1^{er} Plan (1962-1965).

II. Finalité d'une planification indicative

Nous ne nous sommes pas attardés dans le chapitre sur la planification soviétique à la terminologie de la planification. Dans les économies collectivistes, la philosophie marxiste-léniste définit en termes précis les différents concepts de planification. Dans une économie de marché, la question se pose différemment.

Le nom officiel est : Plan de modernisation et d'équipement. Aujourd'hui, on emploie communément l'expression de planification indicative ; on pourrait aussi l'appeler planification souple.

Monsieur Pierre Massé², commissaire général au Plan, précise que « la planification française, moins qu'impérative, mais plus qu'indicative,

¹ Alfred Sauvy : « Théorie de la population », tome II, p. 19-49.

² P. Massé : Préface à l'ouvrage de F. Perroux « Le 4^{ème} Plan ».

pourrait être plus justement qualifiée de planification active, en ce sens qu'elle implique l'engagement, dans le cadre général qu'elle a tracé, d'une série d'actions particulières tendant à faire passer le plan dans les faits ».

Aujourd'hui le mot de « plan » a acquis droit de cité dans plusieurs pays tels que la Hollande, l'Angleterre et l'Italie.

III. Nécessité de planification

Nous avons vu, dans les chapitres concernant la planification dans les économies collectivistes, les nécessités économiques de la planification. Mais dans ces économies, la planification s'identifie au système économique.

Les économistes soviétiques notamment nient le caractère de planification à la planification française.

Nous avons vu auparavant que la planification soviétique n'est rigide que théoriquement, et que dans la pratique elle tend à s'assouplir. Bien qu'apparemment paradoxal, il nous semble qu'il n'y a rigidité économique que là où les outils de mesure économique sont imparfaits.

Il y a deux raisons à la planification indicative :

1. Possibilité de mieux prévoir.
2. Possibilité d'orienter l'économie.

1°. Nous avons vu dans le premier chapitre que l'acte d'investir comporte un risque. Nous avons vu aussi que la diminution de ce risque est dépendante des améliorations capables d'être apportées à la prévision de toutes les variables économiques et extra-économiques (voir chapitre 2) qui encadrent l'investissement.

Les conditions modernes du développement économique ont changé. Aussi forte que soit la position d'une firme sur le marché, elle ne peut plus désormais faire un choix rationnel des investissements, sans pour autant connaître l'évaluation de plusieurs variables de l'ensemble du marché, que seule la planification indicative peut lui fournir.

Voyons comment :

1. Une connaissance exacte de l'évaluation démographique du pays est indispensable. Elle fait connaître entre autres :
 - a) les besoins d'une population croissante,
 - b) les effets sur l'économie du vieillissement démographique.

- c) les migrations professionnelles,
- d) les conditions démographiques différentes de la campagne et des villes,
- e) la qualité de la population,
- f) le plein-emploi, le sans-emploi,
- g) les possibilités de formation professionnelle.

C'est seulement par une connaissance exacte de ces différents points que l'investisseur privé pourra « lancer une affaire » ou continuer à développer son entreprise. Si individuellement quelques investisseurs privés peuvent réussir autrement, l'ensemble des investisseurs qui ne connaîtraient pas les éléments cités ci-dessus, trouveraient dans leur chemin des « goulots d'étranglement ».

2°. La connaissance de l'évaluation de la demande par secteur.

S'il y a un point difficile à déterminer, c'est l'évaluation de la demande. Les goûts des consommateurs sont constamment influencés par la publicité, « l'effet de démonstration », etc., le changement de structures et la conjoncture économique (voir chapitre II).

3°. L'évaluation technique, extrêmement rapide dans la presque totalité des secteurs économiques, fait que les amortissements doivent être pensés en termes nouveaux ; les capitaux nécessaires à la course au progrès technique augmentent.

IV. La position du plan devant l'incertitude économique

A l'heure actuelle, les entreprises qui veulent investir des capitaux, pour augmenter ou changer leur production, connaissent les nécessités d'approvisionnement et une partie des débouchés directs. Mais elles ne peuvent pas avoir une vision suffisamment large de tous les autres secteurs, au-delà de la simple prévision pour une ou deux années. Le Plan va permettre une attitude prospective pour une période plus longue.

Les matrices input-output de Léontieff sont l'illustration mathématique de cette nécessité de programmer dans un plan inter-sectoriel.

Prenons un exemple :

L'industrie du ciment, au moment d'établir le montant global des nécessités du marché, doit connaître le programme de toutes les indus-

tries du bâtiment. Celles-ci doivent connaître le programme de toutes les industries qui veulent augmenter leurs installations. De même les nécessités pour faire face au marché du logement ne pourront être convenablement étudiées si on ne connaît pas le programme de logement pour tout le pays. C'est la coordination de tous ces programmes qui constitue la tâche majeure du Plan.

A) Méthodes de prévision ¹

La prévision de 1961, faite pour le 3^{me} plan, se présentait comme un cadre indicatif pour les commissions de modernisation, dans lequel, comme le dit Pierre Baubet ², «...il leur était demandé de se placer pour assurer la cohérence de leur effort ; aucun groupe limité à l'analyse d'un secteur, à plus forte raison aucun industriel appartenant à ce groupe, ne peut se contenter de sa seule information ou de sa seule expérience pour préciser ses propres possibilités de développement... Un cadre général doit donner une image du développement de l'ensemble, que les commissions discutent, mais à l'intérieur de laquelle elles se placent, et préciser les conditions dans lesquelles les équilibres peuvent être respectés. Les caractères de la projection changent alors ».

Les perspectives de l'Économie française pour 1965 ³ furent faites par le Gouvernement.

Deux points importants sont à relever :

1°. Les perspectives se basent sur l'hypothèse que la politique gouvernementale continue une ligne semblable aux années antérieures.

2°. Les prévisions dans les secteurs de base (énergie, sidérurgie) doivent être faites pour une période plus longue, mais qui ne dépassera pas les 10 ans.

Comment peut-on faire la détermination du produit intérieur de l'année terminale ?

Selon P. Baubet ⁴, « elle est obtenue en décomposant le produit intérieur de l'année de base 1954 - en valeur ajoutée pour chacun des grands secteurs, agriculture, industrie, transports, commerce, administration, et en multipliant ensuite cette valeur ajoutée par la variation

¹ F. Lisle : « Les prévisions de consommation » (Revue économique 1961, No 1).

² Pierre Baubet : « L'expérience française de planification 1958 », p. 109.

³ Publié par l'Imprimerie nationale, Paris 1956.

⁴ P. Baubet : « L'expérience française de planification 1958 », p. 110.

de population et la variation de productivité par homme de chacun des secteurs dans les années terminales 1961, 1965 : il suffit de les additionner pour obtenir le produit national 1961 ou 1965.

La décomposition du produit intérieur de l'année de base ne pose pas de difficultés particulières puisqu'il s'agit du passé. La prévision de la population active en offre davantage ».

Les contacts que nous avons pu avoir avec quelques responsables de la planification française nous ont permis de constater le décalage qui existe entre la théorie pure économique et ses possibilités d'application. Ainsi, nous avons vu qu'une méthode de prévision largement employée est celle de l'extrapolation, même dans des prévisions de quelques industries de base où entrent en ligne de compte les changements de structure. Si les modèles économétriques sont utilisés comme nous le verrons tout à l'heure, nous sommes d'accord avec P. Bauchet, quand il dit en se référant aux relations constantes entre la productivité et la production, entre la production et les investissements que « les relations constantes servent alors d'assises à un jeu d'équations simultanées qui permettent une prévision, mais l'état actuel de l'information ne permet pas de se fier aveuglément à une machine mathématique - du genre de celle utilisée par la perspective hollandaise ».

Pierre Massé pouvait dire en se référant à l'ouvrage de F. Perroux « Le IV Plan » qu'il est « normal que l'homme de la pensée pure soit en avance sur l'homme engagé aux confins ambigus des idées et de l'action ». Cette proposition est importante par ses conséquences pratiques :

1°. Il est fâcheux d'employer certaines solutions théoriques si on n'a pas les moyens techniques pour les employer concrètement.

2°. Il est indispensable, dans l'élaboration du plan, de maintenir constamment le dialogue entre les théoriciens et les praticiens.

Nous allons voir maintenant quelles sont les variables susceptibles de prévisions.

1. L'évolution démographique

Différentes techniques permettent de déterminer la population future d'un pays.

En FRANCE, l'Institut National d'études démographiques se charge de ces études. Les progrès dans le calcul des différents coefficients de natalité, mortalité, vieillissement, sont considérables. Il y a pourtant, deux points où les calculs s'avèrent difficiles.

Le premier est la détermination de l'évolution de la population dans les différents secteurs économiques.

TABLEAU V

Répartition de la population active par secteurs
(en milliers)

Secteurs	1954	1965	Variations	Taux d'accroissement
Agriculture	5.200	4.200	— 1.000	— 19 %
Industrie	6.670	7.670	+ 1.000	+ 15 %
Transports	1.000	1.100	+ 100	+ 10 %
Commerce	2.780	2.920	+ 190	+ 7 %
Services	1.220	1.480	+ 210	+ 17 %
Domestiques	520	480	— 40	— 8 %
Administrations	1.580	1.700	+ 170	+ 11 %
Demandes d'emploi	380	300	— 30	— 10 %
Total général	19.200	19.800	+ 600	+ 3 %
Contingent	320	280	— 90	— 28 %
Total général	19.520	20.080	+ 510	+ 3 %

Le deuxième est l'étude des migrations professionnelles, « les distorsions, qu'elles soient passagères, durables ou systématiques sont encore trop négligées par la science économique, pure ou appliquée »¹. La connaissance de la quantité et de la qualité de la population active est indispensable pour connaître le marché du travail et le marché des consommateurs. Il est important de constater qu'une politique économique est aussi une politique de population.

2. Le calcul de la productivité

La productivité est le quotient de la production par les facteurs de la production². Généralement on ne se réfère qu'à la productivité du travail, qui est le quotient de la production par la durée du travail.

« L'évolution de la productivité par homme au cours de la période considérée, deuxième élément qui commande la croissance du produit national, dépend d'une série d'éléments très difficilement analysables »³.

¹ A. Sauvy : « Théorie de la population », tome II, p. 265.

² Dictionnaire économique, volume II.

³ Pierre Bauchet : « L'expérience française de planification 1958 », p. 112.

Les efforts pour l'augmentation de la productivité sont un des objectifs privés du Plan. La Commission de productivité remarque que la production intérieure française a augmenté de 67 % de 1949 à 1960 alors que, pendant le même temps, la population active et la durée du travail restaient pratiquement inchangées.

Monsieur Raison¹ nous a dit que le rôle humain de la productivité dans l'essor de l'entreprise moderne devient chaque jour plus grand, tant par la diminution de la peine que par l'intellectualisation du travail.

La mesure de la productivité peut répondre à des finalités très variées² :

1. L'utilisation dans un modèle de croissance économique ; prévision du niveau de vie, de la production et de l'emploi ; étude comparée du dynamisme des différentes branches et utilisation éventuelle pour la politique d'investissement ; modification de la population active entre les différents secteurs.
2. Détection des différents facteurs de la production et analyse de leur influence, la connaissance de l'influence des facteurs étant susceptibles de fournir d'utiles indications sur le diagnostic de la gestion de la nation, de l'industrie ou de l'entreprise.
3. Politique et répartition des fruits, et en particulier, élément d'une politique salariale et d'une politique de prix.
4. Calcul des dispersions de productivité selon différents critères ; taille de l'entreprise, localisation géographique, etc., et insertion de celles-ci, d'une part, dans une politique de la profession, d'autre part, dans une politique de l'aménagement du territoire.
5. Élément de la rentabilité de l'entreprise.
6. Comparaisons inter-entreprises dans le but de déceler les points faibles et d'améliorer techniquement ou commercialement l'entreprise.
7. Comparaisons internationales portant sur la productivité des économies.

Monsieur Vicent³ a établi un tableau de ces différentes formules.

¹ M. Raison, Chef du Service de la Productivité, commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité.

² Rapport général de la Commission de la productivité.

³ M. Vicent : « La mesure de la productivité, études et conjonctures 1961 ».

Selon P. Bauchet¹ : « en multipliant la valeur ajoutée de l'année de base par l'indice des effectifs et l'accroissement de la productivité, on obtient les valeurs ajoutées par secteur dont la somme est égale au produit brut pour l'année terminale ».

La mesure de la productivité dépend de la valeur des statistiques existantes.

Différentes réformes doivent être apportées, telle une normalisation plus grande entre les administrations nationales. Des statistiques supplémentaires doivent être établies pour différents secteurs. Au sein même de l'entreprise, les facteurs de production doivent être calculés d'une façon plus correcte. Ainsi la Commission de productivité estime que les prochains recensements industriels et agricoles devraient pouvoir fournir les renseignements suivants :

- totalité des effectifs employés
- ouvriers productifs
- heures de travail correspondantes
- équipements utilisés
- estimation du capital investi.

Si en France des questions pareilles se posent, les pays sous-développés qui voudront appliquer une planification indicative doivent faire un effort préalable considérable mais indispensable pour la modernisation de l'appareil statistique.

La productivité est une technique mais elle ne peut être vraiment utile que si elle trouve un champ favorable à son acceptation

Actuellement il y a 35 centres professionnels de productivité. Nous en avons vu fonctionner quelques-uns dans le Nord et Nord-Est de la FRANCE. Avec des effectifs restreints - 3-4 personnes, ils étaient néanmoins des animateurs économiques efficaces. Souvent le président du centre occupait des fonctions politiques et économiques importantes dans la région, ce qui représentait une caution vis-à-vis des entreprises les plus réfractaires au mouvement de la productivité. Sur ce sujet pourtant les opinions divergent. Nous trouvons que ce fait n'enlève nullement le caractère d'indépendance à ces organismes, mais qu'au contraire, il le renforce. Pour les pays sous-développés, où la productivité aura difficilement gain de cause, il est important que, pour arriver à son implantation, s'allient les forces politiques et économiques.

M. Gonod² nous a dit que les conditions de cette progression sont essentiellement les suivantes :

¹ Pierre Bauchet : « L'expérience française de planification 1958 », p. 113.

² P. Gonod, chargé des études et Recherches de Productivité, commissariat général au Plan.

1. Diffusion et information actives : il faut créer les conditions psychologiques pour lancer le mouvement.
2. Diagnostic, dans chacune des branches d'industries, des principaux moyens d'améliorer la productivité.
3. Une fois ces conditions psychologiques et ce travail préparatoire d'analyse technique et économique effectués, expériences et actions pilotes avec la participation des éléments de pointe de la profession.
4. Création de groupes d'entreprises et de groupements divers qui exerceront un rôle de rayonnement sur l'ensemble de la profession. Il n'est pas nécessaire alors de toucher l'ensemble d'une profession pour provoquer des progrès. Parmi les actions pilotes qui ont ensuite pu être menées, cette fois, sur l'ensemble de l'économie nationale, on peut citer : la nationalisation de l'industrie de la laine ; la diffusion dans notre pays de la culture du maïs, célèbre dans le monde entier, et qui a les faveurs d'un certain nombre d'hommes politiques. La culture du maïs a été une très grande réussite car on a pratiquement réussi à éviter les importations qui pesaient gravement dans la balance des comptes. Dans le domaine de l'intensification fourragère, réussite également.

La commission Rueff-Armand voit aussi dans l'insuffisance d'information et de sensibilisation les résistances structurelles mentales, et économiques (voir chapitre II).

Une des préoccupations dominantes d'une politique de productivité est les conditions de travail et les conditions d'existence des travailleurs.

Nous relevons quelques chiffres présentés par la Commission de productivité en 1961 :

a) les accidents du travail :

en 1959, il y a eu 1.162.148 accidents pour 10.721.543 travailleurs, ce qui, sur la base de 2.200 heures environ de travail par an correspondant à une durée de travail de 45 heures par semaine, représentait environ :

Un accident avec arrêt toutes les 8 secondes,

un accident grave toutes les 90 secondes,

un accident et demi mortel toutes les heures.

Les chiffres signifiaient pour 1959 127.168.650 journées de travail perdues, soit 1 travailleur accidenté sur 9, soit encore près de 12 journées de travail perdues par travailleur. Sur le plan de la production, ces 127 millions de journées de travail perdues équivalaient à la mise en chômage pour une année de près de 8 usines analogues à l'ensemble

de la Régie Renault ou à la mise en chômage pendant 2 ans de toutes les mines, ou pendant un an et demi d'une entreprise comme la S. N. C. F.

Pour 1959, les charges ont coûté à la Sécurité sociale environ 114 milliards de francs, l'équivalent de 49.000 logements ou de 18.275 classes pouvant recevoir 730.000 écoliers.

b) L'absentéisme et l'instabilité de la main-d'œuvre constituent aussi un lourd poids humain et financier.

M. Jardillier¹ nous a communiqué une étude où il est montré que l'instabilité varie entre les usines. Elle porte sur 6 entreprises comptant 3.000 à 6.000 salariés. (Nombre égal de main-d'œuvre, d'ouvriers jeunes et âgés).

Dans l'usine A, le taux de renouvellement de la main-d'œuvre était de	3,5 %
Dans l'usine B, il était de	8 %
Dans l'usine C, il était de	11 %
Dans l'usine D, il était de	17 %
Dans l'usine E, il était de	26 %
Dans l'usine F, il était de	44 %

Dans deux entreprises automobiles de la région parisienne occupant une population ouvrière comparable, l'instabilité était de 4 % pour l'une et de 50 % pour l'autre. Pourtant dans la dernière, les salaires étaient plus élevés que dans l'autre.

C'est la mesure de la productivité qui nous permet de connaître l'évaluation de l'entreprise, de la profession et de la région ou tout au moins de nous faire prendre conscience de leur situation. La mesure de la productivité est la première étape d'une politique de productivité consciente.

V. Les industries de transformation

Nous avons choisi les industries de transformation pour montrer les techniques de planification en raison de leurs caractéristiques spéciales.

Étymologiquement, ces industries s'opposent aux industries d'extraction. En fait le concept est plus restreint. La définition est normalement donnée par différence, car les industries qu'on ne classe pas dans

¹ M. Jardillier, Directeur de l'Institut de Psychologie industrielle Appliquée.

ce groupe sont rares. Dans ces dernières, nous trouvons les industries sidérurgiques, chimiques, du bâtiment et alimentaires.

M. Chapel¹ nous a parlé de leurs caractéristiques et de quelques problèmes importants qui se posent pour l'ensemble du groupe.

Elles représentent une grande diversité comme on peut le constater par les tableaux reproduits à la fin du chapitre. On peut toutefois les classer en trois grands groupes.

- a) Industries mécaniques et électriques,
- b) industries textiles,
- c) diverses (parfumeries, jouets, etc.).

Une de leurs caractéristiques principales est la grande quantité de main-d'œuvre employée. La moitié de l'industrie française est constituée par les industries de transformation. Pourtant, dans la totalité des investissements annuels, elles n'interviennent que pour 1/5.

Le degré de concentration géographique est grand, environ 30 % dans la région parisienne. Une des politiques préconisées par la planification est la décentralisation des industries de transformation. Les facilités accordées, sous tous les aspects (fiscal, formation professionnelle, etc.), aux régions moins industrialisées sont considérables.

Mais la planification qui établit les prévisions n'a pas souvent les moyens d'agir d'une façon tout à fait efficace dans un secteur si diversifié. Les industries dont l'autofinancement représente plus de 80 % des investissements ne subissent que faiblement l'emprise de l'Etat, par le truchement de la politique de crédit bancaire. Un excès d'individualisme et d'esprit rétrograde devant les nouvelles techniques de gestion fait que les données statistiques que ces entreprises peuvent fournir sont incomplètes. La Commission des industries de transformation fait un grand effort pour montrer à ces entreprises l'intérêt qu'elles ont de se grouper. Voyons quelques chiffres cités par M. Chapel : « Seulement 26 % des salariés travaillent dans des établissements occupant plus de 500 salariés. 31 % travaillent dans les entreprises de moins de 50. Bien que quelques industries soient très concentrées (Ex. : l'automobile), il n'en demeure pas moins que dans l'ensemble, le degré de concentration est moins grand que dans des pays comme l'Allemagne et les Etats-Unis. Si ce groupement ne s'effectue pas, ces industries seront dans une situation défavorable par rapport à la concurrence ».

Soixante membres composent la Commission des industries de transformations (chefs d'entreprises, des organisations syndicales de salariés, et des fonctionnaires).

¹ M. Chapel, Inspecteur général de l'industrie, Rapporteur général de la Commission de productivité.

Il est difficile de coordonner, dans un groupe si étendu, les différentes études sur le calcul des indices de production, les effectifs et les investissements.

Les prévisions de la production nous fournissent en même temps les prévisions sur l'investissement et sur l'emploi. C'est à des expériences malheureuses que de nouvelles méthodes doivent leur apparition. En 1953, les prévisions faites pour l'industrie textile se sont avérées erronées. Les résultats d'une enquête par sondage ont été mal interprétés. Pour l'industrie de l'automobile une enquête semblable fut menée. Les résultats ne furent guère favorables. Si le calcul des consommations rencontre des obstacles sérieux, les prévisions du commerce extérieur sont soumises à des éléments encore plus aléatoires.

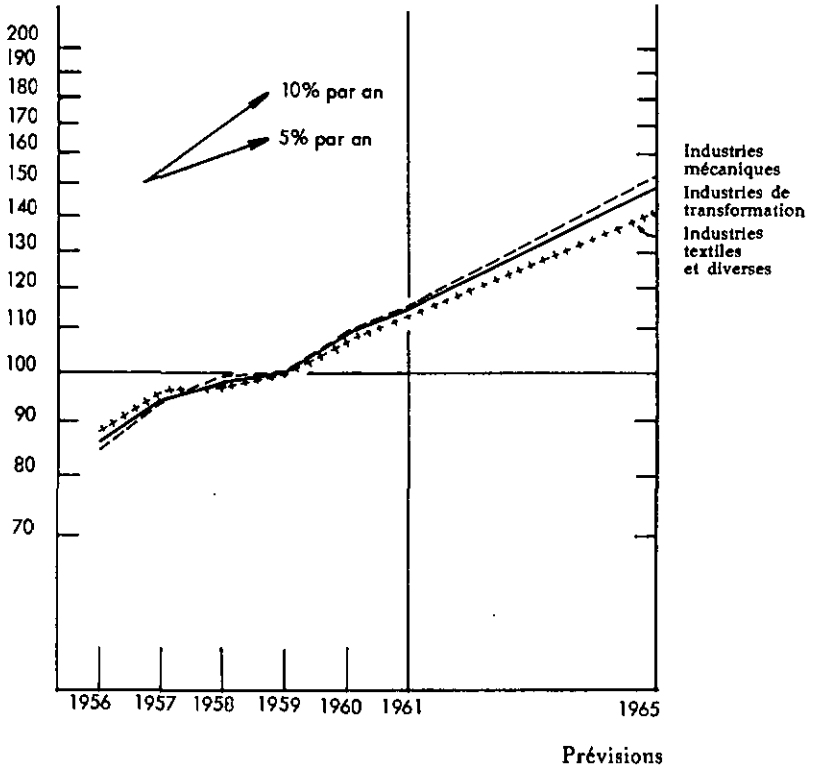
Pourtant, c'est au sein des groupements de travail qu'il se crée, par le dialogue, cette nouvelle méthode de travail qui fait prendre conscience à l'investisseur privé qu'il ne pourra plus, désormais, agir sans tenir compte de l'évolution de la branche. La planification indicative dans une économie capitaliste ne peut pas non plus ne pas connaître régulièrement les prévisions faites par la firme. Ce point de rencontre qu'est le « Plan » change les perspectives et, conséquemment, la praxis de l'investissement.

Graphique 5

INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

Indices de volume de production

Echelle logarithmique



TABEAU 9
Prévision de production

	Chiffre d'affaires taxes comprises (prix de 1959)		Volume de production ¹ indice 65/69	Taux annuel de croissance	
	1959	1965		Prévu pour 1959 à 1965 %	Réalisé de 1956 à 1961 %
A. Industries mécaniques et électriques					
dont :	49.610	76.421 (75.349)	153,5 (151,5)	7,4 (7,2)	6,5
a) Première transformation, fonderie, travail des métaux	12.181	17.049	137,5	5,5	4,6
b) Machines et appareils mécaniques	14.844	22.169	149,5	6,9	5,6
c) Machines et appareils électriques (y. c. équipement ménager et électronique)	10.071	18.746	187	11	10,4
d) Automobile et cycle	12.514	18.457 (17.385)	149 (139,5)	6,9 (5,7)	7
B. Industries textiles et divers	41.774	57.418	139,5	5,7	5,2
dont :					
a) Industrie textile	18.747	24.153	130	4,5	3,6
b) Vêtement	4.034	5.336	132	4,7	
c) Pelleteries et fourrures	257	326	127	4,1	
d) Industrie du cuir	3.119	4.043	131	4,6	5,9
e) Industrie du bois et de l'ameublement	4.336	6.176	141	5,9	6,5
f) Industrie du papier	3.958	5.945	150	7	9,2
g) Industries graphiques	2.658	3.615	136	5,3	4
h) Industries diverses	3.738	6.564	178	10,1	7,4
i) Blanchisserie et teinturerie	926	1.260	137,5	5,4	3,4
Ensemble des industries de transformation	91.384	133.839 (132.767)	147,5 (146,5)	6,7	6

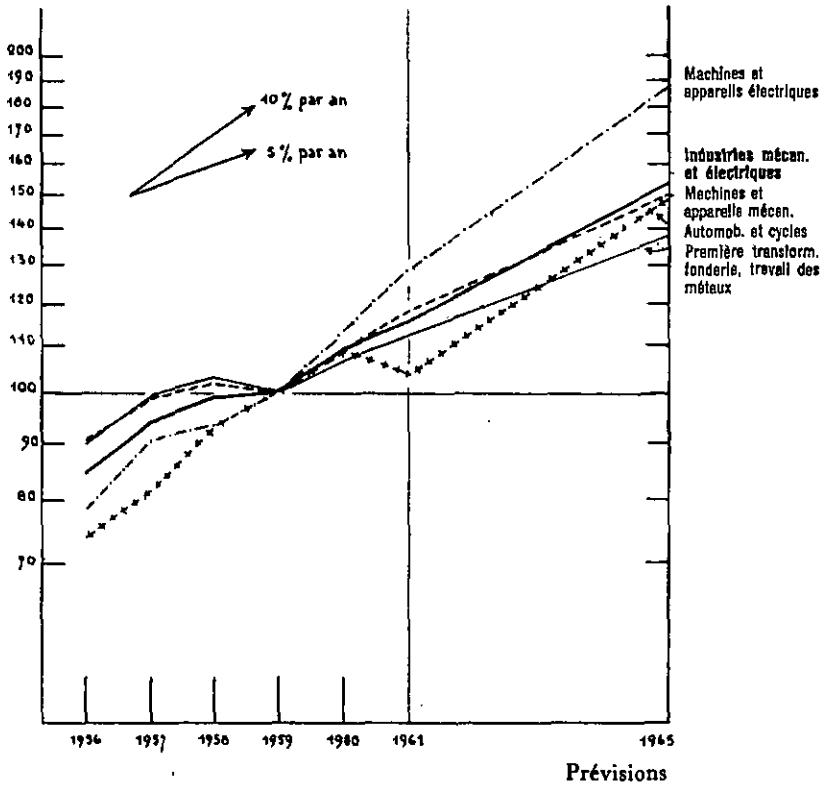
¹ Indices de chiffres d'affaires à prix constants, pondérés par les valeurs ajoutées.
² Non compris vêtements et pelleteries et fourrures.
 Entre parenthèses, variante faible des objectifs de l'automobile.

Graphique 6

INDUSTRIES MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES

Indices de volume de production

Echelle logarithmique

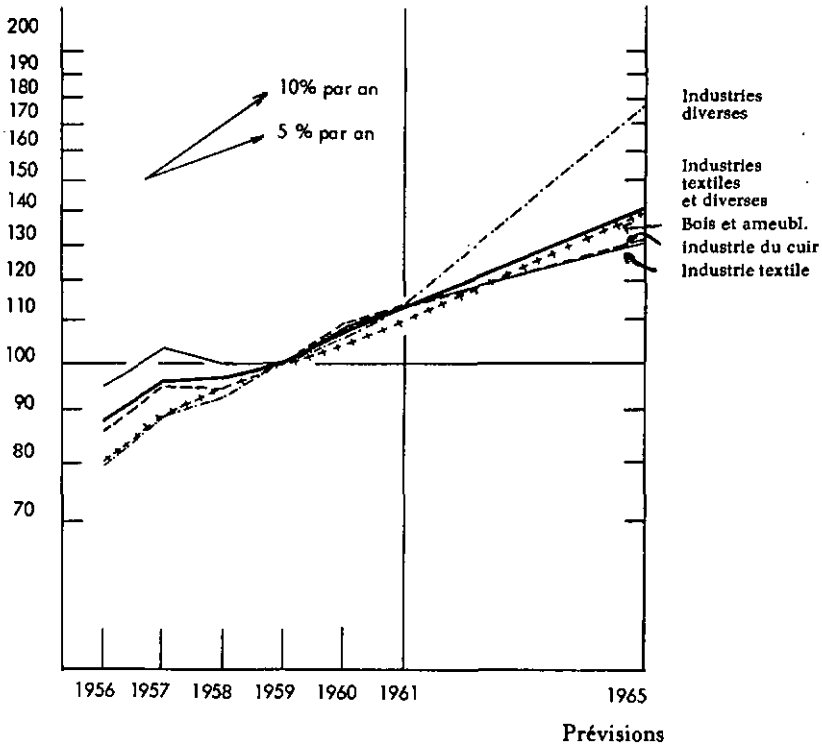


Graphique 7

INDUSTRIES TEXTILES ET DIVERSES (1er graphique)

Indices de volume de production

Echelle logarithmique



Graphique 8

INDUSTRIES TEXTILES ET DIVERSES (2me graphique)

Indices de volume de production

Echelle logarithmique

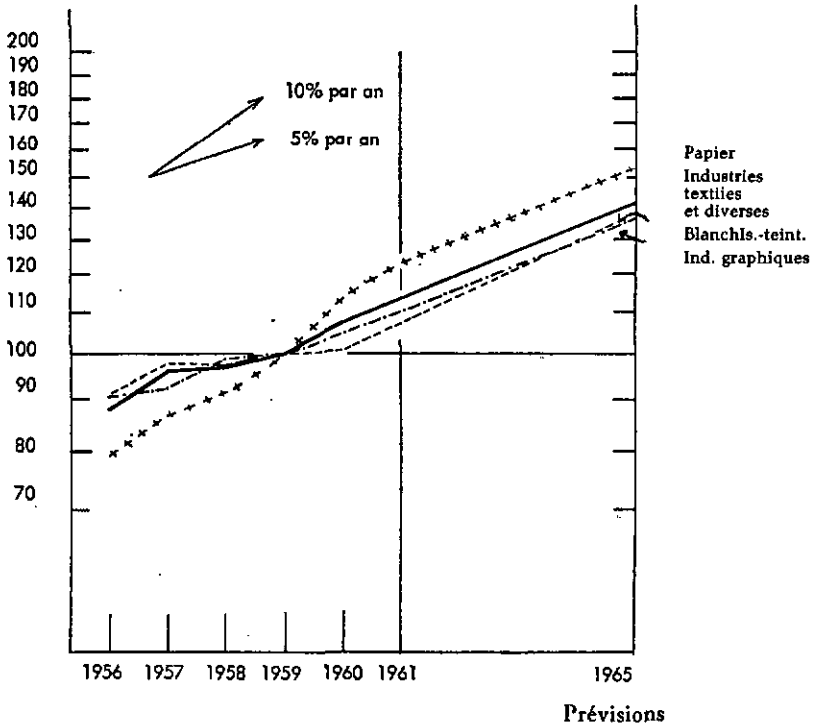


TABLEAU 10
Prévisions d'exportation

	Vers l'étranger			Vers la zone franc			Pourcentage des EXPORTATIONS TOTALES au chiffre d'affaires hors taxe	
	Millions NF		Indice	Millions NF		Indice	1959	1965
	1959	1965		1959	1965			
A. Industries mécaniques et électriques	5.306	10.497 (10.015)	198 (189)	2.962	3.604	122	20	22,1 (21,6)
dont :								
a) Première transformation, fonderie, travail des métaux	764	1.283	168	644	569	88	14,1	13,2
b) Machines et appareils mécaniques	1.520	3.449	227	880	1.191	135	19,4	24,8
c) Machines et appareils électriques (y. c. équipement ménager et électronique) -	678	1.827	269,5	547	870	159	14,8	17,3
d) Automobile et cycle	2.844	3.938 (3.456)	168 (147)	891	974	109	30,4	32,2 (30)
B. Industries textiles et divers	3.287	5.434	165	1.716	2.018	117,5	14,5	15,7
dont :								
a) Industrie textile	1.996	2.870	144	890	1.061	119	18,5	19,6
b) Vêtement	93	172	184	193	198	103	8,7	8,5
c) Pelleteries et fourrures	21	27	129				10	10,5
d) Industrie du cuir	325	472	145	138	153	110,5	17,8	18,6
e) Industrie du bois et de l'ameublement	161	421	262	155	193	86	8,9	11
f) Industrie du papier	141	274	195	70	88	125	6,6	7,5
g) Industries graphiques	180	325	181	87	162	186	12,2	16,3
h) Industries diverses	370	873	236	182	223	122,5	17,8	20
Ensemble des industries de transformatin	8.593	15.931 (15.449)	186 (180)	4.678	5.632	120	17,5	19,3 (19,1)

Entre parenthèses, variante faible des objectifs de l'automobile.

TABEAU 11
Prévisions d'importation

	De l'étranger				De la zone franc				Pourcentage des importations (+ droits et taxes) à la consommation intérieure ¹	
	Millions NF		Indice		Millions NF		Indice		1959	1965
	1959	1965	65-59	(228)	1959	1965	65-59	1959	1965	
A. Industries mécaniques et électriques	3.289	7.248	225	(228)	11	11	101	11,3	16,1	
dont :		(7.521)							(16,9)	
a) Première transformation, fonderie, travail des métaux	327	632	193		8	8	101	4,2	5,6	
b) Machines et appareils mécaniques	2.231	3.845	172		2	2	117	21,8	25,4	
c) Machines et appareils électriques (y. c. équipement ménager et électronique)	454	1.591	351		1	1	100	7,9	14,3	
d) Automobile et cycle	277	1.180	426		0	0		5,9	15,4	
B. Industrie textile (a)	392	857	258		6	5	82	3	5,8	
b) Vêtement	16	92	596					0,7	2,9	
c) Pelletteries et fourrures	20	28	140					11,2	12,3	
d) Industrie du cuir	47	125	265					3,6	5,6	
c) Industrie du bois et de l'ameublement	59	173	292		19,5	13	69	2,4	4,9	
f) Industrie du papier	477	799	155		11	27	244	13	13,8	
g) Industries graphiques	143	265	185		18	25	141	6	8,4	
h) Industries diverses	91	415	456		0,5	1	125	4,5	10,9	
Ensemble des industries de transformation	4.474	9.942	222	(228)	63	85	125	8,1	12,3	
		(10.215)							(12,7)	

¹ Le pourcentage des droits et taxes par rapport aux importations est supposé constant. Entre parenthèses, variante faible des objectifs de l'automobile.

TABLEAU 12

Prévisions de productivité apparente et de durée de travail

	Productivité		Durée de travail		
	Indice 65-59	Taux d'accroissement annuel		Indice 65-59	Indice 65-61
		Prévu de 1959 à 1965	Réalisé de 1956 à 1961		
A. Industries mécaniques et électriques	130,5	4,5	4,6	100,5	99,5
dont :					
a) Première transformation, fonderie, travail des métaux	125	3,8	4,6	102	100
b) Machines et appareils mécaniques	128	4,2	3,1	101	100
c) Machines et appareils électriques (y. c. équipement ménager et électronique) - Automobile et cycle	143 132	6,1 4,7	6 5,4	98,5 100	98,5 100
B. Industries textiles et divers	130,5	4,5	5,2 ¹	101,5	100 ¹
dont :					
a) Industrie textile	129	4,3	5,1	102,5	99,5
b) Vêtement	119,5	3		100	
c) Pelleteries et fourrures	112	1,9		100	
d) Industrie du cuir	126,5	4	4,7	101,5	101
e) Industrie du bois et de l'ameublement	142	6	6,5	99	99,5
f) Industrie du papier	136	5,3	7	100	100
g) Industries graphiques	132	4,7	3,3	100	100
h) Industries diverses	134	5	3,2	100,5	100,5
i) Blanchisserie et teinturerie	119	2,9	2,1	100	100
Ensemble des industries de transformation	130,5	4,5	5¹	101	100¹

¹ Non compris vêtements et pelleteries et fourrures.
Entre parenthèses, variante faible des objectifs de l'automobile.

TABEAU 13
Prévisions d'effectifs

	Effectif total		Indice 65-69	Pourcentage de cadres et employés dans l'effectif total	
	Milliers			1959	1965
	1959	1965			
A. Industries mécaniques et électriques	1.224	1.432	117	24,5	26,1
dont :					
a) Première transformation, fonderie, travail des métaux	301	324	108	16,6	17,6
b) Machines et appareils mécaniques	419	436	116	27,2	28,5
c) Machines et appareils électriques (y. c. équipement ménager et électronique)	260	345	132,5	32	34,1
d) Automobile et cycle	244	277 (263)	113 (107)	21,5	22,1
B. Industries textiles et divers	1.209	1.277	105,5	15,9	17,1
dont :					
a) Industrie textile	490	482	98,5	15	15,6
b) Vêtement	129	142	110,5	13,2	13,5
c) Pelleteries et fourrures	10	11	113	19	19,6
d) Industrie du cuir	105	107	102	13,2	13,3
e) Industrie du bois et de l'ameublement	145	145	100	11,6	14,3
f) Industrie du papier	62	70	113	16,5	17,9
g) Industries graphiques	87	90	103	19,5	21,1
h) Industries diverses	129	170	132	27,8	27,6
i) Blanchisserie et teinturerie	52	60	115	11,7	13
Ensemble des industries de transformation	2.433	2.709 (2.695)	111,5 (111)	20,2	21,8

Entre parenthèses, variante faible des objectifs de l'automobile.

TABLEAU 14 Prévions d'investissements

	Investissements annuels		Pourcentage des investissements au chiffre d'affaire taxes comp.		Investissements cumulés prévus pour la période 1962-1965
	Millions NF		Indice		
	1959	1965	65-59	1965	
A. Industries mécaniques et électriques	2.250	3.798	165	4,5	19.550
dont :		(3.517)	(156)	(4,6)	(12.837)
a) Première transformation, fonderie, travail des métaux	631	951	151	5,2	3.400
		(855)	(135)	(5)	(3.145)
b) Machines et appareils mécaniques	667	1.144	172	4,5	4.100
		(1.019)	(152)	(4,6)	(3.642)
c) Machines et appareils électriques (y. c. équipement ménager et électronique)	297	745	188	4	2.603
d) Automobile et cycle	555	898	161	4,4	3.447
B. Industries textiles et divers	1.478	2.362	159	3,6	8.250
dont :		(2.242)	(152)	(3,9)	(8.243)
a) Industrie textile	530	783	148	2,8	2.824
		(737)	(139)	(3)	(2.817)
b) Vêtement	90	195	150	2,2	492
c) Pelletteries et fourrures	1	3	233	0,5	9
d) Industrie du cuir	61	124	203	1,9	433
e) Industrie du bois et de l'ameublement	192	278	145	4,4	943
		(261)	(136)	(4,2)	1.564
f) Industrie du papier	293	429	146	7,4	7,2
		(402)	(137)	(6,8)	676
g) Industries graphiques	101	199	197	3,8	5,6
h) Industries diverses	174	348	200	4,7	1.089
		(318)	(188)	(4,8)	220
i) Blanchisserie et teinturerie	36	63	176	3,8	5
Ensemble des industries de transformation	3.728	6.100	163	4,1	21.800
		(5.759)	(155)	(4,3)	(21.080)

Entre parenthèses, prévisions des groupes de travail modifiées par la Commission.

TABEAU 15
Financement des investissements des industries de transformattinn
 (Millions de NF)

	Prêts à long-terme	Crédit à moyen-terme variations des en cours ¹	Actions	Obligations	Solde des autres ressources et emplois (auto-financement)	Investissements bruts
1. Industrie mécanique et électrique						
1956	122	194	245	291	1.681	2.533
1957	133	320	210	272	2.050	2.985
1958	57	270	150	229	2.456	3.162
1959	100	4	375	330	2.503	3.305
1960	185	505	397	351	2.368	3.806
% moyen de 1956 à 1960	3,7 %	8,2 %	8,7 %	9,4 %	70 %	100 %
2. Industries textiles et diverses						
1956	12	39	37	10	1.281	1.379
1957	33	90	43	18	1.371	1.555
1958	60	50	52	14	1.381	1.557
1959	40	29	41	27	1.370	1.510
1960	10	15	47	22	1.591	1.695
% moyen de 1956 à 1960	2,0 %	2,9 %	2,9 %	1,2 %	91 %	100 %

¹ On remarquera que l'on n'a pu faire apparaître ici que la variation des en-cours de crédits à moyen terme, la statistique des crédits nouveaux accordés chaque année n'étant pas établie ; ceci explique le chiffre négatif de 1959 pour les industries mécaniques et électriques et rend sujette à caution la comparaison des divers modes de financement pour une année déterminée, d'autant plus que l'on fait figurer dans les en-cours non seulement les crédits d'équipement, mais aussi les crédits à moyen terme à l'exportation.

TABLEAU 1

Prévision de production du plan intérimaire et réalisation
(Indices 1961-1959, en volume)

	Prévisions	Réalisations
Produits agricoles et alimentaires	107,1	108,7
Combustibles minéraux solides	94	92
Produits pétroliers raffinés	112,5	121,5
Gaz naturel	245	247
Gaz d'usine	108	113
Electricité	117,5	119,5
Minerai de fer, sidérurgie	115	117
Production des métaux non ferreux	124	125
Première transformation des métaux	113	117,5
Machines et appareils mécaniques	113	118,5
Machines et appareils électriques	121	123
Automobiles et cycles	124,5	102,5
Chimie, caoutchouc	121	119,5
Dont : Chimie organique	131	129,5
Matières textiles, artificielles et synthétiques	138	132,3
Autres industries textiles	112,5	114,5
Habillement	110	115,5
Cuirs et ouvrages en cuir	109	109
Bois et ameublement	112,5	107,5
Pâtes et papiers	112,5	118,5
Presse et édition	110	115,5
Industries diverses	115,5	115,5
Matériaux de construction, verre	112,5	114,5
Bâtiment, travaux publics	111	110,5
Transports et télécommunications	110	112
Commerce et services	111	111,5

TABEAU 2

Indices de variation du volume de la production par branches
Dans la nomenclature du IV^e Plan

	1961 par rapport à 1960	1961 par rapport à 1959
01 Agriculture, sylviculture	99,5	107,4
02 Produits des industries agricoles et alimentaires	104,0	111,1
03 A Combustibles minéraux solides	94,0	92,0
03 B Gaz	105,3	112,8
04 Electricité et divers	106,4	119,1
05 Pétrole, gaz naturel, carburants	111,7	121,8
06 A Matériaux de construction	109,0	114,1
06 B Verre	103,1	115,1
07 Minerai de fer et produits sidérurgiques	101,7	115,8
08 Minerais et métaux non ferreux	107,8	130,1
09 A Produits de la première transformation et travail des métaux	107,0	117,9
09 B Machines et appareils mécaniques	108,9	118,2
09 C Machines et appareils électriques	110,0	123,3
09 D Automobiles et cycles	93,0	102,3
09 E Constructions navales, aéronautiques et armements	106,3	107,4
10 Produits des industries chimiques et caoutchouc	106,8	118,1
11 A Textiles	106,2	118,1
11 B Habillement	107,0	115,3
11 C Cuirs	106,0	111,0
12 A Produits de l'industrie de bois	103,5	108,0
12 B Pâtes, papiers et cartons	105,7	118,8
12 C Presse et édition	106,0	115,5
12 D Produits des industries diverses	105,7	115,7
13 Bâtiment et travaux publics	107,3	110,7
14 A Transports	105,5	110,7
14 B Télécommunications	109,5	116,6
15 Services du logement	105,0	110,0
16 Autres services	105,9	111,9

TABLEAU 3

**Estimation provisoire du taux d'accroissement du volume de la production,
par branche, en 1962**

		Estim. indices 1962-61	Estim. indices 1962-59	Prévisions IV plan indices 1965-59
01	Agriculture, sylviculture	105	112,8	130,5
02	Produit des industries agricoles et alimentaires	103,2	114,7	128,5
03 A	Combustibles minéraux solides	100	92	90
03 B	Gaz	108,3	122,1	145,5
04	Electricité et divers	103,4	129	182,5
05	Pétrole, gaz naturel et carburants	108,1	131,7	149
06 A	Matériaux de construction	104,5	119,3	135
06 B	Verre	108	124,3	147
07	Minerai de fer et produits sidérurgiques	99,4	115	146
08	Minerais et métaux non ferreux	104,9	136,4	161
09 A	Première transformation et travail des métaux	103,6	122,2	141
09 B	Machines et appareils mécaniques	104	122,9	150
09 C	Machines et appareils électriques	108	133,2	179
09 D	Automobiles et cycles	109	111,5	140
09 E	Construction navale, aéronautique et armements	103	110,6	105
10	Industries chimiques et caoutchouc	106,8	126,1	157,5
11 A	Textiles	104,4	123,3	130,5
11 B	Habillement	105	121,1	137
11 C	Cuir	103,2	114,7	122,5
12 A	Produits de l'industrie du bois	106,6	115,1	131,5
12 B	Pâtes, papiers et cartons	103,2	122,6	148
12 C	Presse et édition	106	122,4	143
12 D	Transformation des plastiques et industries diverses	105,5	121,1	108
13	Bâtiment et travaux publics	105,6	116,9	146
14 A	Transports	104,8	116,1	129,5
14 B	Télécommunications	105,0	123,1	149
15	Services du logement	105,2	115,7	134,5
16	Autres services	106,1	118,7	142

Evolution de l'emploi de 1956 à 1961, comparée aux prévisions du IIIe Plan

	Prévisions du 3e plan pour 1961 (en indice 56 = 100	Effectifs en 1961		Indice de réalisation des prévisions 1/4 X 100
		Effectifs en 1956 (en milliers)	en indice 1956 : 100	
01 Agriculture, sylviculture	91,6	4.870	4.400	90,3
03 A Combustibles minéraux solides	101,5	229	198	86,4
06 Matériaux de construction et verre	104,8	248	250	100,8
07 Minerai de fer et produits sidérurgiques	105,5	200	215	107,5
09 Industries mécaniques et électriques	115,5	1.747	1.880	107,6
10 Industries chimiques et caoutchouc	103,0	343	368	107,2
11 A Textiles	104,2	593	552	93,0
11 B Habillement	104,5	517	500	96,9
11 C Cuir	102,4	233	217	93,1
12 A Industrie du bois	95,6	306	288	94,1
12 B Papier et carton	108,3	119	128	107,5
12 C Presse et édition	101,2	177	188	106,2
13 Bâtiment et travaux publics	107,3	1.351	1.365	101,0
14 A Transports	100,6	683	683	100,0
14 B Télécommunications	123,4	246	260	105,7
Services + Commerces + Institutions financières	102,5	3.818	4.118	107,9
Administrations	104,5	1.580	1.760	111,3
Ensemble des branches non mentionnées ci-dessus	104,3	1.590	1.594	100,3
Total de la population active occupée	101,7	18.850	18.970	100,6
Contingent	55,0	550	550	100,0
Chômage	139,0	180	210	117,0
Population active disponible	100,8	19.580	19.730	100,8

Evolution du marché du travail

	Moyenne annuelle										Au :		
	1957	1958	1959	1960	1961	1-1-61	1-4-61	1-7-61	1-10-61	1-1-62	1-4-62	1-7-62	
1. Indice des effectifs employés (100 = 1954) salariés des activités non agricoles seulement	105,1	105,9	104,4	105,0	105,7	105,0	105,0	105,9	106,5	105,8	106,4		
2. Durée du travail (nombre d'heures par semaine) salariés des activités non agricoles seulement	46,0	45,6	45,5	45,7	45,9	45,5	45,8	46,1	46,1	45,9	46,0		
3. Indice d'activité (100 = 1954) salariés des activités non agricoles	106,9	106,9	105,1	106,5	107,9	106,2	106,9	108,4	109,1	107,9	108,7		
4. Demandes d'emploi non satisfaites (en milliers 1)	80,7	98,1	139,7	131,1	112,0	125	113	106	109	101	98	99,5	
5. Effectifs d'ouvriers occupés moins de 40 heures par semaine (en milliers)	70	173	202	114	101	139	104	82	82	98	101		
6. Offres d'emploi non satisfaites (en milliers 1)	50,8	29,2	17,7	24,8	37,1	31,2	34,6	36,3	39,1	46,8	46,3	44,9	
7. Rapport des offres aux demandes d'emploi non satisfaites (en % 1)	62,9	31,4	12,7	18,9	33,1	25,0	30,5	34,2	35,9	46,3	47,2	50,0	
8. Immigration : rythme mensuel d'introduction de travailleurs permanents en France (milliers)	9,2	6,9	3,7	4,1	6,6	4,9	7,0	5,3	6,9	8,3	10,7		
	Mai		Juin		Juin		Juin		Juin		Juin		
	1957	1958	1959	1960	1961								
9. Proportion des entreprises limitées dans leurs productions pour manque main-d'œuvre en %	51	14	6	12	14								

ANNEXE 12

Répartition géographique des opérations de décentralisation
de l'origine au 31 décembre 1961

Circonscription d'action régionale	Nombre d'opérations	Nombre d'emplois créés
Nord	46	8.540
Picardie	134	24.500
Champagne	64	12.360
Lorraine	20	3.600
Alsace	23	6.720
Franche-Comté	13	5.970
Bourgogne	94	16.010
Auvergne	21	3.450
Rhône-Alpes	75	13.420
Provence-Côte d'Azur-Corse	19	3.150
Languedoc	11	1.380
Poitou-Charentes	21	4.360
Midi-Pyrénées	9	2.070
Aquitaine	21	2.380
Limousin	15	1.140
Pays de la Loire	57	15.430
Bretagne	28	11.220
Basse-Normandie	62	12.700
Haute-Normandie	88	23.800
Centre	210	28.220
TOTAL	1.031	200.420

TABEAU 16

Evolution des dépenses d'investissement bruts effectuées de 1958 à 1961
(en millions de NF courants)

Secteurs	1958	1959	1960 (Provisoire)	1961
Agriculture	5.291	5.190	5.360	5.925
Energie :				
Charbonnages de France	1.214	1.210	1.187	1.103
Electricité de France	2.823	3.394	3.368	3.485
Compagnie nationale du Rhône	149	180	191	173
Gaz de France	675	700	573	549
Société nationale des Pétroles d'Aquitaine	282	400	250	109
Gaz du sud-ouest	11	5	12	41
Energie atomique (C. E. A.)	535	757	770	999
Carburants	936	835	673	1.195
TOTAL (énergie)	6.625	7.481	7.024	7.654
Entreprises industrielles :				
Sidérurgies et mines de fer	1.340	1.453	1.387	2.470
Minerais et métaux non-ferreux	180	260	200	283
Matériaux de construction	390	360	360	400
Chimie	1.325	1.376	1.764	2.024
Industries mécaniques et électriques	3.162	3.305	3.735	4.200
Industries textiles et diverses	1.587	1.510	1.685	1.910
TOTAL (entreprises industrielles)	7.984	8.264	9.581	11.296
Construction et entretien de logements	10.800	11.118	11.530	12.300
Commerce	1.845	1.673	2.149	2.399

TABLEAU 16 (suite)

Secteurs	1958	1959	1960	(Provisoire) 1961
Communications :				
Sté nationale des Ch. de fer français	2.194	2.343	2.534	2.600
Régie autonome des transports parisiens ¹	66	68	96	140
Autres transports urbains	26	25	32	31
Batellerie	40	58	37	43
Marine marchande ¹	618	694	762	970
Air-France ¹	163	268	570	215
Autres compagnies aériennes ¹	35	25	126	67
Aéroport de Paris ¹	91	143	108	91
Infrastructure aéronautique ²	65	67	72	79
Routes	321	322	358	519
Voies navigables ²	67	73	91	111
Ports maritimes ²	222	240	256	329
Tourisme	120	120	200	215
Postes et Télécommunications ³	498	542	666	768
Radiodiffusion-Télévision ⁴	72	80	96	150
TOTAL (communications)	4.598	5.068	6.004	6.328
Equipement scolaire et universitaire	1.495	1.769	1.642	1.800
Equipement sanitaire	300	300	330	330
TOTAL Plan	33.963	42.008	44.770	43.397
Autres secteurs	4.103	4.245	5.085	5.726
TOTAL (investissements bruts)	44.066	46.259	49.855	55.129

¹ Y compris le renouvellement et le gros entretien.

² Budget d'investissement de l'état.

³ Dépenses du budget annexe, 2me section.

⁴ Dépenses en capital du budget autonome.

TABLEAU 19

Moyens utilisés pour le financement des investissements
dans les secteurs couverts par le plan
(en millions de NF)

	1958		1959		1960		1961	
	En millions de NF	En %	En millions de NF	En %	En millions de NF	En %	En millions de NF	En %
Moyens de financement								
1. Ressources et crédits propres des maîtres d'œuvre :								
Emissions d'actions	1.186	3	1.887	4,5	1.446	3,3	2.082	4,2
Emissions d'obligations	2.676	6,7	2.876	6,9	2.940	6,6	3.370	6,8
Autres ressources (à l'exclusion des emprunts à long et moyen terme)	20.265	50,7	20.100	47,9	22.466	50,1	24.173	49
TOTAL I	24.127	60,4	24.872	59,3	26.852	60	29.625	60
2. Fonds publics :								
Crédits budgétaires (titres V et VI)	2.895	7,2	3.363	8	3.531	7,9	3.881	7,8
Fonds de développement économique et social (+ HLM)	4.043	10,1	5.189	12,3	5.071	11,3	4.651	9,4
Domages de guerre	1.121	2,8	833	2	846	1,9	794	1,6
Autres fonds publics	767	1,9	711	1,7	550	1,2	851	1,8
TOTAL II	8.826	22	10.096	24	9.998	22,3	10.177	20,6
3. Autres fonds :								
Crédits bancaires (moyen terme)	3.670	8,9	2.710	6,7	3.000	6,9	3.952	7,3
Prêts des organismes spécialisés	3.340	8,7	4.330	10	4.830	10,8	6.003	12,1
TOTAL III	7.010	17,6	7.040	16,7	7.920	17,7	9.955	19,4
TOTAL GENERAL	39.963	100	42.008	100	44.770	100	49.397	100

TABEAU 20

**Moyens utilisés en 1961 par les différents secteurs
pour le financement de leurs investissements**
(en millions de NF)

Secteurs	Ressources propres	Marché financier	Fonds publics	Crédits bancaires et prêts des organismes spécialisés	Total
Agriculture	2.372	71	1.241	2.240	5.925
Energie :					
Charbonnage de France	1.051		110	58	1.103
Electricité de France	1.106	867	1.472	40	3.485
Compagnie nationale du Rhône	63		110		173
Gaz de France	216	209	27	97	549
Société nationale des Pétroles d'Aquitaine	109				109
Gaz du Sud-Ouest	14			27	41
Energie atomique			999		999
Carburants	988	193	100	86	1.195
TOTAUX (énergie)	3.547	1.269	2.818	20	7.654
Entreprises industrielles :					
Sidérurgie et mines de fer	1.680	665		125	2.470
Minerais et métaux non-ferreux	322	562		43	282
Matériaux de construction	382	18			400
Chimie	909	935	40	140	2.024
Industries mécaniques et électriques	2.755	904	30	520	4.209
Industries textiles et diverses	1.702	60	25	123	1.910
TOTAUX (entreprises industrielles)	7.106	3.144	95	951	11.296
Construction de logements	4.861	227	2.796	4.416	12.300
Commerce	1.992	177		230	2.399
Communications :					

TABEAU 20 (suite)

Secteurs	Ressources propres	Marché financier	Fonds publics	Crédits bancaires et prêts des organismes spécialisés	Total
Société nationale des Cb. de fer français ¹	1.823	559	218		2.600
Régie autonome des Transports parisiens ¹	25			115	140
Autres transports urbains	24			7	31
Batellerie	20			23	43
Marine marchande ¹	674		250	46	970
Air-France ¹	82		62	71	215
Autres compagnies aériennes ¹	67				67
Aéroport de Paris ¹	13			78	91
Infrastructure aéronautique ²	12		59	8	79
Routes			519		519
Voies navigables ²			111		111
Ports maritimes ²	30		248	51	329
Tourisme	131	5	64	15	215
Postes et Télécommunications ³	618			150	768
Radiodiffusion ⁴	150				150
TOTAUX (communications)	3.669	564	1.531	564	6.328
Equipement scolaire et universitaire	130		1.531	399	1.800
Equipement sanitaire	636		80	649	1.365
TOTAUX GÉNÉRAUX	24.201	5.452	10.177	9.595	49.397

¹ Y compris le renouvellement et le gros entretien.

² Budget de l'investissement de l'Etat.

³ Dépenses du budget annexe, 2^{me} section.

⁴ Dépenses en capital du budget autonome.

Conclusion

Nous avons essentiellement traité deux problèmes :

I. Les « possibilités d'investissement » ;

II. La planification souple,

et étudié leurs influences réciproques.

Nous avons essayé de montrer :

1. que la « praxis » de l'investissement se métamorphose quand elle se situe dans une planification souple.
2. que la planification souple offre un cadre dans lequel les investissements deviennent moins aléatoires.
3. qu'une connaissance plus approfondie de l'étude des structures et de conjoncture est nécessaire pour mieux mesurer les possibilités d'investissement dans une planification souple.
4. l'assouplissement de la planification soviétique et yougoslave.
5. le parallélisme entre certaines recherches économiques et philosophies contemporaines.
6. que la planification souple se pose différemment dans les pays développés et sous-développés.

Mais cette matière qui nous présente de constants et multiples obstacles ne pourra être comprise que par des perfectionnements graduels. Cette inquiétude, avec la conscience de la difficulté, ne nous empêche pas de croire fermement à l'avenir de la planification souple et qu'une stratégie adéquate de l'investissement en est une des conditions maîtresses.

Bibliographie

- Akermano Johan** : Structures et cycles économiques, P. V. F., Paris 1958.
— L'analyse structurelle des variations économiques. Bulletin de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales. Louvain Nos 3-5, déc. 1948.
- Alamigene P., Mulot R. et Plagnol E.-P.** : Les investissements des Entreprises. Librairies Techniques, Paris 1958.
- Alexander, Sydney S.** : Issues of Business cycles Theory raised by M. Hicles, in Amer. Econ. R., p. 861 à 878, vol. XLI, fasc. 4, déc. 1951.
- American management association** : Les rapports financiers dans les Entreprises. Dunod, Paris 1960.
- Annales de l'Economie Collective** : Compte-rendu du IV^{me} Congrès international de l'écon. collective, Belgrade, 18-21 mai 1959, avril-septembre 1960.
- Arnes Edward** : Econ. Integration in the Suro plan soviet Bloc in Amer. Econ. 1, vol. XLIX, p. 112 à 133, fasc. 2, mai 1959.
- Association pour l'Organisation de Stages de Techniciens étrangers dans l'industrie française** : Cours « P 11 ». Prévision et ordonnancement de la production. Animateur : M. Wormser. Session pour auditeurs de langue portugaise. Octobre 1962 - février 1963.
— La gestion du personnel. P. Jardillier, chef de groupe de psychologie industrielle de la C. O. R. T.
— Gestion des approvisionnements. Professeur : Colaneri.
- Bachelard Gaston** : Le nouvel esprit scientifique. Félix Alcan, Paris 1934.
— La Dialectique et la Durée. Boivin & Cie, Paris 1936.
- Baner P. I. et Yamey B. S.** : The Economies of Under. Developed Countries. James Nisbet and Co Ltd. London 1957.
- Baucher Pierre** : L'expérience française de planification. Scuil, Paris 1958.
- Bernard Georges** : De l'Investissement. Diogène No 26. Avril-Juin 1959.
- Biays Michel** : Formation du capital et reconstruction française. Armand Colin, Paris 1952.
- Buchanan, Normann and Ellis** : Approches to economic development. New-York 1955.

- Burnol William** : Harrod's Model in Economic Dynamics. Mc. Millan. New-York 1951.
- Burns Arthur** : Hicks and the real cycle in Journal of Political Economy. Vol. LX, fasc. 1, p. 1 à 24, février 1952.
- Cahiers de l'Institut de Sc. Econ. Appliquée** : Econ. des Démocraties populaires, No 86, I et IIe parties. Août 1959. ISEA Paris.
- Cholanovitz Bronko** : Les méthodes d'industrialisation des régions sous-développées de Yougoslavie. Méthodes de développement industriel, Organisation de Coopération et de développement économique. Paris, avril 1962.
- Chonraqui André** : L'Etat d'Israël « Que sais-je ? » PVF, Paris 1962.
- Clark Colin** : The auditions of Economic progress. Mac Millan and Co Ltd. London 1957.
- Clark John Maurice** : Business Acceleration and the Law of Demand : a Technical Factor in Economic cycles in The Journal of Political Economy, vol. XXV, fasc. 3, p. 217 à 235, mars 1917.
- Coudliffe V.B.** : Econ. Power as an instrument of National Policy in Amer. Econ. R., vol. XXXIV, fasc. -, p. 304 à 314, mars 1944.
- Les Conseils en organisation** : La Prévision et le Programme des Ventes. Les Editions d'Organisation, Paris 1960.
- Denis Henri** : Théorie et réalité de l'analyse de l'équilibre de la firme. Revue Econ., vol. 11, fasc. 6, p. 705 à 727, novembre 1951.
- Dieterlen Pierre** : Les Normes économiques. Imprimerie Nouvelle, 1943.
— L'Investissement. Marcel Rivière & Cie, Paris 1957.
- Domar Eusey** : Capital Expension, Rate of growth and Employment. Econometrica, vol. XIV, fasc. 2, avril 1946.
- Economie Appliquée** : Tome VII, nos 1-2, janvier-juin 1954. PVF, Paris
— Tome XII, no. 3, juillet-septembre 1959.
— Tome XII, nos. 1-2, janvier-juin 1959.
- Ellis Howard S.** : Monetary Policy of Investment in Amer. Econ. 1. Vol. XXX, fasc. 1, p. 27 à 38, mars 1940.
- Ezekiel M.** : Statistical investigations of saving, consumption and investment in Amer. Econ. R. Vol. XXXII, fasc. 1, p. 272-307, mars 1942.
- Fay C.R.** : Cooperation and the state in the Econ. Journal, p. 414-426, septembre 1933.
- Fisher Gene H.** : Endogenous Investment in Macro-Economic Models, in Review of Economics and Statistics. Vol. XXV, fasc. 3, p. 211 à 220, août 1953.
- Frankel S.H.** : The Economic Impact on Under-developed societies, Essays on International Investment and social Change. Oxford, Basil Blackwell, 1955.

- Galbraith J. K.** : *The Liberal Hour*. Hamish Hamilton, London 1960.
- Gascoel Alain** : *Aspects du quatrième Plan*. Berger-Levrault, Paris 1962.
- Goodwin Richard M.** : *The Multiplier in the New Economics*. Denis Dobson Ltd, Londres XXII, 686, IX p., 1952.
- Haberler Gottfried** : *Ensayos Sobre El Ciclo Economico*. Fondo de cultura Economica. Mexico 1956.
- Hall R. L. and Hitch C. J.** : *Price Theory and Business Behaviour*, in Oxford Econ. Papers No. 2, mai 1939.
- Hansen Alwio H.** : *The Robertsmian and Sweedish systems of Period analyses*. Rev. of Econ. and Statistics, février 1950.
- Hayck Friedrich** : *Prices and Production*. Rontledge and Sons, 1931.
- Heimann Maurice** : *Le compte d'Etat de la Confédération Suisse*. Thèse de l'Université de Neuchâtel. Courvoisier 1947.
- Hoselitz B. F.** : *Socialist planning and International Econ. relations in the Amer. Econ. R.* Vol. XXXIII, p. 839 à 851, décembre 1943.
- Hurwicz Leonid** : *Theory of the Firm and of Investment in Economica*. Vol. XIV, fasc. 1, p. 109 à 136, 1949.
- Kaldor Nicholas** : *El Concepto de Ingress en la teoria economica in El Trimestre Econ.* Vol. XXVI, Nos. 101-104, Fondo de Cultura Economica, Mexico 1959.
- Keynes J. M.** : *Théorie générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie*. Payot, Paris 1959.
- Kbatcbaturov T.** : *Les problèmes de l'efficacité économique des investissements dans l'économie socialiste*. Cahiers de l'Institut de Science Economique appliquée, Economie des Démocraties populaires, No. 83, juin 1959, I. S. E. A. Paris.
- Lewis W. Arthur** : *The Theory of Economic growth*. Georges Allen and Unwin Ltd. London 1955.
- Lacron C. P.** : *Croissance économique et Investissement International*, P. V. F., Paris 1961.
- Lutz Friedrich and Vera** : *The Theory of investment of the firm*. Princeton University Press.
- Maedelbann K.** : *The industrialisation of Backward Arcas*. Basil Blackwell, Oxford 1947.
- Marcbal André** : *Systèmes et structures économiques*. P. V. F., Paris 1959.
- Meier** : *Economix development Theory, History, Policy*. John Wiley & Sons, inc. London 1959.

- Mendès-France P. et Ardaud G. :** La science économique et l'action Unesco. Juillard, Paris 1954.
- Merleau-Ponty Maurice :** La structure du comportement. P. V. F., Paris 1942.
- Myrdal Gunnar :** Une économie Internationalc. P. U. F. 1958.
- Nicolaï Aodré :** Comportement économique et structures sociales. P. V. F. 1960.
- Nowicki A. :** Premiers contours d'une théorie du commerce extérieur dans un pays à économie planifiée. Cahiers de l'Inst. de Sc. Econ. Appliquée, No. 124, avril 1962, ISEA, Paris.
- Nurkse Ragnar :** Problems of capital formation in underdeveloped countries. Basil Blackwell, Oxford 1958.
- O. C. D. E. :** Yougoslavie Mai 1962. O. C. D. E., Paris 1962.
- Les Investissements dans les territoires d'Outre-Mer, en Afrique, au sud du Sahara. O. C. D. E. 1951.
 - Le financement du développement industriel en Europe. Agence Europ. de prod. de l'organisation Européenne de Coopération Economique, Paris 1957.
 - Les investissements privés américains en Europe et dans les territoires d'Outre-Mer. O. C. D. E. Paris, décembre 1954.
- Perroux François :** Les mesures des progrès économiques et l'idée d'économie progressive. Cahiers de l'Institut de Science Economique Appliquée, No 47, ISEA, Paris.
- Le IV^{me} Plan français « Que sais-je ? ». P. V. F., Paris 1962.
- Pradel P. M. :** L'Epargne et l'Investissement « Que sais-je ? » P.V.F., Paris 1959.
- Rapport général de la Commission des industries de transformation.** Imprimerie Nationale, Paris 1961.
- Rapport sur l'exécution du Plan 1961-62.** Commissariat général du Plan. Paris 1962.
- Revue d'Economie Politique.** Prolégomène d'une Théorie de la Structure Economique, p. 971 à 1001, mai 1952.
- Revue de science financière.** Janvier-Mars 1958. Librairie générale de Droit et de Jurisprudence.
- Robertson D. J. :** The Economics of Wage and The distribution of Income. Mc. Milan and Co Ltd., London 1961.
- Rostow W. W. :** The process of Economic growth. Oxford at the Clarendon Press, 1960.
- Royer V. :** La structure économique des pays industriels est-elle compatible avec les besoins de développement économique des pays neufs. Economie appliquée, tome XII, No 4, octobre-décembre 1959.

Saltiel J. P. : Calcul Econ. et Commerce extérieur de l'URSS. Cahier de l'Institut de Sc. Econ. Appl. No 124, avril 1962, ISEA, Paris.

Samuelson Paul A. : L'Economique. Armand Colin, 1957.

S. N. I. (Secrétariat National d'Information). L'effort de développement Economique portugais. (Le deuxième plan de mise en valeur).

Staley Engène : The Future of Underdeveloped Countries. Harper and Brothers, New-York 1954.

Strumilin S. G. : El Factor Tiempo en los Proyectos de inversion de Capital in El Trimestre Economico. Vol. XXVI, Nos. 101-104, Fondo de Cultura Econ., Mexico 1959.

Strumilin Michael : Le développement industriel en Israël. Méthodes de Développement industriel. Organisation de Coopération et de développement Economiques. Paris, avril 1962.

Table des matières

<i>Avant-propos</i>	7
<i>Introduction</i>	9

CHAPITRE PREMIER

L'investissement

I	Définition	13
II	Investissement d'infrastructure et de superstructure	15
III	Les déterminants de l'investissement	17
	A Les déterminants extra-économiques	17
	B Déterminants économiques	21
	1. L'influence du taux d'intérêt sur l'investissement	21
	2. L'influence des profits sur l'investissement	24
IV	Les effets de l'investissement	25
V	Les moyens de financement	27

CHAPITRE II

Structures et conjonctures

SOUS-CHAPITRE I

I	Les structures et conjonctures en général	29
	A Introduction	29
	B Définition du concept de structure	30
	C La notion dynamique de structure	32
	D La notion de « période » de l'analyse structurelle	33
	E La prise de conscience et l'action sur les variables	35

II	L'analyse du cycle	37
A	L'analyse du cycle par Ackermann	
1.	Les forces motrices	38
2.	L'analyse causale de la conjoncture	40
B	Les résistances structurelles	
1.	La résistance des structures physiques	45
2.	La résistance des structures économiques	45
3.	La résistance des structures institutionnelles	45
4.	La résistance des structures sociales	46
5.	La résistance des structures mentales	16
6.	La résistance des structures internationales	46
7.	Moyens de la politique structurelle	47

SOUS-CHAPITRE II

L'investissement dans les pays sous-développés

I	Définition	49
II	Cercle vicieux de la pauvreté	52
III	Dimensions du marché	52
IV	Aide en capitaux extérieurs	53
V	Croissance harmonieuse	55
VI	Les classes moyennes et le changement de mentalité	56
VII	Rôle de la fiscalité	56
VIII	Rapport entre l'inflation et l'investissement	57
IX	L'orientation des investissements	60
A	Morcellement des capitaux	61
B	Avantages et inconvénients des investissements concentrés	61
C	Répartition et concentration simultanées dans des proportions moindres	62
X	Politique commerciale	62
XI	Chômage déguisé et formation de capital	63
XII	Mesure de politique interne	65
XIII	Intérêt des pays développés	66

CHAPITRE III

Aspects de la politique soviétique

I	Les « chaînons » conducteurs du Plan	79
II	Les assouplissements dans la planification soviétique	83

CHAPITRE IV

La Yougoslavie

I	Structure de l'économie Yougoslave	97
II	L'assouplissement de la planification yougoslave	98

CHAPITRE V

Planification souple

I	Historique	111
II	Finalité d'une planification indicative	112
III	Nécessité d'une planification	113
IV	La position du Plan devant l'incertitude économique	114
	A Méthodes de prévisions	115
	1. L'évolution démographique	116
	2. Le calcul de la productivité	117
V	Les industries de transformation	121

<i>Conclusion</i>	147
-------------------	-----------	-----

<i>Bibliographie</i>	149
----------------------	-----------	-----

Achévé d'imprimer le 30 septembre 1966
sur les presses de l'Imprimerie de l'Ouest
Baumann & Niaty
Neuchâtel (Suisse)